

2013

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

LE DÉFI DE LA FAIM : CONSTRUIRE LA RÉSILIENCE
POUR UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DURABLE



ACTED



welt
hunger
hilfe



INTERNATIONAL
FOOD POLICY
RESEARCH
INSTITUTE

IFPRI

CONCERN
worldwide

2013

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

LE DÉFI DE LA FAIM :

CONSTRUIRE LA RÉSILIENCE

POUR UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DURABLE

International Food Policy Research Institute :
Klaus von Grebmer, Derek Headey, Tolulope Olofinbiyi,
Doris Wiesmann, Heidi Fritschel, Sandra Yin,
Yisehac Yohannes

Concern Worldwide :
Connell Foley

Welthungerhilfe :
Constanze von Oppeln, Bettina Iseli

Institute of Development Studies :
Christophe Béné, Lawrence Haddad

Bonn/Washington, DC/Dublin/Paris/Milan/Prague
Octobre 2013



CONCERN
worldwide





Des moyens de subsistance résilients sont essentiels pour libérer les personnes vulnérables de la faim, l'un des Droits fondamentaux de l'Homme.

AVANT-PROPOS

En 2012, la tempête tropicale Isaac et l'ouragan Sandy se sont abattus sur Haïti, dévastant les récoltes, faisant déborder les rivières, inondant les routes et bloquant l'accès aux communautés. Les Haïtiens pauvres ont dû prendre des mesures extrêmes afin de faire face à la montée des prix des denrées alimentaires et à l'augmentation de leurs dettes. Certains sont partis vivre ailleurs. D'autres sont parvenus à joindre les deux bouts en diminuant le nombre de repas par jour et en vendant leurs terres ou leur bétail. Chaque été, les Haïtiens craignent un nouveau déchaînement de la nature.

Qu'il s'agisse de tempêtes comme celles-ci, ou d'une sécheresse, comme celle du Sahel qui a affamé 18 millions de personnes en 2012, ou de d'autres événements climatiques extrêmes, d'envolées des prix des denrées alimentaires, ou de troubles civils prolongés, les crises ou chocs continuent de frapper les populations démunies et les plus vulnérables. Tous ceux qui ne sont pas capables de faire face à ces situations se retrouvent, bien trop souvent, encore plus enfermés dans la pauvreté, en proie à la malnutrition et la faim.

Mais aider les populations pauvres et vulnérables à survivre aux chocs de courte durée ne suffit pas. Ces populations sont parmi les plus durement touchées par les chocs et les moins à même d'y faire face ; et l'exposition constante aux chocs d'origine naturelle ou anthropique érode leurs chances d'améliorer leur sort. Les populations pauvres et vulnérables ont besoin d'être plus résilientes ; une partie essentielle du renforcement de la résilience implique d'accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'accès à une alimentation suffisante en quantité et en qualité est un droit humain fondamental ; dès lors, la prise de mesures par les gouvernements, les ONG et les organisations internationales, visant à renforcer la résilience – et ayant une incidence positive sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle – est absolument indispensable.

La résilience est le thème central de l'Indice de la Faim dans le Monde 2013, rapport publié conjointement par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), Concern Worldwide, Welthungerhilfe en partenariat avec ACTED. Dans la mesure où, d'après cet indice, le niveau de la faim dans le monde demeure « grave », avec 19 pays souffrant de niveaux de faim « alarmant » ou « extrêmement alarmant », les efforts en vue de renforcer la résilience et d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont plus que nécessaires.

Le chapitre 3 décrit un cadre de la résilience pouvant changer le modus operandi des secteurs humanitaires et du développement, leur permettant d'élaborer et de mettre en œuvre des interventions plus efficaces et intégrées. Ce chapitre offre également des exemples de programmes de renforcement de la résilience, combinant volets humanitaires et de développement, et aborde la question des indicateurs

pour mesurer la résilience par rapport à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le chapitre 4 présente les enseignements tirés de plusieurs programmes développés par Concern Worldwide et Welthungerhilfe conçus pour renforcer la résilience des communautés.

C'est la huitième année consécutive que l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires calcule l'Indice de la faim dans le monde, ou le Global Hunger Index (GHI), et livre ainsi une analyse pluridimensionnelle de cet indicateur. Cette série de rapports permet de suivre l'évolution de la faim au niveau mondial, mais également pays par pays, mettant en évidence les pays et les régions où la situation est alarmante et nécessite une action immédiate.

Rappelons que ce rapport ne présente pas une photographie du présent, mais du passé récent. Les scores GHI 2013 reflètent les données les plus récentes disponibles auprès des gouvernements et des agences internationales. En raison des délais dans la transmission des informations et de l'absence de données actualisées de la situation de la faim dans le monde, le rapport ne prend pas en compte l'impact des événements récents. Nous espérons que les gouvernements et les agences internationales travailleront de concert pour rassembler, dans un avenir proche, des données plus complètes et actualisées sur la faim dans leurs pays et dans le monde.

Le monde a fait des progrès en matière de lutte contre la faim depuis le début des années 1990. Si le récent ralentissement en matière de réduction de la faim est inversé, l'Objectif du Millénaire pour le développement de diminuer par deux la part des personnes souffrant de la faim dans le monde entre 1990 et 2015 pourrait être atteint. Aujourd'hui, environ 870 millions de personnes, soit 1 personne sur 8 dans le monde, continuent de souffrir de la faim. L'heure n'est pas à l'autosatisfaction. En 2012, à l'occasion de la conférence Rio+20, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon – partant du travail accompli dans le cadre de l'Objectif 1 du Millénaire pour le développement – a proposé un objectif plus ambitieux : l'enjeu « Faim Zéro » pour un monde libéré de la faim de notre vivant. Le combat contre la faim doit être poursuivi sans relâche tant que des populations continueront de souffrir de la faim.

La plupart des chocs et des stress auxquels sont exposées les populations pauvres et sous-alimentées sont le résultat d'actions prises dans des régions et pays plus prospères. Nous espérons que ce rapport servira de rappel, autant pour les pays industrialisés que pour les économies émergentes et les pays en développement, afin d'assumer nos responsabilités et d'agir ensemble pour réduire les risques et renforcer la résilience en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des communautés, des pays ainsi qu'à l'international.



Dr. Wolfgang Jamann
Président et Secrétaire général
Welthungerhilfe

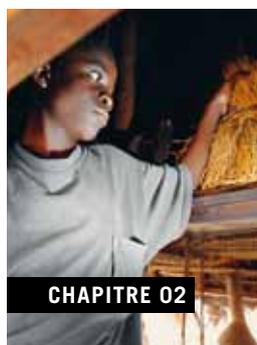


Dr. Shenggen Fan
Directeur général
Institut International de Recherche
sur les Politiques Alimentaires



Dominic MacSorley
Directeur exécutif
Concern Worldwide

SOMMAIRE



RÉSUMÉ	5
CHAPITRE	
01 Le concept du Global Hunger Index / Indice de la faim dans le monde	6
02 Tendances mondiales, régionales et nationales	10
03 Définir la résilience dans le contexte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	18
04 Renforcement de la résilience des communautés à la sous-alimentation	32
05 Recommandations	46
ANNEXES	
A Source des données et mode de calcul des scores GHI de 1990, 1995, 2000, 2005 et 2013	50
B Données brutes pour le calcul des indices de la faim dans le monde GHI 1990, 1995, 2000, 2005 et 2013	51
C Tendances par pays pour les indices de la faim dans le monde GHI 1990, 1995, 2000, 2005 et 2013	53
BIBLIOGRAPHIE	57
PARTENAIRES	61

RÉSUMÉ

L'Indice de la faim dans le monde 2013 (GHI), élaboré à partir de données couvrant la période 2008-2012, montre que le niveau de la faim dans le monde s'est amélioré depuis 1990, diminuant d'un tiers. En dépit des progrès réalisés, le niveau de la faim demeure « grave », avec 870 millions de personnes souffrant de la faim selon des estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les scores GHI varient considérablement en fonction des régions et des pays. L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne concentrent les scores GHI les plus élevés. L'Asie du Sud a diminué son score GHI entre 1990 et 1995 de manière significative grâce, en particulier, à une baisse importante de l'insuffisance pondérale infantile, mais n'est pas parvenue à maintenir ce rythme de progression. Les inégalités sociales ainsi que le faible statut nutritionnel, éducationnel et social des femmes continuent de contribuer à une prévalence élevée de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans.

L'Afrique subsaharienne n'a pas accompli autant de progrès que l'Asie du Sud au cours des années 1990. Toutefois, depuis le passage à l'an 2000, ce continent a réalisé des progrès notables et son score GHI est actuellement inférieur à celui de l'Asie du Sud. L'avènement d'une plus grande stabilité politique dans des pays anciennement touchés par des guerres civiles dans les années 1990 et 2000 s'est traduit par une reprise de la croissance économique. Des avancées dans la lutte contre le VIH/Sida, une diminution de la prévalence du paludisme et des taux de vaccination plus élevés ont contribué à réduire la mortalité infantile.

Depuis 1990, 23 pays ont réalisé des progrès significatifs, réduisant leurs scores GHI de 50% voire plus. 27 pays sont passés de la catégorie « extrêmement alarmant » à « alarmant ». En termes de progrès absolus, les dix pays ayant connu les meilleures améliorations de leur score GHI sont l'Angola, le Bangladesh, le Cambodge, l'Éthiopie, le Ghana, le Malawi, le Niger, le Rwanda, la Thaïlande et le Vietnam.

Les niveaux de faim sont encore « alarmants » ou « extrêmement alarmants » dans 19 pays. Les pays figurant dans la catégorie « extrêmement alarmant » — le Burundi, les Comores et l'Erythrée — se situent en Afrique subsaharienne. L'accroissement du niveau de la faim au Burundi et aux Comores depuis 1990 s'explique par l'instabilité politique et les conflits prolongés. La République Démocratique du Congo a été classée dans la catégorie « extrêmement alarmant » dans l'Indice de la faim dans le monde de 2011, mais son score GHI n'a pas pu être calculé depuis, en raison du manque de données actualisées. Des données actualisées et fiables sont nécessaires afin d'évaluer la situation dans ce pays, mais également pour calculer les scores GHI d'autres « points chauds de la faim » comme l'Afghanistan ou la Somalie.

Sans surprise, la plupart des pays avec des scores « alarmants » ou « extrêmement alarmants » ne jouissent pas d'une grande stabilité. Les pays sujets de manière récurrente aux chocs tels que les inondations ou les sécheresses, ou les pays victimes de troubles sociaux et politiques, ont tendance à avoir des scores GHI élevés. Les désastres d'origine naturelle ou humaine peuvent avoir une incidence directe sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des individus et des communautés particulièrement vulnérables ou peu résilientes. Par extension, assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle constitue une partie essentielle du renforcement de la résilience et, réciproquement, les efforts visant à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent intégrer le concept de résilience.

Les personnes démunies sont depuis toujours vulnérables aux périodes de soudure, aux sécheresses et aux autres désastres naturels ou d'origine anthropique. Ces dernières années, cette vulnérabilité a été exacerbée par les crises alimentaires et financières, ainsi que par les crises humanitaires de grande ampleur telles que les sécheresses récurrentes dans le Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Ces chocs ponctuels ont des conséquences sur le long terme.

Les décideurs politiques et les opérateurs humanitaires et du développement reconnaissent aujourd'hui la nécessité de renforcer la résilience des populations vulnérables. Une plus grande résilience permettra aux populations d'en finir avec les situations de pauvreté, de rester en dehors de la pauvreté ou, plus simplement, d'éviter de se retrouver dans une situation de vulnérabilité. Sur le plan conceptuel, la notion de résilience a été élargie afin d'inclure la capacité d'absorber des chocs légers, ainsi que la capacité d'apprendre et de s'adapter à des chocs modérés, et de transformer les structures économiques, sociales et écologiques pour faire face à des chocs sévères.

Ce cadre de compréhension de la résilience peut contribuer à renforcer le dialogue entre le secteur humanitaire et celui du développement, deux sphères qui travaillent traditionnellement de manière indépendante. Etablir un lien entre chocs ponctuels et changements systémiques sur le long terme permet d'avoir une vision plus complète des facteurs qui font sombrer les personnes dans la pauvreté ou dans l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans ce même cadre, l'attention est davantage portée sur la compréhension du bien-être et des dynamiques comportementales des populations vulnérables. De plus, il réaffirme l'importance d'identifier, renforcer, soutenir et travailler avec les structures et les organisations locales afin qu'elles puissent jouer leurs rôles de manière efficace.

Cependant, malgré les nombreux arguments en faveur d'une priorisation du renforcement de la résilience, l'adoption d'un cadre basé sur ce concept se heurte à de nombreux défis. Les experts des milieux humanitaires et du développement doivent encore se mettre d'accord sur une définition commune de la résilience. En outre, la résilience, la vulnérabilité et les mécanismes d'ajustement sont des phénomènes difficiles à mesurer. Les chocs sont par définition des événements souvent ponctuels et imprévisibles, touchant des sites et des communautés isolés, et la résilience aux chocs implique des comportements d'adaptation ou d'ajustement complexes.

Selon Concern, Welthungerhilfe et ACTED, les efforts visant à renforcer la résilience au niveau des communautés peuvent être fructueux. Les ONG Concern et Welthungerhilfe présentent les enseignements tirés de leurs propres programmes de lutte contre la sous-alimentation dans des communautés majoritairement rurales. En Haïti, malgré la récurrence des chocs et des stress, et d'un système conçu pour favoriser les grands exploitants agricoles au détriment des petits, les ménages de la région du Nord-Ouest haïtien sont parvenus à améliorer leur sécurité alimentaire en s'attaquant de manière continue aux causes sous-jacentes et structurelles de la vulnérabilité, et en utilisant des fonds d'urgence flexibles et ciblés pour combler des déficits de capacités. Les leçons des régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique soulignent les conditions préalables indispensables afin de renforcer la résilience au niveau communautaire et d'aider les individus à s'extraire de l'extrême pauvreté et de la faim.

Les recommandations de ce rapport indiquent la voie à suivre pour la communauté internationale des bailleurs de fonds, des acteurs du développement et des humanitaires ; pour les décideurs politiques nationaux des pays touchés par l'insécurité alimentaire ; et pour les opérateurs humanitaires et du développement.

01

A group of people, likely in a traditional setting, are shown preparing food. In the foreground, a large bowl is filled with a variety of fresh produce, including green grapes, orange tomatoes, a whole red potato, and a block of butter. In the background, several individuals, including a woman in a red top and a man in a brown shawl, are engaged in food preparation. The scene is set in a kitchen or food preparation area with shelves and various items visible in the background.

Pour les personnes concernées en particulier, non seulement il est préférable de s'attaquer aux causes profondes des crises répétées, plutôt que de ne réagir qu'aux conséquences de celles-ci, mais **c'est également moins onéreux.**

Commission européenne, 2012

LE CONCEPT DU GLOBAL HUNGER INDEX INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

Le Global Hunger Index (GHI), ou Indice de la faim dans le monde, est un outil statistique calculé chaque année par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI). Cet indice permet de mesurer et de suivre de manière détaillée l'évolution de la faim dans le monde, pays par pays et région par région.¹ Le GHI met en évidence les succès et les échecs des programmes de réduction de la faim et offre un éclairage sur les facteurs de la faim et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce rapport se donne pour objectif de promouvoir la mise en place d'actions concrètes de lutte contre la faim, en suscitant une prise de conscience et en favorisant une meilleure compréhension des différences régionales et nationales par rapport à la faim.

Afin de refléter la nature multidimensionnelle de la faim, le GHI réunit trois indicateurs, également pondérés, en un seul indice :

- 1. La sous-alimentation** : proportion de la population sous-alimentée par rapport à l'ensemble de la population (reflète la part de la population ayant un apport calorique insuffisant),
- 2. La sous-alimentation infantile** : proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant un poids insuffisant pour leur âge (indique la proportion d'enfants atteints d'insuffisance pondérale et/ou de retard de croissance),
- 3. La mortalité infantile** : taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (reflète partiellement la synergie fatale entre l'insuffisance en quantité et en qualité de l'apport nutritionnel et un environnement insalubre).²

L'approche pluridimensionnelle du GHI présente plusieurs avantages. Le GHI prend en compte la situation nutritionnelle de la population dans son ensemble et reflète également celle des enfants, un des groupes les plus vulnérables et pour lequel l'absence d'une alimentation nutritive et suffisante peut engendrer des maladies, des retards de croissance, des retards sur le plan cognitif, voire la mort. En outre, l'association par le GHI de plusieurs indicateurs calculés de manière indépendante réduit les erreurs dues aux techniques d'échantillonnage.

Le GHI 2013 a été calculé pour 120 pays pour lesquels il existe des données pour les trois indicateurs et pour lesquels mesurer la faim est une démarche pertinente. Certains pays à revenu élevé ont été exclus de fait du calcul du GHI en raison d'une prévalence de la faim très faible.³

La précision et l'actualité des données du GHI dépendent de celles de ces trois indicateurs. Le GHI de cette année a été calculé à partir de données recueillies entre 2008 et 2012, en retenant les données les plus récentes disponibles pour chacun des trois indicateurs au niveau de chaque pays. Par conséquent, le GHI 2013 ne décrit pas

la situation actuelle, mais offre un aperçu du passé récent. Pour certains pays comme l'Afghanistan, la République Démocratique du Congo, l'Irak, le Myanmar, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie, le GHI n'a pas pu être calculé en raison de l'absence de données sur la sous-alimentation.⁴

¹ Pour plus d'informations sur ce concept, cf. Wiesmann (2004) et Wiesmann, von Braun et Feldbrügge (2000).

² Selon des estimations récentes, la sous-alimentation est responsable de 45 % des décès d'enfants de moins de 5 ans (Black et al., 2013).

³ Pour une mesure pluridimensionnelle de la pauvreté, cf. l'indice développé par l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) pour le Programme des Nations Unies pour le développement (Alkire et Santos, 2010).

⁴ La FAO a cessé de publier des estimations sur la sous-alimentation pour la République Démocratique du Congo et le Myanmar en 2011 (FAO, 2011*). Dans des rapports antérieurs du GHI, le score GHI de la République Démocratique du Congo faisait partie de la catégorie « extrêmement alarmant » présentant les niveaux de faim les plus élevés. En ce qui concerne le Soudan du Sud, pays indépendant depuis 2011 seulement, les données pour les différents composants du GHI provenant de sources diverses ne sont pas encore disponibles.

ENCADRÉ 1.1 LES CONCEPTS DE LA FAIM

La terminologie utilisée pour parler des divers aspects de la faim peut être source de confusion. Le mot « faim » désigne le plus souvent la sensation douloureuse ressentie après un certain temps sans manger. Pour la FAO, la privation alimentaire ou « sous-alimentation » correspond à une consommation inférieure à 1800 calories par jour – le minimum requis par la plupart des personnes pour être en bonne santé et mener une vie active.*

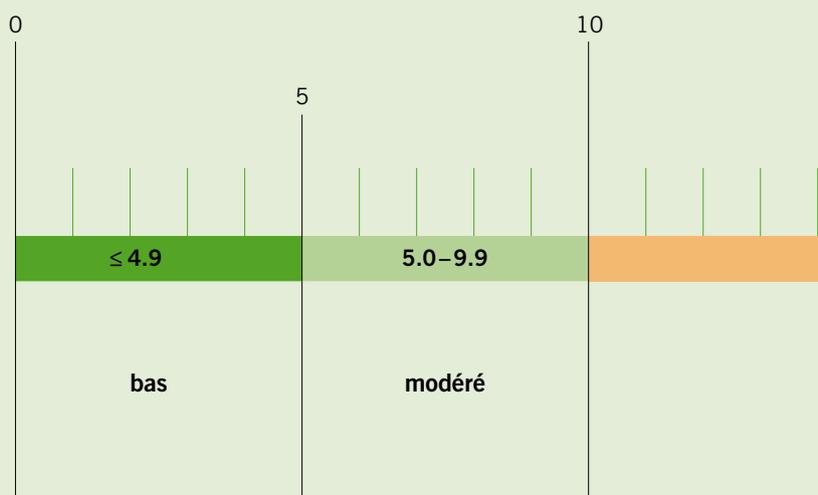
Le terme « sous-alimentation » va au-delà du nombre de calories et renvoie aux carences énergétiques, protéiques, en vitamines et/ou en minéraux. La sous-alimentation est le résultat d'une alimentation insuffisante – tant en quantité qu'en qualité – ou d'une mauvaise assimilation des nutriments due à des infections et/ou à d'autres maladies, ou à une combinaison de ces facteurs, eux-mêmes résultant de l'insécurité alimentaire du ménage, l'insuffisance des soins de santé infantile et maternelle, et de l'accès inadéquat aux services de santé, à l'eau potable et à l'assainissement.

La « malnutrition » désigne dans un sens large aussi bien la sous-alimentation (carence alimentaire) que la suralimentation (régime alimentaire déséquilibré avec un apport calorique excessif par rapport aux besoins énergétiques avec ou sans un apport suffisant d'aliments riches en nutriments). Dans ce rapport, le terme « faim » désigne l'indice calculé à partir des trois indicateurs décrits dans cette page.

* La FAO prend en compte la structure démographique de la population (âge et sexe) pour calculer les moyennes nationales des besoins énergétiques minimums. Celles-ci varient en fonction des pays (d'environ 1650 kilocalories/personne/jour à plus de 2000 kilocalories/personne/jour en 2010-2012 selon FAO, 2013*). La moyenne des besoins énergétiques minimum par pays est utilisée pour estimer la sous-alimentation (FAO 2012).

ENCADRÉ 1.2 CALCUL DU SCORE GHI

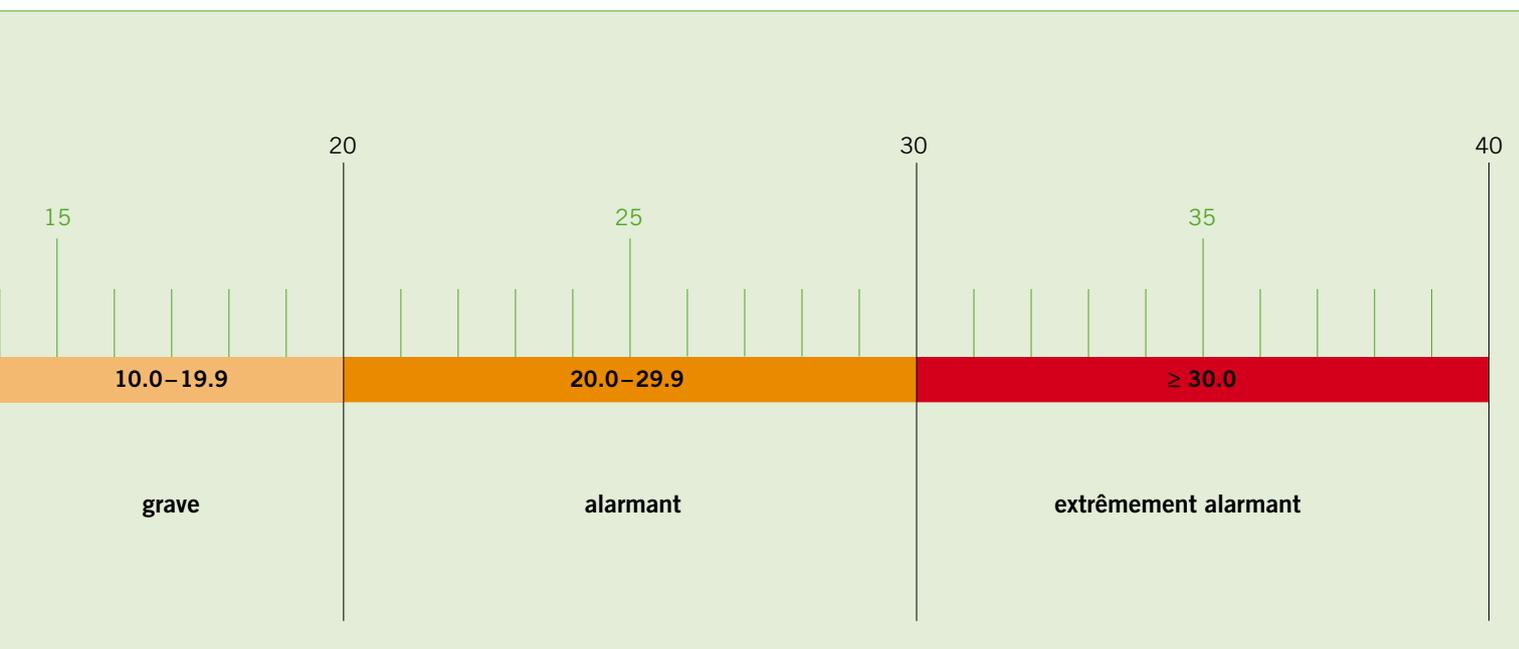
Le score GHI d'un pays s'obtient en faisant la moyenne du pourcentage de personnes sous-alimentées, du pourcentage d'enfant de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale et du pourcentage d'enfants qui meurent avant l'âge de cinq ans. Ce calcul aboutit à une échelle allant de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire, même si aucun de ces extrêmes n'est atteint en réalité. Un score égal à 100 ne serait atteint que si tous les enfants décédaient avant l'âge de cinq ans, l'ensemble de la population était sous-alimentée et tous les enfants de moins de cinq ans souffraient d'insuffisance pondérale. Un score égal à 0 correspondrait à un pays où personne ne serait sous-alimenté, aucun enfant de moins de cinq ans ne souffrirait d'insuffisance pondérale et aucun enfant ne décéderait avant son cinquième anniversaire. L'échelle à droite montre la sévérité du niveau de faim — de « bas » à « extrêmement alarmant »—associée aux différents scores GHI.



Les données sources utilisées pour calculer le GHI sont révisées continuellement par les agences des Nations Unies chargées de leur collecte, et chaque année le rapport GHI prend en compte ces révisions. Celles-ci permettent d'améliorer la fiabilité des données ; cependant cela implique aussi que les scores GHI calculés les années précédentes ne sont pas directement comparables entre eux. Le rapport de cette année présente les données les plus récentes ainsi que celles de quatre autres périodes de référence —1990, 1995, 2000 et 2005—, élargissant ainsi l'étendue de l'analyse des tendances en comparaison avec les précédents rapports.

Les scores GHI de 1990, 1995, 2000, 2005 et 2013 présentés dans ce rapport reflètent les dernières données révisées disponibles pour les trois indicateurs du GHI.⁵ En l'absence de données originales pour l'un des indicateurs du GHI, des estimations ont été réalisées à partir des dernières données connues (voir Annexe A pour des informations détaillées sur les sources des données et les modes de calcul des scores GHI 1990, 1995, 2000, 2005 et 2013).

⁵ Pour les calculs antérieurs du GHI, voir von Grebmer et al. (2012, 2011, 2010, 2009, 2008), IFPRI/Welthungerhilfe/Concern (2007), Wiesmann (2006a, b) et Wiesmann, Weingärtner et Schöninger (2006).



Les trois indicateurs utilisés pour calculer le score GHI se fondent sur les données tirées des sources suivantes :

1. Sous-alimentation : des données actualisées de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont été utilisées pour les scores GHI 1990, 1995, 2000, 2005 et 2013. Les données pour l'indicateur « sous-alimentation » du GHI 2013 couvrent la période 2010–2012 (FAO, 2013^a ; estimations des auteurs). Afin de fournir des données plus à jour et réunissant toutes les informations pertinentes, la FAO a révisé sa méthodologie pour estimer la sous-alimentation. Ses estimations prennent actuellement en considération les résultats d'un plus grand nombre d'enquêtes auprès des ménages - devenues disponibles au cours de ces dernières années - et, pour la première fois, des estimations des pertes alimentaires au cours de la vente au détail (FAO, 2012).

2. Insuffisance pondérale infantile : l'indicateur « insuffisance pondérale infantile » des scores GHI de ce rapport a été calculé à partir des dernières actualisations de la base de données mondiale sur la croissance et la malnutrition de l'enfant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de données additionnelles provenant de la base de données commune du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'OMS et la Banque mondiale, des derniers résultats des enquêtes démographiques et sanitaires (DHS) et des enquêtes en grappes à indicateurs multiples ainsi que des tableaux

statistiques de l'UNICEF. Les données sur l'insuffisance pondérale infantile du GHI 2013 sont celles de la dernière année de la période 2008–2012 (OMS, 2013, UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2012, UNICEF, 2013^{a,b}, MEASURE DHS 2013, estimations des auteurs).

3. Mortalité infantile : des données actualisées provenant du Groupe inter-institutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile (IGME) ont été utilisées pour les scores GHI 1990, 1995, 2000, 2005 et 2013. Pour le GHI 2013, les données sur la mortalité infantile correspondent à celles de l'année 2011 (IGME, 2012).

Bien qu'il existe une multitude d'outils techniques permettant la collecte et le traitement quasi instantané des données, des délais importants persistent encore dans la transmission de statistiques vitales concernant la faim et la sous-alimentation. Malgré certaines améliorations récentes, le besoin de données approfondies par pays, plus actualisées et fiables, demeure urgent. De nouvelles améliorations dans la collecte de données de qualité sur la faim permettront d'obtenir une analyse plus fine et actualisée de la situation de la faim dans le monde et, à partir de là, de décider et mettre en œuvre des initiatives plus efficaces pour réduire la faim.

A young boy with dark skin and short hair, wearing a grey t-shirt, is looking upwards with a focused expression. He is standing in a traditional structure, possibly a granary or a storage area, with wooden beams and a thatched roof. His right hand is raised, touching a large bundle of harvested grain, likely rice, which is tied with a brown band. The lighting is warm and natural, highlighting the textures of the wood and the grain. The background shows more of the structure, including a woven wall and other wooden elements.

La situation dans le Sahel demeure cependant fragile en 2013, et ce malgré une bonne récolte. Les crises récurrentes au cours de ces dernières années ont eu des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région, fragilisant les capacités d'ajustement des groupes déjà vulnérables et diminuant leur résilience aux chocs.

TENDANCES MONDIALES, RÉGIONALES ET NATIONALES

Le nombre de personnes dans le monde souffrant de la faim demeure à des niveaux inacceptables : en 2010-2012, environ 870 millions de personnes souffraient de sous-alimentation chronique (FAO, 2012). Le caractère alarmant de cette statistique n'est en rien atténué par la publication par la FAO d'estimations plus positives de la sous-alimentation en 2012, résultant de progrès dans la lutte contre la sous-alimentation plus importants que ceux estimés auparavant.¹ Le GHI corrobore cette tendance positive de diminution des niveaux de la faim : le GHI 2013 mondial² a diminué de près de 34% par rapport à celui de 1990³, passant d'un score de 20,8 à 13,8 (graphique 2.1).

Chacun des trois indicateurs a contribué différemment à la baisse de 7 points du score GHI mondial depuis 1990. La baisse de la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile a permis de réduire le GHI mondial de 3 points, tandis que la diminution de la proportion de personnes sous-alimentées et du taux de mortalité infantile ont fait baisser le GHI mondial respectivement de 2,7 points et de 1,3 point.

Écarts importants au niveau national et régional

Le principal recul du GHI dans le monde – 2 points – a eu lieu entre 1990 et 1995. Bien que les progrès aient ralenti à partir de 1995, ils se sont toutefois poursuivis après 2005. La sous-alimentation et

l'insuffisance pondérale infantile se sont principalement améliorées entre 1990 et 1995, tandis que les progrès accomplis dans la réduction de la mortalité infantile se sont accélérés depuis 1995. Toutefois, le GHI mondial 2013 demeure « grave ».

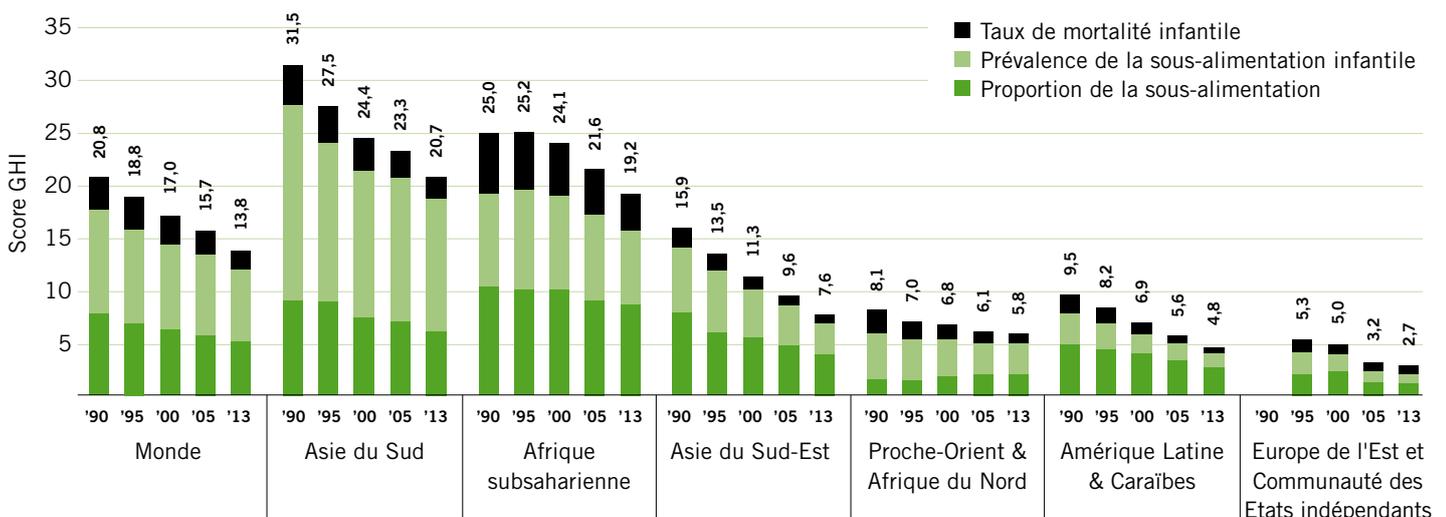
Les moyennes mondiales masquent des disparités importantes entre régions et pays. Le score GHI 2013 a diminué de 23% en Afrique subsaharienne par rapport au score GHI de 1990, de 34% en Asie du Sud et de 28% au Proche-Orient et en Afrique du Nord (graphique 2.1). Les progrès enregistrés en Asie du Sud-Est et en Amérique Latine et Caraïbes ont été encore plus notables,

¹ La révision à la hausse des progrès dans la diminution de la sous-alimentation (un des trois indicateurs du GHI) s'explique par le changement de méthodologie de la FAO. En effet, la nouvelle méthodologie de la FAO produit des estimations de référence plus élevées pour la période 1990-1992, de sorte que, en comparaison, les progrès récents semblent plus importants. De plus, une part de la diminution de la proportion de personnes sous-alimentées est due à l'accroissement de la population mondiale. En effet, le nombre absolu de personnes sous-alimentées est stable depuis 2006-2008, expliquant ainsi la baisse observée (FAO 2013*).

² Le « monde » inclut l'ensemble des pays en développement pour lesquels le GHI a été calculé. Il inclut également l'Afghanistan, la République Démocratique du Congo, l'Irak, le Myanmar, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie. Les scores GHI nationaux de ces pays n'ont pas été calculés car la plupart des données les concernant sont des estimations ou des données provisoires. Ces données ont toutefois été prises en compte dans le calcul du GHI mondial 2013 et dans les scores régionaux. En effet, les données sur l'insuffisance pondérale infantile et la mortalité infantile étaient disponibles ou pouvaient être estimées, et la FAO a produit des estimations provisoires sur la sous-alimentation dans le cadre d'agrégation de données au niveau régional et mondial. Comme mentionné précédemment, les données pour certains pays ne sont pas disponibles et la plupart des pays à haut revenu ont été exclus du calcul du GHI.

³ L'année 1990 a été choisie comme base de comparaison car il s'agit de l'année de référence pour mesurer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

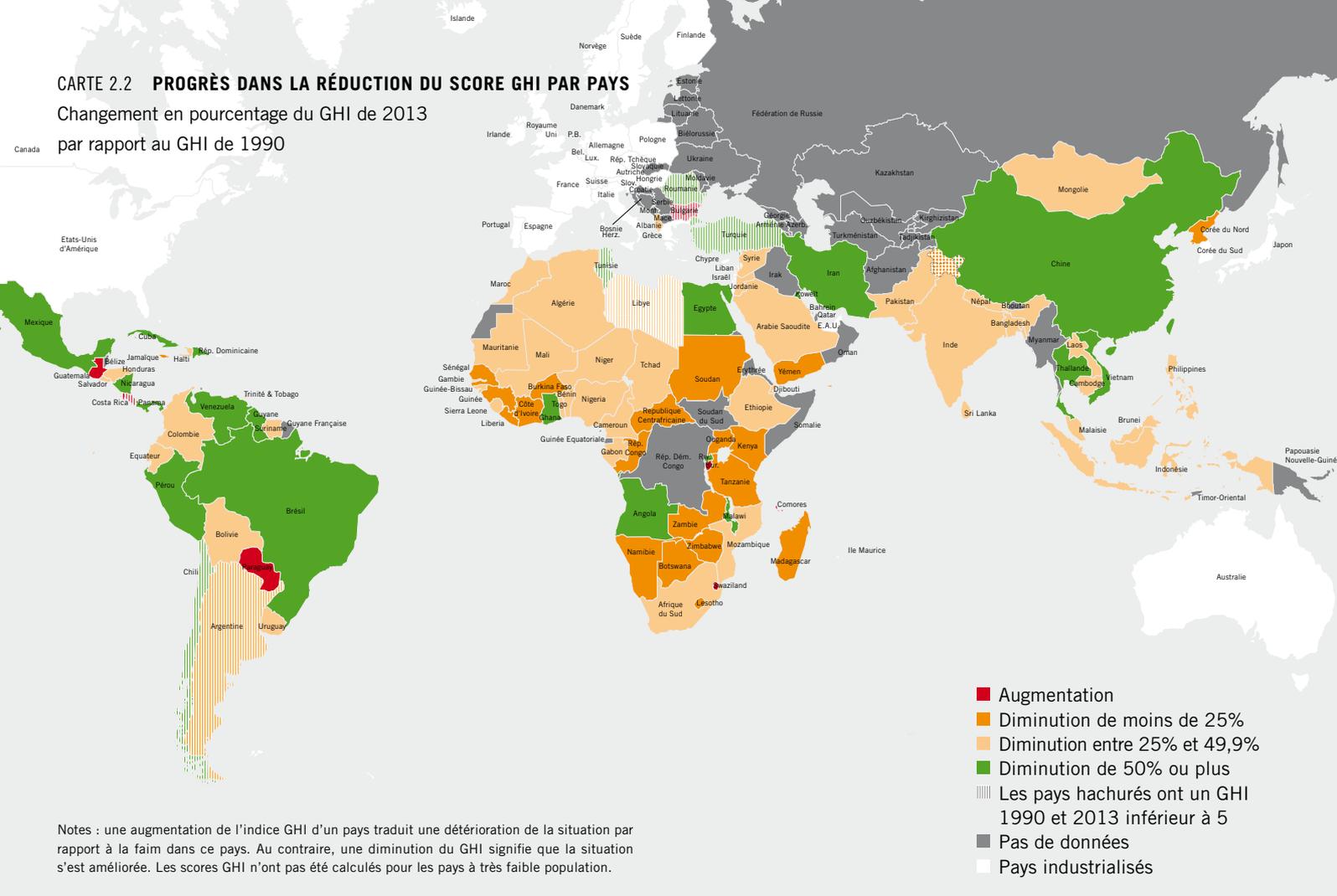
GRAPHIQUE 2.1 CONTRIBUTION DES INDICATEURS DU GHI 1990, 1995, 2000, 2005 ET 2013 PAR RÉGION



Notes : pour le GHI 1990, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 1990-1992 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de l'année la plus proche de 1990 dans la période 1988-1992 pour laquelle les données sont disponibles, et les données sur la mortalité infantile sont celles de 1990. Pour le GHI 1995, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 1994-1996 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de l'année la plus proche de 1995 dans la période 1993-1997 pour laquelle les données sont disponibles, et les données sur la mortalité infantile sont celles de 1995. Pour le GHI 2000, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 1999-2001 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de l'année la plus proche de 2000 dans la période 1998-2002 pour laquelle les données sont disponibles, et les données sur la mortalité infantile sont celles de 2000. Pour le GHI 2005, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 2004-2006 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de l'année la plus proche de 2005 dans la période 2003-2007 pour laquelle les données sont disponibles, et les données sur la mortalité infantile sont celles de 2005. Pour le GHI 2013, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 2010-2012 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de la dernière année de la période 2008-2012, pour laquelle les données sont disponibles, et les données sur la mortalité infantile sont celles de 2011.

CARTE 2.2 PROGRÈS DANS LA RÉDUCTION DU SCORE GHI PAR PAYS

Changement en pourcentage du GHI de 2013 par rapport au GHI de 1990



avec des diminutions des scores GHI de 52% et de 50% respectivement (bien que le score GHI 1990 était déjà bas en Amérique Latine et Caraïbes). En Europe de l'Est et pour la Communauté des États Indépendants, le score GHI 2013 a diminué de 48% par rapport au score de 1995.⁴

L'Asie de l'Est et du Sud-Est et l'Amérique Latine et Caraïbes ont connu une baisse relativement continue de leurs scores GHI depuis 1990. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la baisse des scores GHI a été minime entre 1995 et 2000 et après 2005, et les diminutions pendant les autres périodes ont été peu marquées. En Asie du Sud et en Afrique Subsaharienne — les deux régions ayant les scores GHI les plus élevés avec respectivement 20,7 et 19,2 — l'avancée des progrès a également été inégale.

Parmi les régions, l'Asie du Sud a le score régional GHI 2013 le plus élevé, bien qu'elle ait connu la baisse absolue la plus prononcée du score GHI depuis 1990, soit environ 11 points. L'Asie du Sud a réduit son score GHI de 4 points entre 1990 et 1995 — grâce principalement à une baisse de 10 points de pourcentage de l'insuffisance pondérale infantile — mais ce progrès rapide ne s'est pas poursuivi. Au cours des cinq années suivantes et après 2005, la baisse du score GHI a ralenti, ne dépassant pas les 1-3 points malgré une forte croissance économique. Les inégalités sociales ainsi que le statut social, d'enseignement et nutritionnel limité des

femmes constituent les principaux facteurs de la forte prévalence de sous-alimentation infantile dans cette région et entravent l'amélioration du score GHI.

Bien que l'Afrique Subsaharienne ait moins progressé que l'Asie du Sud après 1990, elle a en partie rattrapé son retard depuis le début du XXI^{ème} siècle et son score GHI 2013 est inférieur à celui de l'Asie du Sud. Cependant, la diminution globale du GHI de l'Asie du Sud a été plus importante puisque son score GHI 1990 était supérieur à celui de l'Afrique Subsaharienne. Le score GHI de l'Afrique Subsaharienne a peu augmenté entre 1990 et 1995, reculé légèrement jusqu'en 2000, puis baissé plus rapidement depuis — diminution générale de presque 5 points - jusqu'à la période reflétée dans le score GHI 2013. Les conflits internes à grande échelle des années 1990 et 2000 ont pris fin et la stabilité politique s'est améliorée dans ces pays anciennement en proie aux guerres. La croissance économique a repris sur le continent et les avancées réalisées dans la lutte contre le VIH/Sida ont contribué à réduire la mortalité infantile dans les pays les plus touchés par l'épidémie.

Depuis 2000, les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans ont diminué en Afrique Subsaharienne. Le recul de la prévalence du paludisme semble avoir joué un rôle clef dans l'amélioration des taux de mortalité. Ce recul a été favorisé par un usage plus répandu des moustiquaires imprégnées d'insecticide et par les campagnes de lutte contre le paludisme (Demombynes et Trommlerová, 2012). La hausse des taux de vaccination et d'accouchement dans des centres médicaux, des soins prénatals

⁴ Pour l'Europe de l'Est et la Communauté des États Indépendants, le score GHI de 1995 a servi de base de comparaison car la plupart des pays dans la région sont devenus indépendants en 1990 et aucun score GHI n'a été calculé cette année.

améliorés, un meilleur accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement, ainsi que des revenus plus élevés donnant lieu à une meilleure nutrition et à un accès adéquat aux soins médicaux, sont également des facteurs à l'origine de la baisse des taux de mortalité infantile.

La situation dans le Sahel demeure cependant fragile en 2013, et ce malgré une bonne récolte. Les crises récurrentes au cours de ces dernières années – une combinaison de pluies sporadiques, d'invasions de criquets, de mauvaises récoltes et des prix des denrées alimentaires élevés et volatiles – ont eu des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région, fragilisant les capacités d'ajustement des groupes déjà vulnérables et diminuant leur résilience aux chocs. En outre, le bétail – un actif primordial pour les populations pastorales – est devenu vulnérable aux maladies du fait d'une alimentation inadéquate. Le conflit dans le nord du Mali, l'insécurité croissante dans le nord du Nigéria et les pressions migratoires ont exacerbé cette situation. Au moment de la rédaction de ce rapport, au Mali, des milliers de personnes ont fui leurs foyers et vivent dans des camps de déplacés, avec des familles d'accueil ou dans les pays voisins (FAO, 2013b).

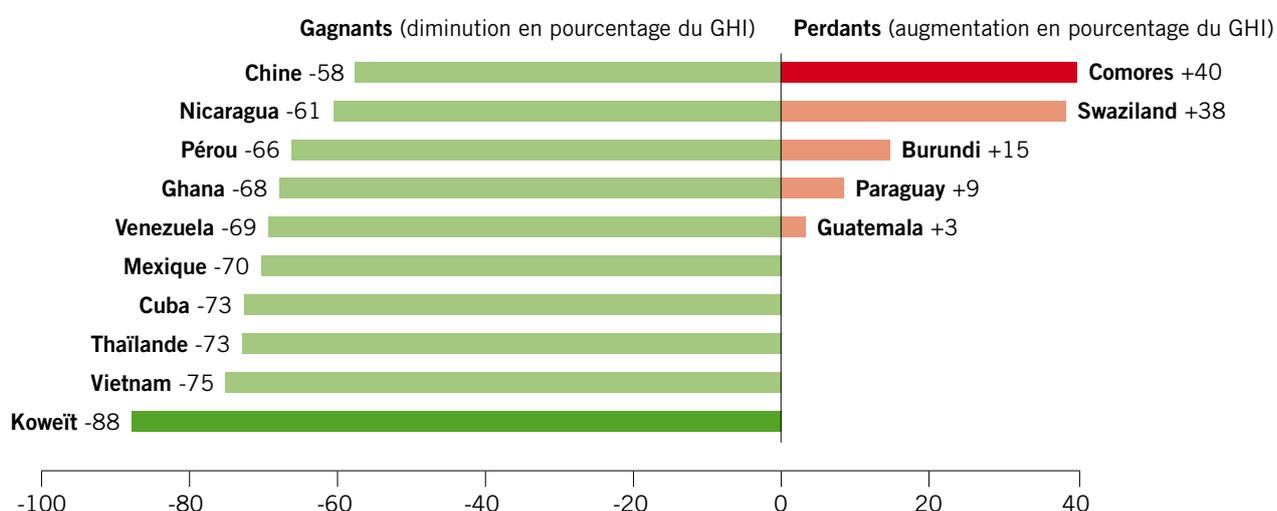
Les meilleurs et les moins bons résultats par pays

Entre le GHI de 1990 et celui de 2013, 23 pays ont réussi à réduire leur score de 50% ou plus (graphique 2.2). 46 pays ont connu des progrès modestes, diminuant leur score GHI de 25% à 49,9%, et 21 pays ont diminué leur score de moins de 25%.⁵ Un seul pays d'Afrique Subsaharienne, le Ghana, fait partie des 10 meilleurs résultats concernant l'amélioration du score GHI depuis 1990 (graphique 2.3). Les progrès du Koweït dans la lutte contre la faim sont dus en grande partie au niveau exceptionnellement élevé de la faim en 1990, quand l'Irak a envahi le pays : le score GHI du Koweït a diminué de plus de 7 points (ou 59%) en 1995, de 3,4 points entre 1995 et 2000, et seulement de 0,2 point après 2000 (voir les tendances par pays dans l'Annexe C).

Le Vietnam a accompli des progrès impressionnants dans la réduction de la faim depuis 1990 (voir les tendances par pays dans l'Annexe C). Ce pays est parvenu à réduire la proportion de personnes sous-alimentées de 47% à seulement 9%, à diminuer l'insuffisance pondérale infantile de plus de 40% aux alentours de 1990 à 12% en 2011, et à faire chuter de plus de moitié le taux de mortalité infantile des enfants de moins de cinq ans. Le PIB par habitant a plus que triplé au Vietnam depuis 1990, et cette forte croissance économique généralisée s'est traduite par une diminution de la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar USD par jour de 64% en 1993 à 17% en 2008 (Banque mondiale, 2013). Le pays a mis la nutrition en tête de ses priorités, développant et mettant en place de manière efficace un programme pour lutter contre la malnutrition protéino-énergétique des enfants, atteignant des taux élevés de couverture pour la vaccination et

⁵ Les chiffres dans cette phrase et dans la phrase précédente concernent les 88 pays pour lesquels les données pour les scores GHI 1990 et 2013 sont disponibles et le GHI 1990 et/ou le GHI 2013 sont supérieurs à 5.

GRAPHIQUE 2.3 PAYS « GAGNANTS » ET « PERDANTS » ENTRE LE GHI DE 1990 ET LE GHI DE 2013



Note : Les pays dont les scores GHI de 1990 et de 2013 sont inférieurs à 5 n'ont pas été inclus.

l'accès aux services de soins de santé primaires, octroyant des subventions de santé ciblées aux pauvres, et gérant avec succès des programmes de sécurité sociale (von Braun, Ruel et Gulati, 2008, Huong et Nga, 2013).

La Thaïlande, un autre pays de l'Asie du Sud-Est, est également parvenue à réduire son score GHI de 1990 d'environ 75%. Ces vingt dernières années, la Thaïlande a connu une croissance économique soutenue ainsi qu'une réduction de la pauvreté (Banque mondiale, 2013) malgré quelques revers passagers liés à la crise financière asiatique. Dès les années 1980, le gouvernement a fait preuve d'un engagement solide dans la lutte contre la sous-alimentation infantile en intégrant la nutrition dans son Plan de Développement Économique et Social et en mettant en œuvre des programmes communautaires de nutrition fructueux (Tontisirin et Winichagoon, 1999).

Dans cinq pays, les scores GHI ont augmenté depuis 1990. Les trois pays ayant les moins bons résultats se situent en Afrique Subsaharienne. L'accroissement des niveaux de faim depuis 1990 au Burundi et aux Comores peut être attribué à de conflits prolongés et à l'instabilité politique. Aux Comores, le score GHI a diminué après un pic en 2000, mais est à nouveau en augmentation depuis 2005. Entre 1990 et 2000, le score GHI du Burundi s'est accru d'environ 6 points et est resté à un niveau très élevé, proche de 40, jusqu'en 2005. Depuis, il n'a diminué que très légèrement. Avec la transition vers la paix et le retour de la stabilité politique en 2003, le pays a amorcé une lente reprise après des décennies de déclin économique. Toutefois, la forte proportion de personnes sous-alimentées demeure un problème grave. Cette proportion continue d'augmenter depuis 1990. La prévalence de l'insuffisance pondérale infantile a diminué depuis 2000, mais elle reste une des plus élevées en Afrique. Le taux de mortalité infantile du Burundi s'améliore constamment, notamment depuis 2001 (voir le tableau avec la source des données des scores GHI dans l'Annexe A).

Au Swaziland, l'épidémie de VIH/Sida ainsi que l'importante disparité des revenus ont profondément porté atteinte à la sécurité alimentaire malgré la croissance du revenu national. Estimée à 26% en 2011, la prévalence du VIH chez les adultes au Swaziland est la plus élevée au monde (ONUSIDA, 2012). Le score GHI de ce pays a empiré jusqu'à 1995, puis a diminué légèrement jusqu'en 2005, mais il augmente à nouveau depuis. Le Swaziland et plusieurs autres pays africains ont fait de grands progrès dans la prévention de la transmission mère-enfant du VIH et les taux de mortalité infantile diminuent à nouveau après avoir connu un pic en 2005 (ONUSIDA, 2010 ; IGME, 2012). Toutefois, la proportion de personnes sous-alimentées au Swaziland a augmenté considérablement après 2004–2006 (FAO, 2013a). En raison de la sécheresse, plus d'un quart de la population dépendait de l'aide alimentaire d'urgence en 2006–2007, et le PIB par habitant du pays a diminué entre 2007 et 2010 (CIA, 2013 ; Banque mondiale, 2013). Le taux de chômage élevé, le surpâturage, l'épuisement des sols et le risque de sécheresses ou d'inondations futures constituent des défis persistants (CIA, 2013).

Certains pays ont réalisé des progrès remarquables dans l'amélioration de leur GHI. L'Angola, le Bangladesh, le Cambodge, l'Éthiopie, le Ghana, le Malawi, le Niger, le Rwanda, la Thaïlande et le Vietnam ont connu les améliorations les plus nettes entre le score GHI de 1990 et celui de 2013 – avec des diminutions allant de 15 à 23 points –.

19 pays continuent d'afficher un niveau de faim « extrêmement alarmant » ou « alarmant » (graphique 2.4). La plupart des pays présentant un GHI « alarmant » se situent en Afrique Subsaharienne, les seules exceptions étant Haïti, l'Inde, le Timor-Oriental et le Yémen. Les trois pays ayant un score GHI 2013 « extrêmement alarmant » — le Burundi, les Comores et l'Érythrée — sont en Afrique Subsaharienne.

En 1990, avec un score GHI de 33,8, Haïti figurait dans la catégorie « extrêmement alarmant ». Le score GHI de ce pays a reculé de 8 points jusqu'en 2000, puis a légèrement augmenté à nouveau aux alentours de 2005. Le GHI d'Haïti a enregistré une nouvelle baisse tandis que le pays se remettait du séisme dévastateur de janvier 2010. Du fait de cette évolution globalement positive, le score GHI 2013 d'Haïti est de 23,3, soit environ un quart inférieur à celui de 1990, bien que la situation demeure « alarmante ». La mortalité des enfants de moins de 5 ans a plus que doublé en 2010 par rapport au niveau de 2009, en raison des conséquences du tremblement de terre, mais il est descendu en dessous du niveau pré-désastre en 2011 (IGME, 2012). Les estimations les plus récentes de la FAO indiquent que 45% des Haïtiens étaient sous-alimentés en 2010–2012. Ces données montrent que la sous-alimentation demeure élevée en Haïti. Toutefois, elle a diminué d'environ un tiers depuis 1990 (FAO, 2013a). L'insuffisance pondérale infantile s'est également améliorée de manière significative au cours de cette période.

La République Démocratique du Congo, avec une population de plus de 60 millions d'habitants (ONU, 2013), apparaît encore en gris sur la carte en raison de l'absence de données fiables sur la sous-alimentation et l'impossibilité d'évaluer le niveau de faim. Face à l'indisponibilité des données, il est difficile de savoir si le score GHI de ce pays demeure dans la catégorie « extrêmement alarmant », comme dans les éditions précédentes de ce rapport jusqu'en 2011. Disposer de données de bonne qualité pour la République Démocratique du Congo, ainsi que pour d'autres « points chauds de la faim » comme l'Afghanistan et la Somalie, est indispensable pour mesurer au mieux les niveaux de la faim dans ces pays et mettre en œuvre des politiques adaptées.

Si l'on raisonne en fonction des indicateurs qui composent le GHI, ce sont le Burundi, les Comores et l'Érythrée qui ont à ce jour la plus grande proportion de personnes sous-alimentées (plus de 60% de leur population).⁶ L'Inde et le Timor-Oriental ont la plus grande prévalence d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (plus de 40% dans les deux pays). Le Mali, la Sierra Leone et la Somalie ont les plus grands taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (allant d'environ 18 à 19%).

⁶ La République Démocratique du Congo et la Somalie, deux pays susceptibles d'avoir également de proportions élevées de personnes sous-alimentées, n'ont pas pu être inclus dans cette comparaison en raison de l'absence de données fiables.

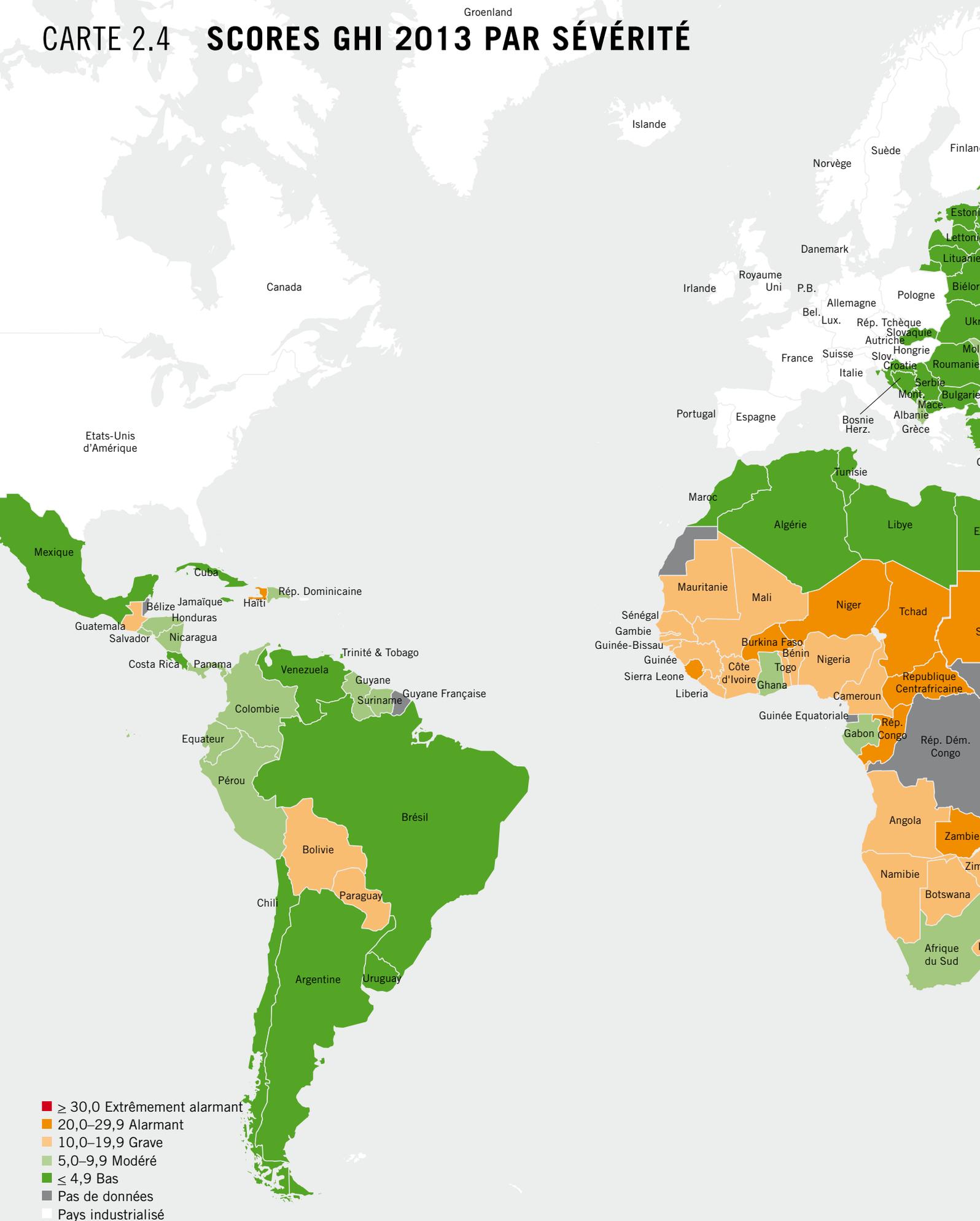
TABLEAU 2.1 INDICE DE LA FAIM (GHI) DANS LE MONDE PAR PAYS : GHI 1990, GHI 1995, GHI 2000, GHI 2005 ET GHI 2013

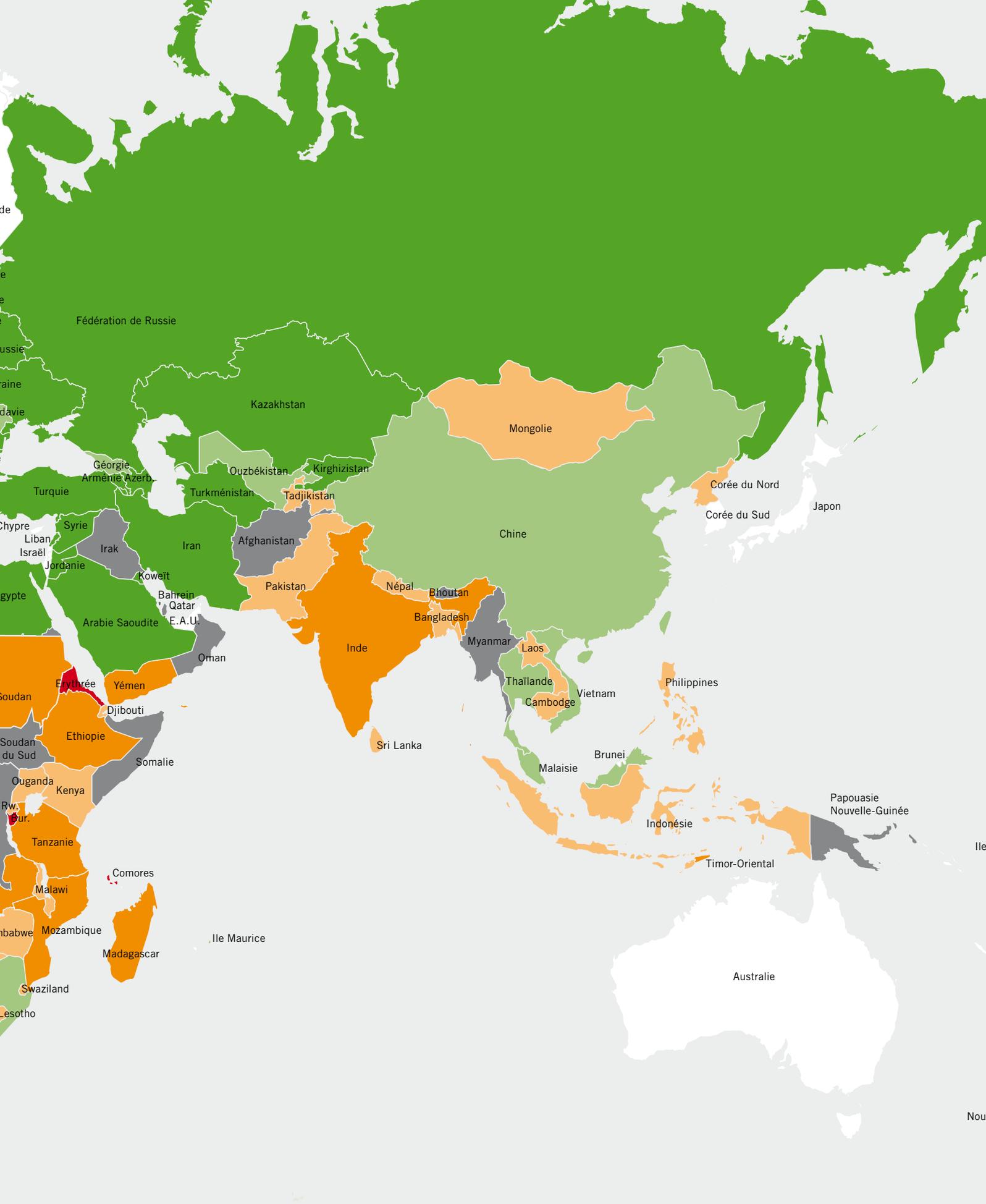
Rang	Pays	1990	1995	2000	2005	2013	Rang	Pays	1990	1995	2000	2005	2013
1	Albanie	9,2	6,0	7,8	6,1	5,2	56	Ouganda	21,4	22,9	19,9	18,6	19,2
1	Ile Maurice	8,5	7,6	6,5	5,9	5,2	57	Pakistan	25,9	22,8	21,6	21,2	19,3
3	Ouzbekistan	–	8,3	9,3	6,6	5,3	58	Bangladesh	36,7	35,1	24,0	20,2	19,4
4	Panama	11,6	10,8	11,4	9,0	5,4	59	Djibouti	33,5	28,5	27,7	24,0	19,5
4	Afrique du Sud	7,2	6,5	7,4	7,7	5,4	60	Niger	36,4	34,6	30,3	25,6	20,3
6	Chine	13,0	10,4	8,4	6,7	5,5	61	République du Congo	23,7	23,9	19,3	18,4	20,5
6	Malaisie	9,5	7,1	6,9	5,8	5,5	62	Tanzanie	23,4	26,9	26,1	20,5	20,6
6	Pérou	16,3	12,3	10,5	9,9	5,5	63	Inde	32,6	27,1	24,8	24,0	21,3
9	Thaïlande	21,3	17,1	10,2	6,6	5,8	64	Mozambique	36,0	32,0	28,5	25,1	21,5
10	Colombie	10,4	8,0	6,8	6,9	5,9	65	Burkina Faso	26,9	22,7	26,1	26,6	22,2
11	Guyane	14,3	10,2	8,2	8,0	6,6	66	Sierra Leone	31,3	29,5	30,0	28,4	22,8
12	Surinam	11,3	9,9	11,1	8,9	6,7	67	RCA	30,7	29,4	28,0	28,5	23,3
13	Salvador	10,9	8,7	7,4	6,4	6,8	67	Haïti	33,8	31,7	25,7	27,0	23,3
14	République Dominicaine	14,9	11,7	9,7	8,8	7,0	69	Zambie	24,9	24,5	26,3	25,3	24,1
15	Gabon	9,7	8,0	7,8	6,9	7,2	70	Madagascar	25,5	24,6	25,9	24,4	25,2
16	Vietnam	30,9	25,1	18,1	13,7	7,7	71	Ethiopie	42,3	42,7	37,1	31,0	25,7
17	Honduras	14,2	13,6	10,8	8,5	7,9	72	Yémen	29,8	27,7	26,9	27,9	26,5
18	Ghana	25,5	19,6	15,6	10,7	8,2	73	Tchad	38,8	34,9	29,8	29,7	26,9
19	Equateur	14,0	11,6	12,3	10,1	8,5	74	Soudan	31,1	25,7	27,2	24,7	27,0
20	Moldavie	–	7,7	8,8	7,3	9,2	75	Timor-Leste	–	–	–	26,0	29,6
21	Géorgie	–	16,6	9,2	11,3	9,3	76	Comores	24,0	27,5	33,3	29,8	33,6
22	Nicaragua	24,1	19,9	15,4	11,5	9,5	77	Erythrée	–	40,6	40,2	39,3	35,0
23	Indonésie	19,7	16,9	15,5	14,6	10,1	78	Burundi	33,8	38,1	39,5	39,5	38,8
23	Paraguay	9,3	7,5	6,5	6,3	10,1	PAYS AVEC UN SCORE GHI 2013 INFÉRIEUR À 5						
25	Mongolie	19,7	23,6	18,5	14,1	10,8							
26	Bolivie	18,8	16,9	14,2	13,8	11,2							
27	Lesotho	13,2	14,6	14,6	14,9	12,9							
28	Mauritanie	22,7	16,2	17,2	14,6	13,2							
28	Philippines	19,9	17,4	17,7	14,0	13,2							
30	Bénin	22,5	20,5	17,3	15,2	13,3							
31	Sénégal	18,1	19,8	19,2	13,7	13,8							
32	Botswana	16,8	17,0	17,8	16,3	13,9							
33	Gambie	19,1	20,4	16,1	15,6	14,0							
34	Guinée-Bissau	21,7	20,8	20,6	17,7	14,3							
35	Swaziland	10,4	12,9	12,7	12,5	14,4							
36	Cameroun	23,7	23,8	20,3	16,3	14,5							
37	Togo	23,0	19,1	20,4	18,2	14,7							
38	Mali	27,4	26,9	24,3	20,7	14,8							
39	Nigéria	25,3	22,6	17,9	16,3	15,0							
40	Malawi	30,6	27,6	21,6	18,7	15,1							
41	Rwanda	30,8	37,3	29,0	23,6	15,3							
42	Guatemala	15,0	16,1	17,0	17,0	15,5							
43	Sri Lanka	22,3	20,7	17,8	16,9	15,6							
44	Côte d'Ivoire	16,3	16,5	17,3	16,4	16,1							
45	Tadjikistan	–	21,2	22,6	19,0	16,3							
46	Zimbabwe	20,0	22,0	21,7	20,5	16,5							
47	Cambodge	32,2	30,7	27,8	20,9	16,8							
48	Guinée	21,4	21,2	22,4	18,2	16,9							
49	Népal	28,0	27,3	25,3	22,3	17,3							
50	Liberia	23,4	28,2	24,7	20,6	17,9							
51	Kenya	21,4	21,0	20,5	20,2	18,0							
51	Corée du Nord	18,8	22,6	22,5	20,0	18,0							
53	Namibie	22,1	21,9	17,5	17,1	18,4							
54	Laos	33,4	30,3	28,0	23,7	18,7							
55	Angola	39,5	38,5	31,6	22,7	19,1							

Pays	'90	'95	'00	'05	'13	Pays	'90	'95	'00	'05	'13
Algérie	7,0	7,7	5,3	<5	<5	Lettonie	–	<5	<5	<5	<5
Argentine	<5	<5	<5	<5	<5	Liban	<5	<5	<5	<5	<5
Arménie	–	10,2	8,2	<5	<5	Libye	<5	<5	<5	<5	<5
Azerbaïdjan	–	14,5	11,9	5,4	<5	Lituanie	–	<5	<5	<5	<5
Biélorussie	–	<5	<5	<5	<5	Macédoine	–	5,8	<5	<5	<5
Bosnie-Herzégovine	–	<5	<5	<5	<5	Mexique	7,4	5,8	<5	<5	<5
Brésil	8,7	7,6	6,4	<5	<5	Monténégro	–	–	–	–	<5
Bulgarie	<5	<5	<5	<5	<5	Maroc	7,8	6,9	6,2	6,5	<5
Chili	<5	<5	<5	<5	<5	Roumanie	<5	<5	<5	<5	<5
Costa Rica	<5	<5	<5	<5	<5	Russie	–	<5	<5	<5	<5
Croatie	–	5,4	<5	<5	<5	Arabie Saoudite	6,5	6,4	<5	<5	<5
Cuba	5,5	7,4	<5	<5	<5	Serbie	–	–	–	–	<5
Egypte	7,0	6,2	5,2	<5	<5	Slovaquie	–	<5	<5	<5	<5
Estonie	–	<5	<5	<5	<5	Syrie	7,7	6,1	<5	5,1	<5
Fidji	5,8	5,1	<5	<5	<5	Trinidad & Tobago	8,4	8,6	6,9	7,0	<5
Iran	8,5	7,4	6,1	<5	<5	Tunisie	<5	<5	<5	<5	<5
Jamaïque	5,9	5,0	<5	<5	<5	Turquie	<5	5,0	<5	<5	<5
Jordanie	5,1	5,2	<5	<5	<5	Turkménistan	–	10,3	8,6	6,6	<5
Kazakhstan	–	<5	5,3	<5	<5	Ukraine	–	<5	<5	<5	<5
Koweït	12,4	5,1	<5	<5	<5	Uruguay	5,5	<5	<5	<5	<5
Kirghizistan	–	9,3	8,8	5,3	<5	Venezuela	7,8	7,7	7,2	5,2	<5

Notes : classement effectué selon les scores GHI 2013. Les pays affichant un score GHI 2013 inférieur à 5 n'ont pas été inclus dans ce classement, les différences entre leurs scores étant minimales. Les pays ayant des scores identiques occupent le même rang (à titre d'exemple, l'Albanie et l'Ile Maurice occupent tous les deux le premier rang). Les pays suivants n'ont pas pu être inclus dans ce classement, faute de données : Afghanistan, Bahreïn, Bhoutan, République démocratique du Congo Irak, Myanmar, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar et Somalie.

CARTE 2.4 SCORES GHI 2013 PAR SÉVÉRITÉ





Note : pour le GHI 2013, les données sur la proportion de la population sous-alimentée correspondent à la période 2010-2012, les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de la dernière année de la période 2008-2012 disponible, et les données concernant l'mortalité infantile sont celles de 2011.

03



Les programmes « filets de sécurité » encouragent les populations installées dans des zones rurales où la sécheresse est endémique à y rester.

DÉFINIR LA RÉSILIENCE DANS LE CONTEXTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Si l'on remonte quelques décennies en arrière, les crises ponctuelles n'étaient encore qu'une préoccupation secondaire pour la plupart des spécialistes du développement. La responsabilité d'aider les populations à faire face à des catastrophes naturelles (inondations, sécheresses) ou d'origine anthropique (troubles civils, par exemple) incombait aux organisations humanitaires. Par ailleurs, ces dernières ne s'attachaient pas aux interventions à long terme axées sur le développement et pouvant réduire le risque et la vulnérabilité aux chocs, mais se consacraient essentiellement à l'aide d'urgence.

Depuis lors, notre compréhension du rôle des crises a sensiblement évolué. Nous savons aujourd'hui que même des chocs ponctuels et des facteurs de stress peuvent avoir des conséquences durables. Une mauvaise récolte qui réduit, même temporairement, le bol alimentaire d'un enfant peut avoir des conséquences durables sur son développement physique et cognitif et, par là même, sur sa capacité d'apprentissage. Une sécheresse aiguë qui pousse une famille à vendre ses outils de production – ses terres, son bétail – peut la plonger dans la pauvreté de façon permanente. C'est pourquoi il est à présent largement reconnu que l'une des principales raisons qui empêchent les plus démunis de sortir de la pauvreté est leur incapacité à résister aux chocs et aux facteurs de stress. Or, dans le même temps, force est de constater qu'une partie de l'aide humanitaire, qui joue pourtant un rôle crucial, ne combat pas les vulnérabilités structurelles des populations. Les experts en aide d'urgence et les experts sur les questions de développement s'accordent aujourd'hui sur le fait que les populations pauvres et vulnérables ont besoin de renforcer leur résilience et que, pour ce faire, les deux secteurs doivent travailler de concert.

Afin d'accroître la résilience, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'avère essentielle. Les populations démunies ont toujours été plus vulnérables aux « saisons de la faim » et à d'autres catastrophes naturelles ou d'origine anthropique (voir encadré 3.1). Au cours des dernières années, cette vulnérabilité persistante a été exacerbée par la flambée des prix alimentaires et les crises financières, les catastrophes humanitaires telles que les sécheresses et les famines à répétition au Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Les nombreuses crises de ces derniers temps ont même suscité la création de plusieurs programmes à grande échelle dont l'objectif explicite est de renforcer la résilience, avec notamment l'Alliance mondiale pour l'action en faveur de la résilience aux sécheresses et de la croissance dans la Corne de l'Afrique, soutenue par USAID, et l'Alliance mondiale pour la résilience au Sahel (AGIR-Sahel) financée par l'Union européenne. Des dizaines d'autres projets de développement internationaux ont été conçus à travers le monde pour accroître la résilience des populations aux crises et améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Il n'existe pas de consensus sur les meilleures recettes pour consolider la résilience, ni d'ailleurs de définition précise de ce concept. Les experts en développement et en aide d'urgence penchent pour une définition *flottante* du concept, permettant aux secteurs traditionnellement compartimentés d'échafauder et de mettre en œuvre des interventions plus efficaces et intégrées. Toutefois, cette théorie de la résilience encore balbutiante représente des défis conceptuels, empiriques et pratiques.

Le concept de résilience

Le mot « résilience » vient du latin *resilio*, qui signifie « rebondir » (Klein, Nicholls, and Thomalla, 2003). Dans les études qui abordent ce concept, il est souvent défini comme un retour à la situation d'origine. En science de l'environnement, la résilience a longtemps été perçue comme la capacité d'un système à absorber les chocs et à se perpétuer (Holling, 1973). D'autres recherches sur la résilience se sont penchées sur l'écart existant entre une situation initiale donnée et une situation sous-optimale. Dans les années 1940 et 1950, par exemple, des psychologues ont étudié les impacts négatifs de l'exclusion, de la pauvreté, des facteurs traumatiques sur des individus vulnérables, notamment les enfants (Glantz and Johnson, 1996). Plus tard, le concept a été utilisé dans d'autres disciplines, notamment en physique et dans la gestion des risques de catastrophes. L'accent a été mis sur la récupération après un choc mais également sur les tendances négatives subséquentes telles qu'une croissance démographique trop rapide.

Chez les experts en développement, le concept de résilience a été de nouveau adapté et précisé. Lorsqu'il s'applique à des systèmes complexes et évolutifs, la résilience n'est pas seulement la résistance au changement et le retour à un état antérieur (Folke, 2006). Elle peut exiger des ajustements pour répondre aux nouveaux facteurs de stress voire requérir des transformations considérables du système dans sa totalité, qu'il s'agisse d'un foyer, d'une communauté ou d'un pays. La résilience englobe trois capacités qui permettent de réagir à des chocs ou à des changements graduels (Berkes, Colding, and Folke, 2003, Walker et al., 2004) :

- 1. La capacité d'absorption** regroupe les différentes stratégies d'ajustement déployées par les ménages ou les communautés afin d'atténuer ou limiter les impacts d'un choc sur leurs moyens de subsistance et leurs besoins fondamentaux.
- 2. La capacité d'adaptation** est l'aptitude à tirer les leçons de l'expérience et à ajuster ses réactions aux conditions externes variables, tout en continuant de fonctionner normalement.
- 3. La capacité de transformation** est la capacité à mettre en place des systèmes novateurs lorsque les structures environnementales, économiques ou sociales rendent le système actuel intenable.

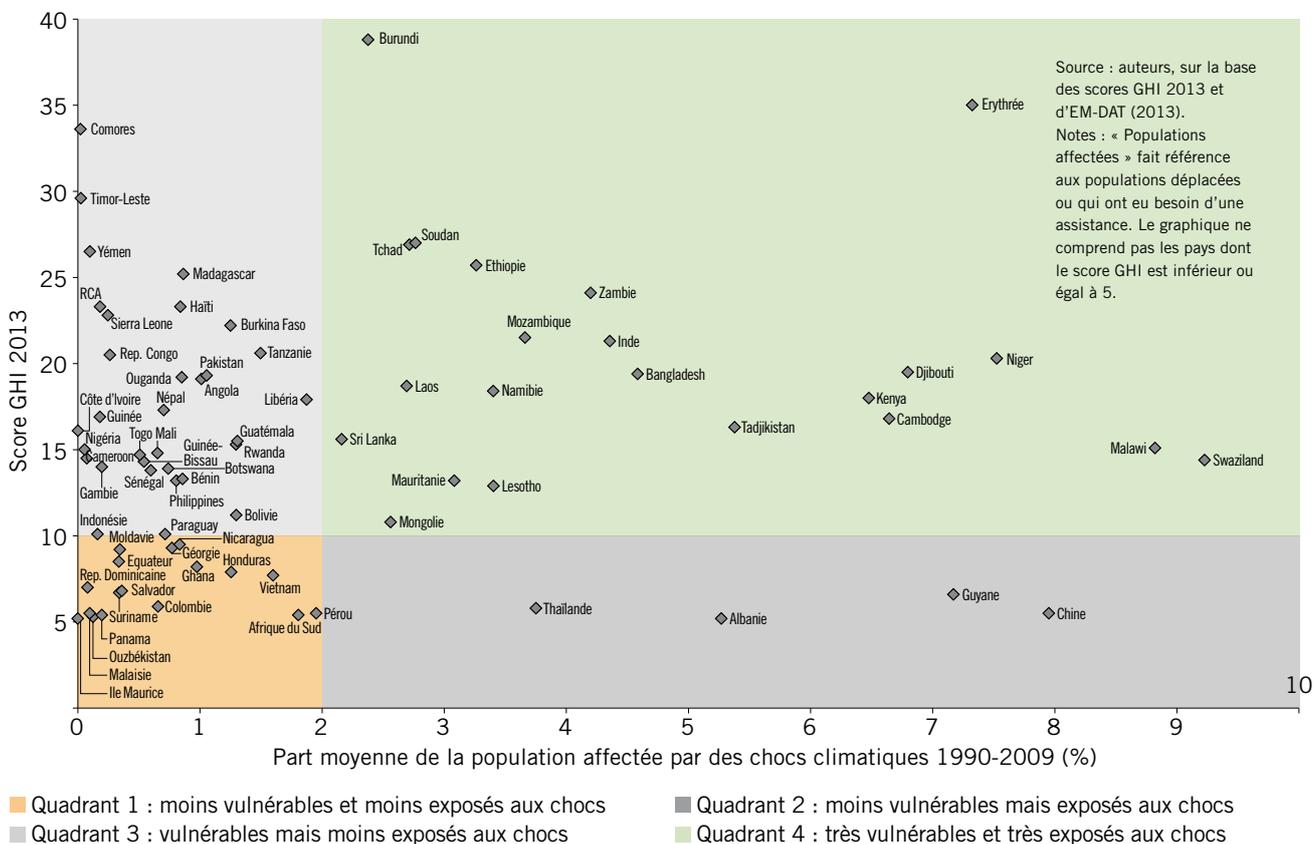
ENCADRÉ 3.1 INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE ET EXPOSITION AUX CATASTROPHES NATURELLES

Ce n'est pas seulement l'ampleur ou la fréquence d'un choc ou d'un stress, mais également les conditions (économiques, sociales et écologiques) caractérisant un ménage, une communauté, une région ou un pays qui déterminent les conséquences de l'exposition à un risque : l'impact sera-t-il dramatique ou le groupe réussira-t-il à absorber le choc, s'adapter ou se transformer (Bündnis Entwicklung Hilft, 2012) ? L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est l'un des facteurs qui peut aggraver la vulnérabilité aux chocs et aux stress.

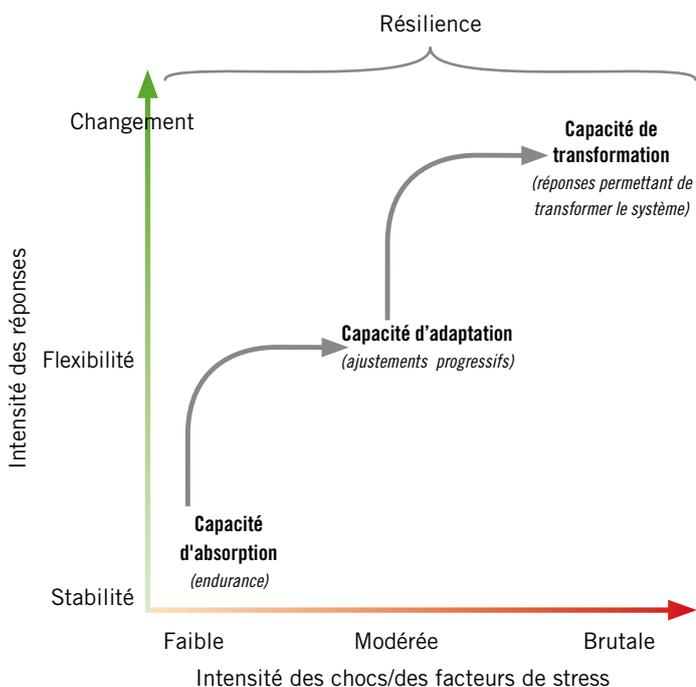
Le graphique ci-dessous expose la situation d'une série de pays en développement selon leur vulnérabilité actuelle (représentée par le GHI) et leur degré d'exposition aux chocs (représenté par la part de la population – en moyenne – affectée par des événements climatiques extrêmes, en particulier des sécheresses et des inondations entre 1990 et 2009). Les pays sont classés en quatre quadrants. Dans le premier quadrant se trouvent les pays les moins vulnérables aux chocs (qui ont un GHI

inférieur à 10) et les moins exposés aux risques (incidence de catastrophes en deçà de 2%). Le second quadrant comprend les pays qui sont actuellement moins fragiles mais très exposés aux chocs, tels que la Chine. Les pays du troisième quadrant ont un score GHI très élevé mais un degré d'exposition aux chocs climatiques relativement bas (notons qu'Haïti a été frappé par d'autres types de catastrophes, notamment des séismes). Ces pays sont extrêmement vulnérables aux chocs climatiques mais moins soumis à ces derniers que les pays du quatrième quadrant. Nombre de pays du quatrième quadrant sont constamment vulnérables aux sécheresses et aux inondations, notamment les pays de la Corne de l'Afrique (Érythrée, Éthiopie, Kenya), du Sahel (Tchad, Niger, Soudan), d'Afrique australe et d'Asie du Sud (Bangladesh, Inde). Il n'est donc pas surprenant que ces régions soient les principales bénéficiaires de l'aide humanitaire et concentrent les efforts internationaux de renforcement de la résilience.

VULNÉRABILITÉ ET DEGRÉ D'EXPOSITION AUX CHOC D'UNE SÉLECTION DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT



GRAPHIQUE 3.1 LA RÉSILIENCE COMME RÉSULTAT DE LA CAPACITÉ D'ABSORPTION, D'ADAPTATION ET DE TRANSFORMATION



Source : Auteurs

D'après cette définition plus large, la résilience ne découle pas simplement de l'une mais des trois capacités. Chaque capacité a une conséquence : la capacité d'absorption débouche sur l'endurance (ou la continuité) ; (2) la capacité d'adaptation se traduit par des ajustements ou des changements progressifs ; et (3) la capacité de transformation conduit à des réponses permettant de renouveler le système (voir graphique 3.1).

Les trois types de réponses peuvent correspondre à différentes intensités de chocs ou à une gradation de l'ampleur des crises. Plus l'intensité du choc est faible, plus il est probable que le ménage, la communauté ou le système sera en mesure d'y résister efficacement, en absorbant ses impacts sans changer de fonction, de statut, ou d'état. Par exemple, une famille résistera plus facilement à une flambée des prix alimentaires à court terme – sans changer drastiquement son mode de vie – qu'à un tsunami qui rase son village.

Or, lorsque les chocs ou les facteurs de stress dépassent la capacité d'absorption, les individus et les communautés font appel à leur résilience « adaptative », c'est-à-dire qu'ils modifient progressivement leur mode de vie pour pouvoir continuer à fonctionner sans être contraint à des changements qualitatifs fonctionnels ou structurels. Ces ajustements peuvent prendre plusieurs formes, notamment l'adoption de nouvelles techniques agricoles, la diversification des moyens de

subsistance, l'obtention d'un prêt ou la recherche de nouvelles formes de socialisation. Les adaptations peuvent être individuelles ou collectives, elles peuvent survenir à plusieurs niveaux : dans ou entre les ménages, les individus ou les communautés.

Toutefois, si cette évolution progressive, reflet de la capacité d'adaptation ne suffit pas pour éviter que le ménage, la communauté ou le système ne sombre dans la pauvreté extrême, une transformation en profondeur doit avoir lieu. Ces changements permanents bouleversent le système ou la structure en question, comme dans le cas des sécheresses qui sévissent sur la Corne de l'Afrique. Ces crises peuvent pousser les populations pastorales à se sédentariser ou à chercher un emploi en zone urbaine parce qu'elles ne sont pas en mesure de reconstituer leurs troupeaux (Lybbert et al. 2004, voir encadré 3.2). Notons que ces changements ne sont pas toujours favorables à long terme, même s'ils évitent aux populations de sombrer dans l'extrême pauvreté, ce qui compromettrait leur capacité à répondre à leurs besoins fondamentaux tels que l'alimentation et le logement. Pour reprendre l'exemple susmentionné, les populations pastorales qui abandonnent leur activité peuvent se retrouver dans une situation plus précaire que ceux qui persévèrent. En effet, le climat aride de cette région fait de l'agriculture sédentaire un pari risqué.

Les avantages de la théorie de la résilience

La prise en compte du concept de résilience comme cadre d'analyse peut permettre de mieux lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour plusieurs raisons. La résilience permet en effet d'analyser les problèmes de façon cohérente et holistique. En analysant conjointement les chocs à court terme et les changements systémiques à long terme qui y sont intrinsèquement liés, on obtient une vision plus globale des raisons qui font sombrer les populations dans la pauvreté et/ou qui causent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Le concept de résilience permet de prendre en compte les chocs négatifs, bien plus que ne le faisaient les théories du développement antérieures. Il permet d'analyser dans quelle mesure l'incapacité des plus démunis à résister aux crises représente un obstacle pour sortir de la pauvreté et peut également expliquer pourquoi certaines populations se retrouvent dans une situation de dénuement (McKay, 2009, Banque mondiale, 2006).¹

La théorie de la résilience a également des implications pratiques. Elle peut servir de « métaphore mobilisatrice » (Béné et al., 2012) visant à faire travailler de concert des secteurs traditionnellement cloisonnés – en particulier les secteurs de l'aide d'urgence d'une part et du développement d'autre part (USAID, 2012). Elle peut également encourager à soutenir des interventions qui jettent des ponts entre

¹ L'inégalité est également un facteur de vulnérabilité qui empêche les démunis d'éviter les risques ou de les gérer convenablement, ce qui sape leurs capacités de résilience (Oxfam, 2013).

ENCADRÉ 3.2 LA RÉSILIENCE DANS LA THÉORIE ET DANS LA PRATIQUE : L'HISTOIRE DES TROIS COMMUNAUTÉS

Barrett et Constan (2012) définissent la résilience comme une situation dans laquelle, sur la durée, un individu, un ménage ou une communauté est protégé de la pauvreté et bénéficie d'une sécurité alimentaire malgré l'existence de chocs et de facteurs de stress. Ce n'est que si cette probabilité est élevée et demeure élevée qu'un individu, un ménage ou une communauté peut être considéré comme résilient. Quelles sont les implications pratiques d'une telle définition ?

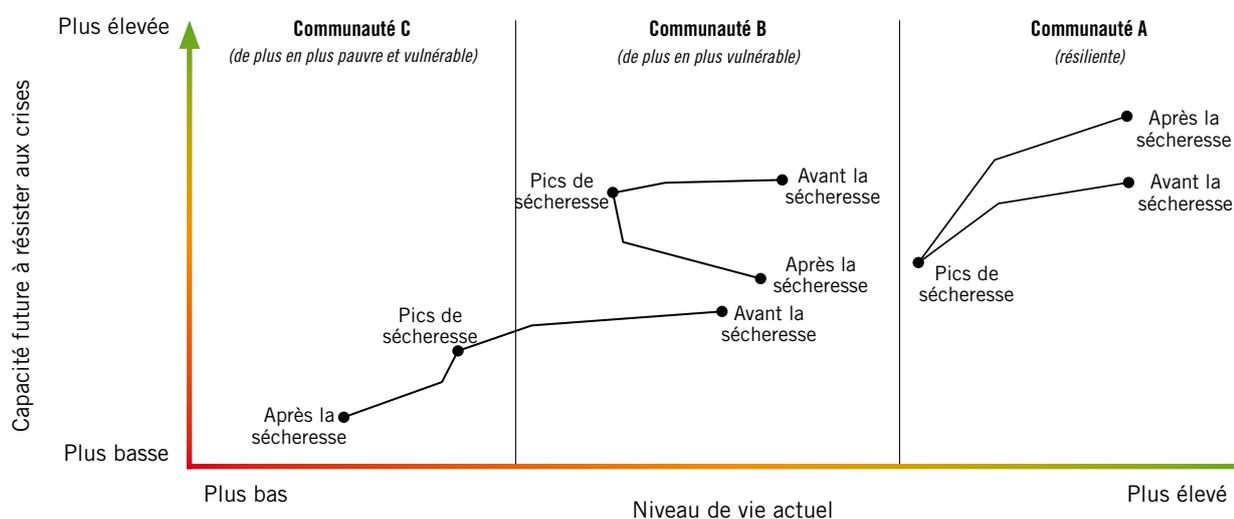
Prenons comme exemple trois communautés fictives vivant dans le cadre bien réel d'une région pastorale africaine. Envisageons trois périodes : avant la sécheresse, au plus fort de la sécheresse et après la sécheresse.

→ **La communauté A est assez résiliente** car elle dispose des actifs garantissant sa résilience. Tout d'abord, elle est propriétaire d'un grand troupeau de bétail. Par conséquent, même si la sécheresse tue une partie importante du cheptel, la communauté aura toujours suffisamment de bêtes pour reconstituer le troupeau et maintenir le pastoralisme comme moyen de subsistance viable. En d'autres termes, elle a une capacité d'absorption. En deuxième lieu, la Communauté A a la possibilité de faire abreuver et paître son troupeau sur une zone géographique étendue et diversifiée. La transhumance permet à ce groupe de déplacer les animaux des régions les plus touchées vers les régions les moins touchées par la sécheresse et de changer de stratégie migratoire le cas échéant. Elle a donc également une capacité d'adaptation. Enfin, suite aux sécheresses des années passées, certains membres de la communauté sont partis chercher un emploi dans la capitale où les périodes arides n'ont pas ou peu d'effets sur leur salaire ou sur les fonds qu'ils envoient à leurs familles. La communauté utilise ces fonds comme une assurance afin d'acquérir de nouveaux actifs

et dispose donc à présent d'une capacité de transformation. À la fin de la période sèche, la communauté A bénéficie en réalité d'une meilleure capacité de résistance aux chocs qu'auparavant.

→ **La communauté B devient de plus en plus vulnérable** bien que certains indicateurs suggèrent le contraire. Cette communauté n'est plus en mesure d'absorber les impacts de la sécheresse à travers la transhumance traditionnelle et la reconstitution postérieure du troupeau. Par conséquent, au plus fort de la sécheresse, cette communauté décide d'avoir recours à la violence pour s'approprier les cheptels, les pâturages et les ressources hydriques d'autres groupes. À l'instar de la Communauté A, la Communauté B a en grande partie conservé son niveau de vie mais au détriment du bien-être d'autres groupes. En outre, cette stratégie de vol de bétail peut conduire à des sanctions et une violence accrue, ce qui met en péril les capacités futures de la communauté.

→ **La communauté C devient encore plus pauvre et vulnérable.** Le cheptel de cette communauté compte moins de bêtes. Par ailleurs, sa mobilité pour trouver des pâturages et de l'eau a été drastiquement réduite par une combinaison de plusieurs facteurs : modifications des plans cadastraux, conflits tribaux et changements dans les systèmes d'irrigation. Lors que la sécheresse frappe la région, le troupeau est décimé et la communauté n'a pas suffisamment d'animaux pour le reconstituer durablement. La communauté C se retrouve dépendante de l'aide d'urgence et ses membres envisagent un nouveau moyen de subsistance moins diversifié mais aussi moins rémunérateur : une activité agricole qui associe l'élevage, ainsi que des travaux occasionnels. Sans aide extérieure il est probable que ce groupe soit retenu dans le piège de la pauvreté.



Source : auteurs.

l'urgence et le développement, tels les programmes « filets de sécurité ». Des programmes et collaborations intégrés et multisectoriels permettraient d'adopter une approche plus systématique et holistique afin de lutter conjointement contre la pauvreté chronique et ponctuelle au lieu de conserver l'approche fragmentée qui prévaut aujourd'hui. La théorie de la résilience a un autre avantage pratique, celui de mettre l'accent sur la compréhension des dynamiques sociales et comportementales des populations vulnérables avec notamment une meilleure mesure de la pauvreté ponctuelle et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'analyse et la compréhension des dynamiques locales sont essentielles pour identifier les potentielles compétences et capacités d'entraide. Ce sont en particulier ces dynamiques qui doivent être renforcées pour améliorer l'aptitude des individus, des ménages, des communautés locales et des Etats à absorber les chocs, s'adapter et se transformer. Envisager ces questions sous l'angle de la résilience nous permet d'identifier et de renforcer les structures locales et de les encourager à remplir efficacement leur fonction dans un esprit collaboratif. Ces structures peuvent être des organisations aussi diverses que des administrations centrales ou décentralisées, des centres sanitaires, des comités de gestion des risques de catastrophes ou encore des associations de petits producteurs.

Quels sont les défis liés à l'application de la théorie de la résilience ?

En théorie, le concept de résilience présente bien des avantages, mais dans la pratique son application s'avère parfois une gageure. Les experts du développement et les opérateurs de l'aide humanitaire doivent, d'abord et avant tout, s'accorder sur une définition commune de la notion de résilience. Les définitions utilisées aujourd'hui insistent trop souvent sur le retour à l'état initial, ce qui est incohérent avec la promotion du développement et des transformations qui en découlent.

Certains détracteurs ont également avancé que le concept de résilience, d'abord utilisé dans les sciences de l'environnement, ne peut être transposé aux problématiques sociales. Ils soulignent que la théorie de la résilience ne s'intéresse pas suffisamment aux dynamiques sociales en général et aux questions relatives au pouvoir et à ses représentants en particulier.² Or, les ONG et d'autres opérateurs du secteur contestent de plus en plus cette conception en soulignant notamment le rôle que peuvent jouer certains mécanismes sociaux – la cohésion de la communauté, la bonne gouvernance, les actions collectives soutenues par les individus – pour renforcer la résilience (Twigg, 2007, Boyd et al., 2008, Schwarz et al., 2011, VFL, 2011). Une évaluation rigoureuse de la littérature y afférant montre toutefois que les analyses font défaut et que les données restent limitées (Béné et al., 2012).

D'autres acteurs redoutent que le concept de résilience aille trop loin, ce qui mettrait en péril ou diluerait l'impact des activités d'aide plus traditionnelles. Si l'on mesure les performances du secteur humanitaire à l'aune de sa contribution au renforcement de la résilience, nombre de programmes d'aide d'urgence utiles mais très ciblés pourraient voir leurs ressources tarir. L'enthousiasme pour le renforcement de la résilience ne doit donc pas faire oublier que l'aide d'urgence reste nécessaire et que la spécialisation a également ses avantages.

Enfin, puisque la résilience a habituellement des connotations positives et représente aujourd'hui l'objectif de nombreux programmes et projets, la plupart des acteurs tendent à oublier ses inconvénients potentiels. Certaines stratégies de survie, telles que la prostitution ou la mendicité, peuvent renforcer la résilience d'un individu au détriment de son bien-être et de son estime de soi. D'autres stratégies, notamment la criminalité, peuvent augmenter la résilience d'un groupe en portant atteinte au bien-être d'un tiers.³ En outre, définie comme un retour à une situation initiale, la résilience peut s'avérer contre-productive à long terme. La résistance comme « attachement au passé », « obstination » ou « résistance au changement » n'est pas toujours une bonne chose.

Ces préoccupations ne sont en aucun cas académiques. Les populations très exposées au changement climatique, à l'instar des populations pastorales africaines, sont au cœur d'un intense débat pour savoir si l'objectif le plus judicieux à long terme est la récupération des troupeaux ou l'abandon du pastoralisme et une diversification des activités. Un autre argument très pertinent est parfois cité : les programmes « filets de sécurité » encouragent les populations installées dans des zones rurales où la sécheresse est endémique à y rester. Dans ces cas, la résilience sans transformation, en réponse à une pression aussi forte que le changement climatique, peut s'avérer catastrophique à long terme.

Quelles sont les interventions qui permettent de renforcer la résilience ?

Comme nous l'avons dit, l'un des enjeux de la théorie de la résilience est de définir exactement ce qu'apporte ce concept par rapport au statu quo. En principe, adopter la résilience comme objectif peut apporter une double valeur ajoutée : au niveau stratégique mettre l'accent sur la résilience peut inciter les gouvernements et les acteurs du développement à en faire un objectif politique et programmatique et à coordonner les différentes agences et secteurs pour atteindre ce but. De ce point de vue, il n'est pas certain qu'il soit nécessaire, pour

² Voir par exemple Leach (2008), Hornborg (2009), Davidson (2010), Duit, Galaz et Eckerberg (2010).

³ Certains de ces moyens visant à subvenir à ses besoins peuvent être des stratégies d'adaptation « négatives » mais limitées dans le temps ; d'autres impliquent des inadaptations plus durables qui ne peuvent plus être considérées comme de simples mécanismes de survie. Des formes de résilience « négatives » sont donc possibles, ce qui transparaît dans certaines études empiriques (Sapountzaki, 2007).

Bosco Ogwang

District de Lira, Ouganda



« Si les enfants n'ont pas une alimentation suffisante, aller à l'école, étudier et se concentrer devient très difficile et stressant. La crise alimentaire qui sévit actuellement dans la région nuit à la concentration des enfants à l'école et pourrait, si elle se poursuit, entraîner un taux d'abandon scolaire plus élevé. »

accroître la résilience, d'élaborer de nouveaux instruments politiques ou programmatiques ; améliorer la coordination et mieux prioriser pourraient suffire. Toutefois, insister sur la résilience pourrait également se traduire par l'adoption de programmes ou de politiques innovants pour combler la brèche entre le secteur de l'humanitaire et le secteur du développement (contrairement à une spécialisation des acteurs dans l'un ou l'autre domaine).

Cela soulève une question : quel type d'intervention permettrait le rapprochement de l'aide d'urgence et du développement ? L'un des exemples patents est celui des programmes « Filets de sécurité » qui répondent aux critères de l'« aide » car ils apportent une assistance sociale, tout en contribuant au développement ou au « renforcement de la résilience à long terme ». Cette assistance se fait souvent par le biais de transferts monétaires, de coupons alimentaires ou de distribution de denrées alors que la composante développement est plus variée. Les transferts conditionnels intègrent souvent des objectifs de développement explicites, notamment l'augmentation du taux de scolarisation, le développement de la formation professionnelle ou de la formation continue, l'amélioration des connaissances en matière de nutrition et très souvent le développement des infrastructures à travers des programmes de travaux publics. Par exemple, le programme « Filet de Sécurité Productif » (Productive Safety Net Program) en Ethiopie (voir encadré 3.3) représente une solution innovante à deux problèmes : (1) Les programmes de transferts traditionnels sont imprévisibles, irréguliers et gérés au cas par cas, et (2) trop souvent l'accent mis sur l'aide d'urgence tend à restreindre le développement rural à long terme. En couplant assistance sociale et développement des biens publics le programme Filet de Sécurité Productif contribue à la fois à la résolution d'une crise et au développement à long terme. Il s'agit donc bel et bien d'un programme de renforcement de la résilience.

Des programmes similaires en Ethiopie et dans d'autres pays (notamment le modèle fondé sur la graduation ou promotion de l'ONG BRAC au Bangladesh) aident les individus et les ménages à renforcer leurs compétences techniques et leurs capacités financières tout en mettant l'accent sur la confiance en eux et l'autonomisation. Ces programmes se fondent sur l'idée que la protection ponctuelle contre les chocs est indispensable à la mise en place de structures qui permettront une résilience plus permanente aux crises.

« L'Initiative pour les Moyens de Subsistance des Populations Pastorales » (Le Pastoralist Livelihoods Initiative) est un exemple assez différent d'intervention combinant aide humanitaire et développement en Ethiopie (voir encadré 3.3). Les programmes « filets de sécurité » sont parfaitement adaptés aux systèmes sédentaires agricoles ou intégrant à la fois l'agriculture et l'élevage, alors que les populations pastorales font face à des défis uniques. Comme les cultures, le bétail est sensible à la sécheresse. Or, contrairement aux cultures, le bétail représente, à l'instar de la terre, un actif pérenne⁴ ce qui peut rendre la mort d'une ou plusieurs bêtes pendant des périodes de sécheresse extrêmement coûteuse. Dans les cas extrêmes, un ménage peut même être obligé d'abandonner le pastoralisme simplement parce qu'il lui est impossible de reconstituer son troupeau après une période de sécheresse.

Le programme de renforcement de la résilience « Pastoralist Livelihoods Initiative », très ciblé, se concentre alternativement sur l'aide d'urgence et le développement au lieu d'aborder les deux questions de front comme le programme « Filet de Sécurité Productif ». C'est là un moyen pratique de décloisonner les activités d'assistance et de développement. Or, si les programmes « filets de sécurité » ont été largement évalués dans le monde, il faut davantage d'études, d'expériences et d'apprentissages pour ce qui est de ces programmes alternatifs.

Mesurer la résilience

L'intérêt grandissant pour la résilience en tant que cadre conceptuel s'accompagne d'une demande croissante d'études empiriques abordant ce concept. Les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les bailleurs internationaux et les autres parties prenantes souhaitent utiliser les meilleurs indicateurs et outils statistiques disponibles afin d'identifier les disparités régionales et les évolutions dans le temps. Ils peuvent ainsi mieux déterminer les facteurs de vulnérabilité et élaborer des programmes pour compenser les faiblesses. Afin de diagnostiquer les problèmes et élaborer des réponses adaptées, il est essentiel de mesurer la résilience en tenant

⁴ Par ailleurs, le nomadisme des populations pastorales limite la portée des projets de travaux publics tels que la construction de routes ou la mise en place d'infrastructures agricoles. Ces initiatives sont toutefois possibles en particulier auprès de populations agro-pastorales plus sédentaires.

On sait que l'Éthiopie est particulièrement vulnérable aux fortes sécheresses, tant dans les hauteurs où des populations sédentaires pratiquent l'agriculture et l'élevage que dans les plaines où vivent les pasteurs nomades. Dans les années 1980 et 1990, une série de sécheresses a rendu l'Éthiopie dépendante d'une aide humanitaire, en particulier alimentaire, imprévisible. Dans les années 2000, les experts se sont accordés pour dire que cette approche inefficace pouvait aggraver encore la situation du pays. Il était devenu clair que le cercle vicieux crise/assistance humanitaire ne permettait pas au pays d'échapper à la pauvreté chronique. Il fallait davantage d'aide pour stimuler un développement économique durable dans le pays. Au cours de la décennie suivante, le gouvernement éthiopien et un certain nombre d'acteurs internationaux du développement ont expérimenté de nouveaux programmes qui associent un volet développement et un volet assistance. C'est ainsi que les programmes Filet de Sécurité Productif (Productive Safety Net Program – PSNP) et l'Initiative Moyens de Subsistance des Populations Pastorales (Pastoralist Livelihoods Initiative – PLI) ont vu le jour.

LE PROGRAMME FILET DE SÉCURITÉ PRODUCTIF (PRODUCTIVE SAFETY NET PROGRAM – PSNP). Ce projet, lancé en 2005, s'est fixé plusieurs objectifs. Dans le volet assistance, il cherche à mieux cibler les bénéficiaires pour se concentrer sur les plus vulnérables et à augmenter la cohérence et la prévisibilité des transferts financiers et alimentaires. Dans le volet développement, il s'attache à renforcer les actifs des communautés à travers un programme de travaux publics qui touche tous les ménages hormis ceux qui ne sont pas aptes au travail. Parallèlement, un autre programme a été mis en place, le *Programme de Renforcement des Biens des Ménages* (Household Asset Building Program – HABP) qui vise à renforcer les actifs au niveau des ménages. L'Éthiopie et la communauté internationale considèrent généralement que le Programme Filet de Sécurité Productif est un succès grâce à sa portée, avec 7 à 9 millions de bénéficiaires (environ 13% de la population rurale) ; sa coordination interinstitutionnelle unique ; le véritable travail de suivi et d'évaluation réalisé et la capacité à effectuer un rétrocontrôle ; et ses impacts évidents sur les indicateurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Malgré ces avantages, des questions demeurent concernant certains aspects de la résilience. Ce programme est-il « résistant au climat » ? Devrait-il être étendu aux zones urbaines ? Freine-t-il l'émigration depuis des régions non viables à faible potentiel ? Le Programme Filet de Sécurité Productif et le Programme renforcement Biens des Ménages permettent-ils véritablement de sortir les populations de la pauvreté extrême ?

L'INITIATIVE MOYENS DE SUBSISTANCE POUR LES POPULATIONS PASTORALES (PASTORALIST LIVELIHOODS INITIATIVE – PLI). Les programmes filet de sécurité « conventionnels » tels que le Programme Filet de Sécurité Productif ont dernièrement été étendus aux plaines où vivent des populations pastorales. Or, leur mise en œuvre y est difficile étant donné que la principale source de revenu reste l'élevage et que les bergers sont mobiles et dispersés. À plus petite échelle que le

Programme de Filet de Sécurité, l'Initiative Moyens de Subsistance pour les Populations Pastorales adopte une approche unique et associe assistance et développement dans le cadre pastoral. Les sécheresses sont endémiques dans les plaines arides de la Corne de l'Afrique et ont toujours provoqué des variations cycliques de la taille des cheptels. Or, certaines données montrent le déclin durable de la taille des troupeaux parce que les communautés pastorales ne sont pas en mesure de les reconstituer après les sécheresses. Des recherches sont actuellement menées pour qualifier cette tendance. En revanche, il est bien plus rentable de limiter la mort du bétail ou d'encourager les pasteurs à abattre ou vendre les animaux pour obtenir un revenu plutôt que de les voir dépérir à cause de la faim ou des maladies.

Les organisations non gouvernementales qui travaillent dans les régions pastorales se sont fait l'écho des doléances qui ont conduit au développement du Programme Filet de Sécurité Productif. Au début d'une sécheresse le déblocage de fonds et de ressources d'urgence était trop lent, ce qui rendait les activités d'assistance humanitaire inefficaces. L'Initiative Moyens de Subsistance pour les Populations Pastorales combine deux approches du renforcement de la résilience. Tout d'abord, elle se concentre sur des activités de développement au cours des années non marquées par la sécheresse (en particulier des mesures visant à augmenter la taille des troupeaux). En outre, elle intègre un « levier de crise » qui permet aux opérateurs de réaffecter rapidement les ressources à des activités d'assistance lorsque survient une sécheresse.

Quel est le processus ? L'initiative Moyens de Subsistance des Populations Pastorales dispose de leviers intégrés permettant de passer rapidement de l'aide d'urgence à l'aide au développement. Lors de la première phase de l'initiative, les agences peuvent mettre de côté et avoir accès à 10% de l'enveloppe affectée si une sécheresse déclenche le « levier de crise ». Dans la seconde phase, la principale agence d'exécution (USAID/Éthiopie) a conclu un accord avec l'agence d'aide d'urgence d'USAID afin que les partenaires opérationnels puissent obtenir rapidement et sans à-coups des fonds lorsque le levier était actionné.

Cette initiative représente une stratégie d'« assistance humanitaire » qui va plus loin que l'approche traditionnelle de l'aide en protégeant les moyens de subsistance et pas uniquement les vies. Le volet « aide » comprend la vente et l'abattage du bétail en urgence, la distribution de fourrage et d'eau (notamment du fourrage enrichi pour accroître la production de lait et donc la nutrition infantile durant la sécheresse) et des soins vétérinaires d'urgence. Comme le programme Filet de Sécurité Productif, l'initiative Moyens de Subsistance des Populations Pastorales concentre ses efforts sur l'évaluation et l'ajustement. Les évaluations ont montré que certaines interventions s'étaient avérées bien plus rentables et durables que d'autres.

Sources : entretiens avec John Graham d'USAID et Matthew Hobson de la Banque mondiale. Pour des débats théoriques sur ces questions, voir Gilligan, Hoddinott et Taffesse (2009) et se référer à Berhane et al. (2011) pour des évaluations d'impact du PSNP et du HABP. Voir Lybbert et al. (2004), pour une analyse de l'évolution de la taille des troupeaux chez les populations pastorales et Headey, Taffesse et You (2012, à venir) pour une étude des questions relatives aux moyens de subsistance des populations pastorales dans la Corne de l'Afrique.

TABLEAU 3.1 INDICATEURS PROPOSÉS POUR MESURER LA RÉSILIENCE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Indicateurs standards	Principes de mesure de la résilience
Situation de base initiale	
<ul style="list-style-type: none"> → Sécurité alimentaire et nutritionnelle → Indice de santé → Indice des biens → Indice de capital social → Indice de l'accès aux services → Infrastructures → Indice écologique 	<ul style="list-style-type: none"> → Fréquence élevée ou convenable → Sensible à des variations à court terme et aux seuils critiques → Données multi niveau (ménage, communauté, village, région)
Chocs et facteurs de stress	
<p><i>Chocs et facteurs de stress co-variés</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Sécheresse/ inondation → Crises sanitaires → Crises politiques → Volatilité des prix → Choc commercial / politique <p><i>Chocs idiosyncratiques et facteurs de stress</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Maladie / décès → Perte de revenu → Mauvaise récolte → Perte de bétail 	<ul style="list-style-type: none"> → Haute fréquence → Intertemporel → Dynamique → Données multi-niveaux (ménage, communauté, village, région jusqu'à l'analyse d'indicateurs macroéconomiques nationaux)
Réponses	
<ul style="list-style-type: none"> → Stratégies d'atténuation → Stratégie d'ajustement → Stratégies d'adaptation 	<ul style="list-style-type: none"> → Réponses mesurées à plusieurs niveaux, au sein des systèmes qui affectent la sécurité alimentaire et nutritionnelle
Situation de base subséquente	
<ul style="list-style-type: none"> → Sécurité alimentaire et nutritionnelle → Indice de santé → Indice des biens → Indice de capital social → Indice de l'accès aux services → Infrastructures → Indice écologique 	<ul style="list-style-type: none"> → Fréquence élevée ou convenable → Sensible à des variations à court terme et aux seuils critiques → Données multi-niveaux, notamment le ménage, la communauté, le village, la région

Source : adapté de Conostas et Barrett (2013).

compte à la fois des impacts des chocs et des éléments permettant d'atténuer ces chocs tels que les comportements d'adaptation et les interventions extérieures (Frankenberger et Nelson, 2013). En quelques mots, une bonne évaluation doit permettre d'établir un diagnostic et élaborer une riposte (Barrett, 2010).

Pour mieux comprendre le concept de résilience, disposer de données sur les causes et les conséquences d'un certain nombre de chocs négatifs est essentiel. Or, la résilience, la vulnérabilité et les stratégies déployées sont des phénomènes difficiles à mesurer pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les chocs étant par définition imprévisibles et ponctuels, un recueil de données fréquent (par exemple, selon un rythme bimensuel) est recommandé ; ensuite, les chocs négatifs surviennent souvent dans des régions reculées et touchent des populations isolées comme les pasteurs au Sahel ou dans la Corne de l'Afrique ; enfin la résilience aux chocs se traduit par des comportements complexes d'adaptation ou de résistance qui sont divers et peuvent impliquer des effets de seuils et des changements qualitatifs.

La nature imprévisible des crises et des réactions qu'elles entraînent rend la mesure de la vulnérabilité et de la résilience bien plus complexe que l'évaluation d'indicateurs sociaux relativement stables tels que la pauvreté, la malnutrition infantile ou la mortalité infantile. Pour étudier une situation pérenne, on peut se contenter de réaliser des enquêtes épisodiques auprès des ménages qui permettent généralement de dresser un tableau global de la pauvreté dans les différentes régions et de voir apparaître les tendances sous-jacentes. Ces enquêtes traditionnelles auprès des ménages ne sont toutefois pas assez fréquentes pour évaluer les conséquences de chocs – si ce n'est par coïncidence –, et les grandes enquêtes par panel sont encore relativement rares dans les pays en développement. Il est vrai qu'un certain nombre d'enquêtes-types sur des questions économiques ou sanitaires et nutritionnelles mesurent des aspects fondamentaux de la vulnérabilité et de la résilience, mais il est très rare qu'elles analysent toutes les réponses comportementales pertinentes. Vulnérabilité et résilience exigent donc des approches différentes.

Quelles sont les principales difficultés de la mesure de la résilience dans le contexte de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ? L'une des caractéristiques de la résilience et de la vulnérabilité est la complexité des dynamiques relatives à ces thèmes. Dans des environnements socioéconomiques précaires, les individus, les ménages et les communautés sont susceptibles de voir leur niveau de vie fluctuer selon des tendances durables, des chocs cycliques et saisonniers, et des chocs violents co-variables. En outre, les passages d'un état, telle que la pauvreté chronique, à un autre état plus ou moins précaire sont souvent caractérisés par des effets de seuil ou « points de non retour » – par exemple lorsqu'une sécheresse réduit



Guillermo Pacotaype

District de Chuschi, Pérou

« J'ai commencé par réhabiliter des sources d'eau et des ruisseaux en les protégeant des excréments d'animaux et de l'assèchement, grâce à une barrière de pierres et de putaqa (plante péruvienne), connue pour sa capacité à retenir l'eau. Au niveau de la communauté, nous avons mis en place un cadre juridique afin de protéger nos sources d'eau. A titre d'exemple, nous avons interdit de puiser de l'eau avec des ustensiles sales ainsi que d'utiliser du savon au niveau du bassin d'alimentation. »



Villageois de Dukum

District de Rayagada, Inde

« Nous vivons dans les forêts depuis des générations mais nos droits fonciers ne sont pas encore enregistrés. Le fait de ne pas être légalement propriétaires de nos terres, sur lesquelles nous vivons et dont nous dépendons pour notre alimentation et subsistance, nous inquiète beaucoup. Le manque de délimitation stricte des parcelles de terre qui nous sont allouées se traduit par la diminution de nos terres en culture dans la forêt... »

la taille d'un cheptel en deçà de la limite permettant sa reconstitution (voir encadré 3.2, Lybbert et al., 2004).

Enfin, la résilience requiert une approche multi-niveau et systémique notamment avec des évaluations à différents échelons – individuel, familial, communautaire, environnemental – et auprès de différentes catégories socioéconomiques et groupes ethniques. Pour ce faire, il faut également comprendre comment ces différents groupes et facteurs interagissent. Au-delà du niveau familial, les causes systémiques telles que la santé, les relations politiques et sociales, la culture, des facteurs agro-écologiques et la situation macroéconomique peuvent affecter la résilience.

Ces principes fondamentaux ont d'importantes implications pour l'évaluation dans la pratique. Le tableau 3.1 propose une liste d'indicateurs qui pourraient permettre de mesurer la résilience en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour réaliser une évaluation satisfaisante, l'une des conditions sine qua non – sans doute la plus importante – est de disposer d'enquêtes plus fréquentes et systématiques (Barrett, 2010, Headey et Ecker, 2013). Les mesures systématiques, bien que toujours étonnamment rares, sont nécessaires pour comprendre la vulnérabilité et la résilience. En effet, elles permettent d'identifier (1) « les états dynamiques initiaux », tels que la saisonnalité, la cyclicité, et l'exposition aux chocs idiosyncratiques ; (2) les différences entre la situation pré choc et post-choc ; (3) les dynamiques complexes et les stratégies d'adaptation et (4) les principaux seuils de transition entre la situation initiale et la situation finale (Barrett et Conostas, 2012). Les méthodes ordinaires d'évaluation de programmes, qui s'appuient sur deux phases d'enquête (en général menées à quelques années d'écart) ne sont presque jamais – voire jamais – suffisantes pour appréhender la complexité de la situation des populations les plus vulnérables.

Les exemples les plus pertinents d'études systématiques sur la résilience sont les enquêtes sur les systèmes de surveillance nutritionnelle menées par Helen Keller International (HKI) au Bangladesh et en Indonésie.⁵ Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) utilise également, dans certains pays hautement prioritaires tels que le Soudan du Sud, l'approche basée sur le système de surveillance de la nutrition. Les enquêtes sont généralement menées tous les deux mois – plus souvent que les enquêtes traditionnelles auprès des ménages – afin de détecter les effets des chocs saisonniers et des catastrophes naturelles « isolées ». Par ailleurs, bien que les enquêtes sur les systèmes de surveillance de la nutrition se centrent principalement sur les indicateurs de nutrition, elles abordent également un grand nombre de caractéristiques du ménage et les stratégies de survie (voir encadré 3.4).

⁵ Voir Bloem et al. (2003) et Shoham, Watson et Dolan (2001) pour une introduction à cette approche.

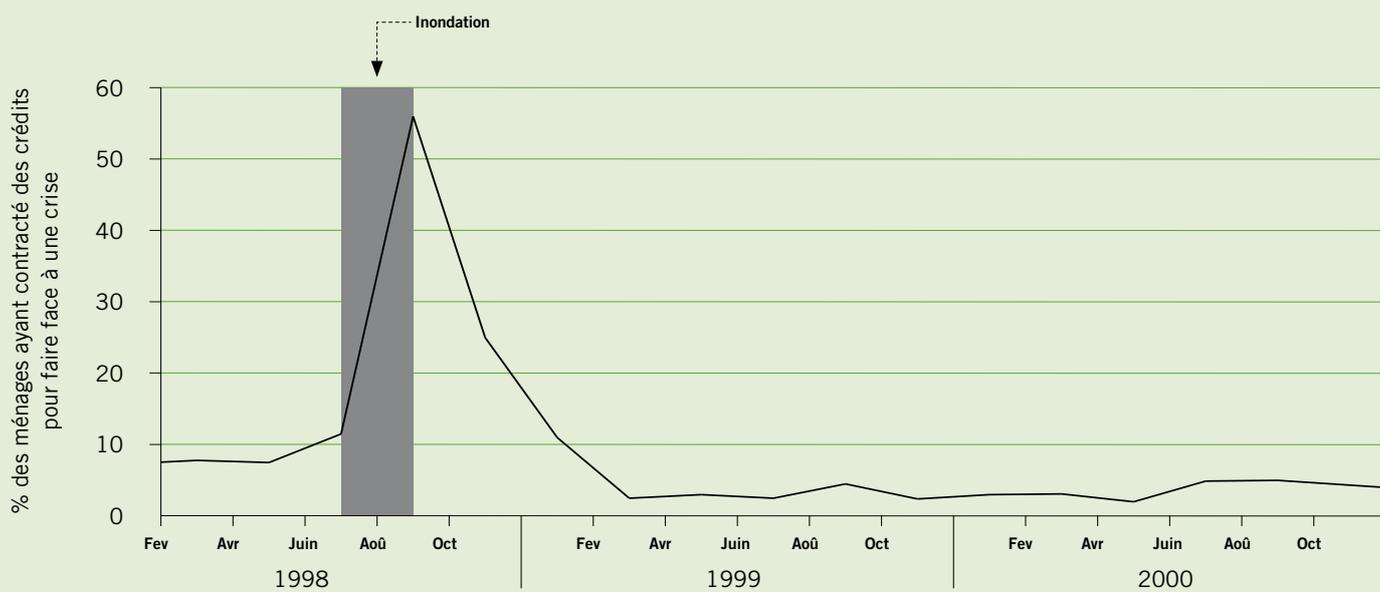
ENCADRÉ 3.4 PROJETS DE SURVEILLANCE NUTRITIONNELLE MENÉS PAR HELEN KELLER INTERNATIONAL (HKI) AU BANGLADESH ET EN INDONÉSIE

HKI a mis en place un système de surveillance nutritionnelle au Bangladesh et en Indonésie afin d'évaluer les effets des crises sur le niveau de vie des plus démunis. Au Bangladesh, le système a permis un suivi des effets de catastrophes comme les inondations. En Indonésie, il avait pour but de mesurer les effets de la crise asiatique de la fin des années 1990 sur la nutrition et la santé. Ces systèmes de surveillance nutritionnelle ont évolué au fil du temps et représentent à l'heure actuelle des systèmes d'information exhaustifs mais flexibles fournissant des données essentielles, opportunes et précises.

Les indicateurs du système de surveillance HKI s'appuient sur le cadre conceptuel élaboré par l'UNICEF sur les causes de la malnutrition et incluent des éléments comme le statut nutritionnel et l'état de santé des mères et de leurs enfants, le statut socioéconomique, la production alimentaire, la consommation et l'accès aux services de santé. Au Bangladesh, le projet de surveillance nutritionnelle s'appuyait initialement sur des données recueillies dans les sous-régions sujettes aux catastrophes naturelles, mais la procédure d'échantillonnage a été révisée en 1998 pour être représentative au niveau national et régional. Les données sont collectées tous les deux mois pour saisir les évolutions saisonnières relatives à la santé et à la nutrition et éviter de les confondre avec les conséquences d'une catastrophe.

En 1998, le Bangladesh a été victime d'une des inondations les plus dévastatrices de son histoire. Le projet de surveillance nutritionnelle a joué un rôle clé, permettant d'attirer l'attention sur le sort des régions touchées et de cibler l'aide publique vers les populations dans le besoin.

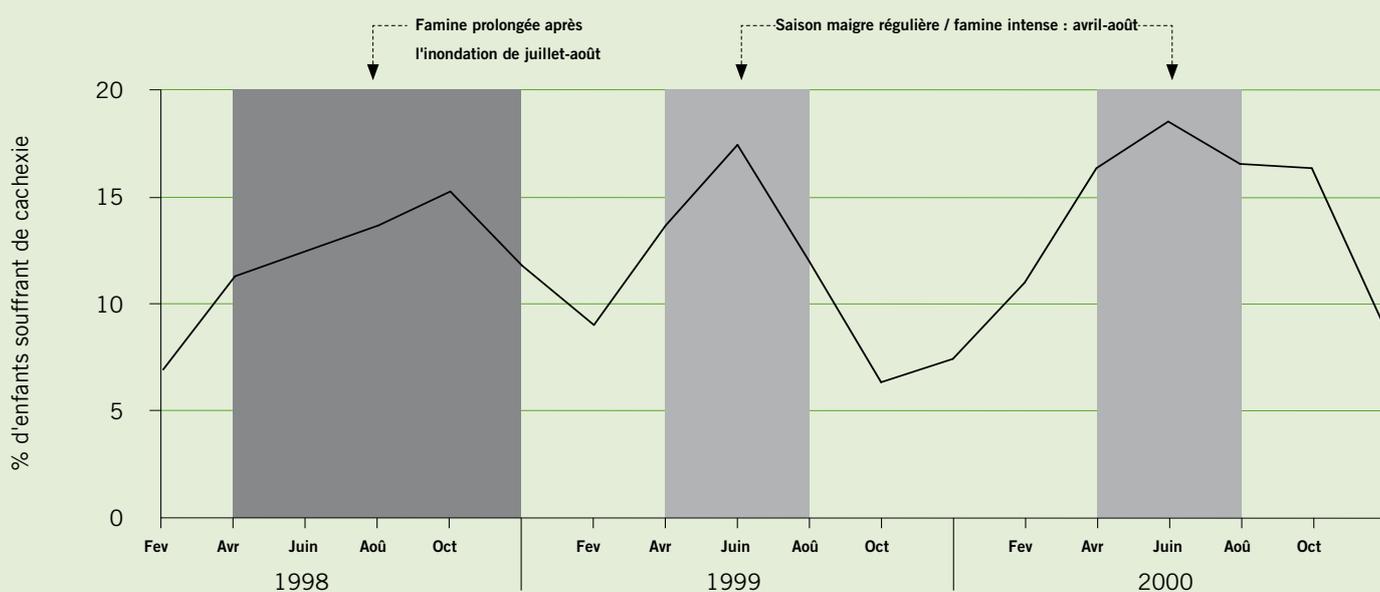
EMPRUNTS DES MÉNAGES POUR FAIRE FACE AUX INONDATIONS DE 1998 AU BANGLADESH



Source : adapté de Bloem, Moench-Pfanner et Panagides (2003).

Note : les données concernent les ménages vivant dans les sous-régions les plus touchées par l'inondation de 1998.

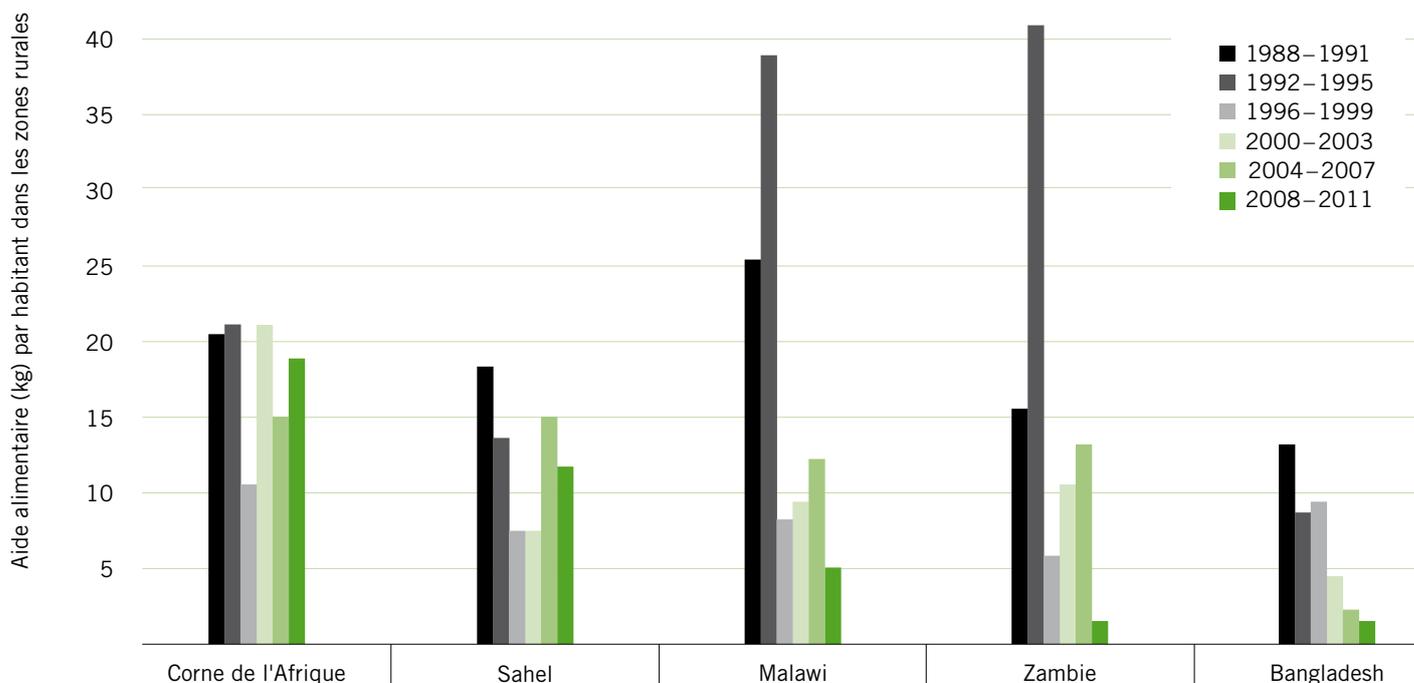
SAISONNALITÉ DE LA CACHEXIE (AFFAIBLISSEMENT PROFOND DE L'ORGANISME) INFANTILE 1998-2000



Source : adapté de Bloem, Moench-Pfanner et Panagides (2003).

Note : les données se rapportent aux ménages vivant dans les sous-régions les plus touchées par l'inondation de 1998. Les statistiques relatives à la cachexie concernent des enfants de 6 à 59 mois. Les données montrent également que l'incidence de la cachexie infantile a plus que doublé entre la saison excédentaire et la période de soudure. Réduire les effets nuisibles de la saisonnalité est l'une des mesures permettant d'améliorer la résilience.

GRAPHIQUE 3.2 ÉVOLUTION DE L'AIDE ALIMENTAIRE REÇUE ENTRE 1988 ET 2011



Source : calculs réalisés par les auteurs sur la base de statistiques du PAM (2013).

Notes : estimations par habitant = quantité d'aide alimentaire/population rurale totale (données de la Banque mondiale, 2013) en partant du principe que les bénéficiaires de l'aide alimentaire vivent en majorité dans les zones rurales. Les données sont lissées sur quatre années pour éviter la volatilité dans les séries statistiques. Les quantités sont mesurées en kilogramme d'équivalent céréale. En tant qu'indicateur de la résilience au niveau national, l'aide alimentaire doit être analysée avec précaution. L'un des inconvénients évidents de cet indicateur de résilience est que la quantité de denrées reçues peut refléter l'influence ou le poids politique du donateur ou du bénéficiaire et pas uniquement les besoins des populations. Par ailleurs, cet indicateur est par nature volatile bien que ce biais est pondéré en réalisant une moyenne statistique sur quatre ans.

Outre la nécessité d'avoir recours à des enquêtes systématiques, un enjeu statistique supplémentaire est à prendre en compte : la portée très vaste de la notion de résilience. Il s'agit véritablement d'un concept multidimensionnel dont les causes et les expressions sont nombreuses. De surcroît, certains facteurs peuvent être considérés non seulement comme des causes ou des sources, mais également comme des indicateurs de résilience. Voici une liste non exhaustive d'éléments qui sont vus à la fois comme des « facteurs de » et comme des « résultats de » : savoir-faire techniques, compétences et éducation adéquates, autonomisation des femmes, gestion durable des ressources naturelles, existence d'une source de revenus appropriée, bonne gouvernance, et accès aux infrastructures (Alinovi et al., 2010, USAID, 2012, Tulane et UEH, 2012, Vaitla et al., 2012). Le brouillage de la distinction entre cause et effet limite notre capacité à comparer ou à réfuter certaines hypothèses spécifiques (Frankenberger et Nelson, 2013).

Par ailleurs, cette longue liste de facteurs divers représente un véritable défi tant au niveau statistique que pour l'analyse scientifique. Certains de ces facteurs sont par définition difficiles à quantifier, comme

la gouvernance, la gestion des ressources naturelles et l'égalité entre les sexes. Plusieurs données sont qualitatives plutôt que quantitatives. Certains indicateurs doivent être mesurés au niveau du foyer, d'autres au niveau de la communauté ou à un niveau plus élevé encore. Enfin, certains éléments, comme d'ailleurs la définition du concept de résilience, ne peuvent pas être séparés d'un contexte ou d'une crise spécifique, ce qui limite la comparabilité des données d'un terrain d'enquête à l'autre. Certains facteurs concernent une discipline, par exemple l'économie, alors que d'autres sont liés à plusieurs disciplines (l'écologie, les sciences politiques, la sociologie). Comme nous l'avons dit, la plupart des indicateurs, sinon tous, doivent être mesurés par des enquêtes systématiques. Réaliser un suivi et des mesures efficaces de la résilience s'accompagne de nombreux défis pratiques et pourtant, seul le recueil de ces données statistiques permettra d'élaborer des réponses éclairées aux différents types de crises.

Analyse rétrospective

Face à ce sombre tableau – la complexité de la notion de résilience et les enjeux liés aux mesures et à la promotion du concept –, le défi est de taille pour les décideurs politiques et les acteurs du

développement. En effet, certains pays et régions vulnérables se sont retrouvés, à chaque crise, dans une situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire, et ce depuis plusieurs décennies. D'autres pays vulnérables ont toutefois gagné en résilience et l'on peut tirer de nombreuses leçons de leur expérience.

Le graphique 3.2 présente trois pays et deux sous-régions dont l'indice de la faim 2013 est élevé et qui sont exposés à des chocs climatiques. On y voit l'évolution de l'aide alimentaire – qui peut être considérée comme un indicateur de la résilience. Les données concernant l'aide alimentaire reflètent la conception communément admise qu'il existe une « crise permanente » au Sahel et dans la Corne de l'Afrique où la quantité de denrées distribuées n'a pas diminué depuis 25 ans. En revanche, le Malawi et la Zambie (deux pays où des programmes controversés de subvention aux engrais ont permis d'étendre largement la production de maïs) ont vu leur situation s'améliorer bien qu'il ne soit pas certain que ces efforts puissent être soutenus dans le temps. Enfin, le Bangladesh a réussi à réduire drastiquement sa dépendance à l'aide alimentaire. Entre le début des années 1990 et les années 2008–2011, l'aide alimentaire reçue par le pays a chuté de 85%, ce qui va dans le sens de ses succès économiques et sociaux (Economist, 2012) notamment une croissance fulgurante de l'agriculture (grâce à de nouvelles variétés de cultures, et d'autres intrants modernes), une baisse considérable du taux de natalité, la généralisation de l'éducation (en particulier des femmes), une révolution dans la microfinance et une création durable d'emplois en dehors du secteur de l'agriculture.

Dans certaines régions vulnérables, les progrès ont été très limités alors que d'autres pays exposés aux chocs semblent s'en être mieux sortis. Il y a beaucoup à apprendre des différences entre ces deux catégories. Les succès enregistrés au Bangladesh, au Malawi et en Zambie montrent bien que le renforcement de la résilience individuelle, communautaire et nationale en une seule génération est possible.

Vision prospective

De plus en plus d'opérateurs du développement et de l'humanitaire insistent sur l'importance de prendre en compte l'ensemble des composantes de la résilience. Longtemps, ils se sont efforcés de comprendre pourquoi certaines populations ont une meilleure capacité de résistance que d'autres lorsqu'elles sont confrontées à un stress

ou à un choc. La résilience est un concept ambitieux qui a été utilisé dans un nombre étonnamment important de disciplines. Son intégration progressive dans le domaine du développement est compréhensible ; en effet, des données de plus en plus nombreuses font état de l'interaction entre les chocs à court terme et le développement à plus long terme.

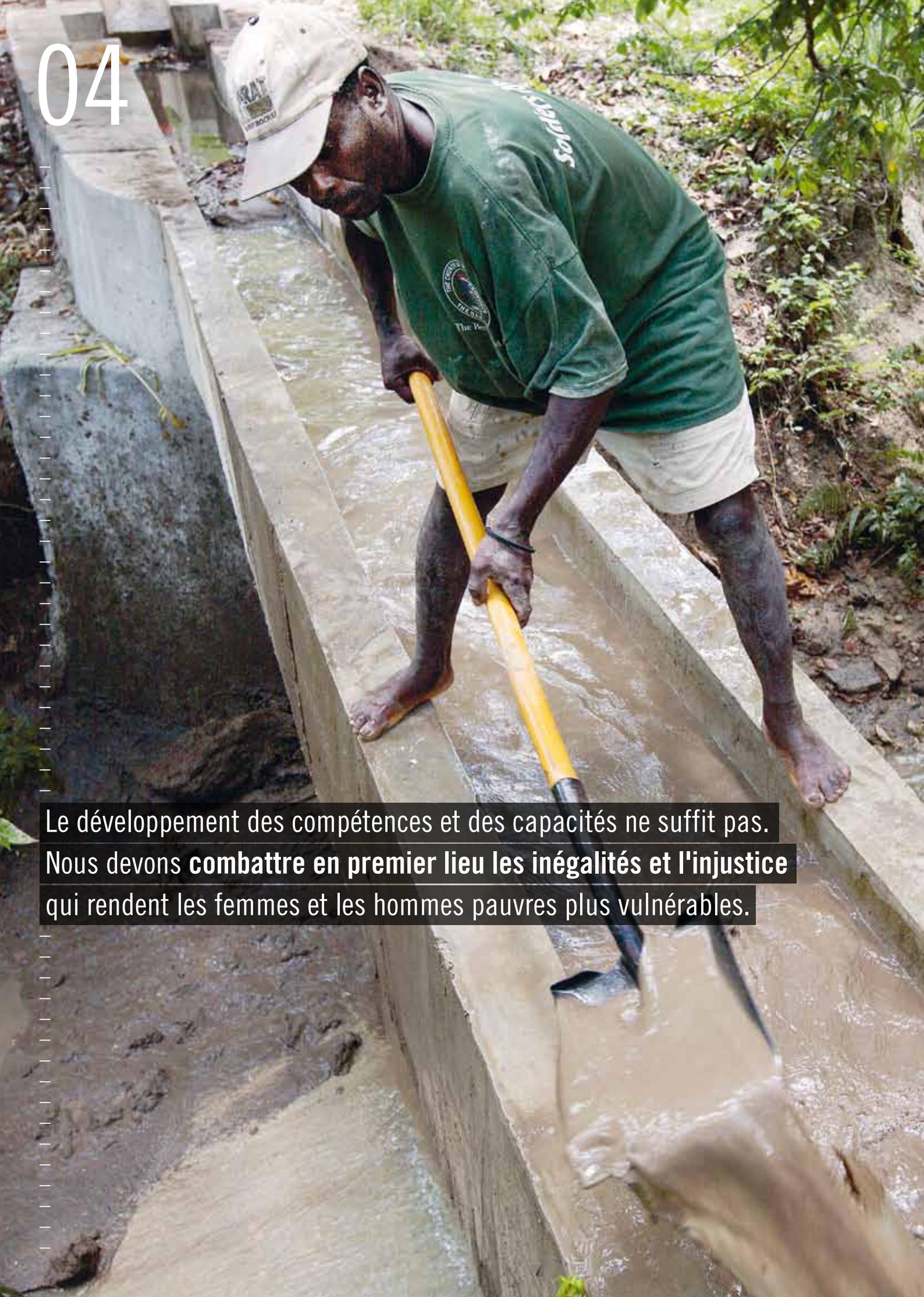
Or, s'il est vrai que les arguments en faveur la résilience comme cadre d'analyse sont convaincants, son application n'est pas toujours évidente. Il s'agit tout d'abord de dégager un consensus sur ce qu'est et n'est pas la résilience ; de savoir si la résilience est toujours souhaitable ou si elle peut avoir des effets préjudiciables. Le concept signifie-t-il simplement un retour à la normale ou doit-on prendre en compte les comportements d'adaptation et de transformation ?

La mesure et le suivi empirique de la résilience et de ses causes ne sont pas faciles. Bien davantage que la pauvreté chronique, la résilience est un concept dynamique qui exige des enquêtes systématiques, du moins dans les pays et régions exposés à des crises violentes et à des facteurs de stress. La nature multidimensionnelle du concept est un autre enjeu à intégrer. Il s'agit d'en analyser les implications sur le minutieux travail d'élaboration des enquêtes et sur la collaboration scientifique.

Enfin, concernant l'aspect programmatique et politique, la résilience comme paradigme doit transmettre une vision résolument nouvelle. Ce concept doit, d'une part, renouer le dialogue entre les secteurs traditionnellement cloisonnés de l'aide d'urgence et du développement et, d'autre part, répondre à la fois aux objectifs humanitaires et de développement.

Pour conclure, bien des efforts sont nécessaires pour améliorer et garantir la capacité des plus pauvres et des plus vulnérables d'assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle en absorbant les chocs, en s'adaptant et se transformant en réaction aux changements. Un travail en profondeur est indispensable afin de savoir si la théorie de la résilience peut être l'outil le plus performant pour parvenir à cette résilience. Quoiqu'il en soit, une chose est sûre : il existe un consensus croissant sur la nécessité d'éliminer les barrières entre les acteurs, les secteurs et les disciplines et, à présent, ce consensus doit se traduire en pratiques et politiques communes efficaces et à même de renforcer la résilience des populations les plus pauvres et vulnérables.

04



Le développement des compétences et des capacités ne suffit pas.
Nous devons **combattre en premier lieu les inégalités et l'injustice**
qui rendent les femmes et les hommes pauvres plus vulnérables.

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS À LA SOUS-ALIMENTATION

Tirer les enseignements du passé pour agir sur l'avenir

Comment éradiquer la faim ? C'est l'un des grands défis auxquels sont confrontés les acteurs du développement. Au fil du temps, il est devenu de plus en plus manifeste que l'approche traditionnelle, qui vise à apporter une aide temporaire, n'a pas toujours permis de protéger les plus démunis et les plus vulnérables contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Bien trop d'individus demeurent dans une situation précaire : une sécheresse, une inondation ou une mauvaise récolte suffisent à provoquer une famine. D'autres communautés peuvent voir leur accès à l'alimentation menacé par des conflits d'origine humaine.

Concern Worldwide et Welthungerhilfe, fort de leur expérience conjointe d'une centaine d'années dans la lutte contre la faim et la pauvreté à travers le monde, savent depuis longtemps que dans les régions où l'insécurité alimentaire est chronique et dans les zones de crise prolongée, les plus démunis et vulnérables ne sont pas en mesure de résister aux facteurs de stress auxquels ils sont soumis. Il est impossible de mener à bien des actions de développement efficaces à long terme pour lutter contre la faim et la pauvreté sans prendre en compte la gestion des risques associés aux catastrophes – en particulier sur une planète de plus en plus urbanisée, soumise à la dégradation environnementale, au changement climatique, aux pressions économiques telles que la volatilité des prix alimentaires et à la croissance démographique. Par conséquent, les efforts de renforcement de la résilience doivent s'inscrire dans une vision programmatique visant à aider les démunis et les personnes les plus vulnérables à préserver leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Afin de réfléchir au concept de résilience communautaire à la sous-alimentation – en particulier dans les zones rurales – ce chapitre présente les enseignements tirés des programmes intégrant le renforcement de la résilience dans différentes régions où Concern et Welthungerhilfe travaillent : Haïti, le Sahel et la Corne de l'Afrique. En Haïti, les difficultés concernent à la fois la disponibilité et l'accès à l'alimentation tandis qu'au Sahel et dans la Corne de l'Afrique les niveaux de sous-alimentation infantile extrêmes et durables témoignent d'un sérieux manque de résilience. Le « paradigme de la résilience » fait aujourd'hui partie intégrante du discours sur le développement de l'Afrique subsaharienne alors qu'il vient tout juste d'être intégré dans les réflexions sur Haïti. La valeur ajoutée de la programmation axée sur la résilience ressort très clairement de la longue expérience programmatique de Welthungerhilfe visant à assurer le lien entre l'urgence, la reconstruction et le développement en Haïti (encadré 4.1). Les projets réalisés par Concern en Ethiopie, au Kenya et au Niger – qui ont à leur tour inspiré la conception d'un nouveau programme au Tchad – en sont une preuve supplémentaire.

Note : ce chapitre, rédigé par Welthungerhilfe et Concern Worldwide reflète les points de vue de ces organisations. Il n'a pas pour objet de présenter les résultats d'études mais plutôt de montrer des exemples tirés de leur expérience sur le terrain.

Dans ce chapitre, la « résilience communautaire » dans le contexte des crises alimentaires chroniques est définie comme la capacité d'une communauté à anticiper, répondre à, faire face à et se rétablir après un traumatisme ou un stress qui contribue ou aggrave la sous-alimentation. La réaction doit être opportune et efficace et ne pas saper le bien-être des plus démunis ou leur espoir d'échapper à l'avenir à la faim et à la pauvreté. La résilience est donc la capacité à rebondir après une crise. La communauté doit notamment être en mesure de s'adapter à un environnement changeant et de plus en plus imprévisible en concevant de nouvelles alternatives pour subvenir à ses besoins par le biais de la formation et l'innovation. Si la situation devient insupportable et qu'un changement – voire une transformation radicale – des moyens de subsistance s'impose, cette dernière composante est essentielle.



María Marcela Peje Casimiro

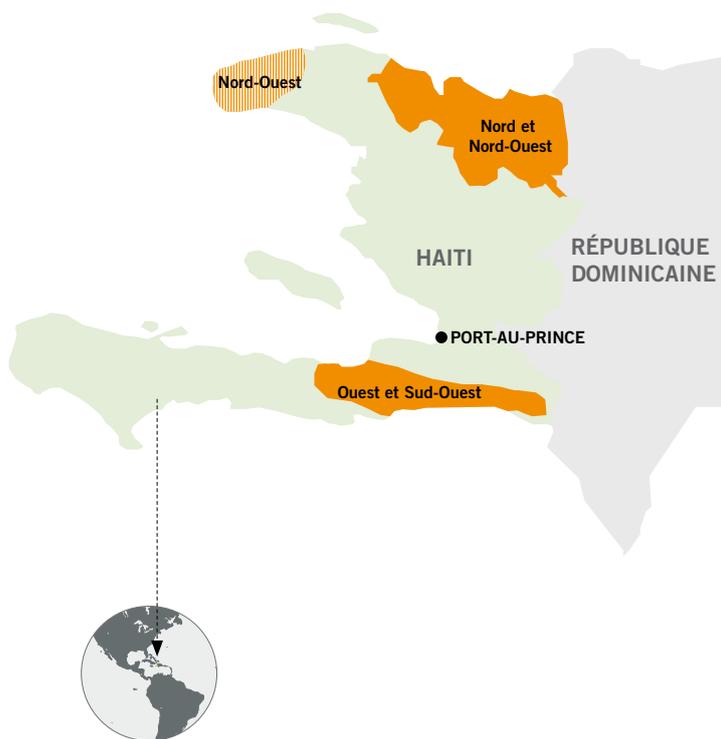
Province de Carhuaz, Pérou

« Nous avons déjà eu deux grands glissements de terrain qui ont inondé nos fermes, nos champs et nos maisons et ont détruit la route, mettant en péril notre accès à la nourriture. Après les inondations, nous avons vécu des moments difficiles car nous n'avions pas accès aux aliments et les dons qui nous sont parvenus n'étaient pas très utiles. Nous avons reçu de la nourriture que nous n'avons pas l'habitude de manger, des aliments étranges... »

« Nous avons commencé à construire des *queshus* (entrepôts) appartenant à la communauté. Ils sont situés en haut de la colline et nous y stockons nos récoltes de pommes de terre, de maïs et nos autres aliments. Cela nous permet de manger pendant les inondations ou lorsque nous en avons besoin. Nous devons augmenter le nombre de *queshus* afin d'être en sécurité, car nous sommes confrontés aux inondations et à l'apparition de maladies inconnues dans nos champs... Ainsi, nous pourrions éviter que nos enfants ainsi que l'ensemble de la population de notre communauté souffrent de la faim pendant les inondations. »

Développer la résilience communautaire aux crises alimentaires et nutritionnelles en Haïti

Après le séisme dévastateur de 2010, l'ensemble de la communauté internationale s'est porté au secours d'Haïti. En 2013, trois ans et demi plus tard, les bailleurs internationaux ont peu à peu réduit l'assistance post séisme, malgré l'extrême vulnérabilité du pays à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Bien que les dernières données en date témoignent d'une tendance positive¹, les sécheresses et les tempêtes qui ont frappé le pays en 2012 se sont une fois de plus traduites par l'aggravation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans un pays qui n'est pas seulement surexposé aux aléas naturels mais qui subit également des chocs et des facteurs de stress économiques, politiques et sociaux récurrents, l'analyse de la programmation à long terme à travers le « prisme de la résilience » apporte une valeur ajoutée.



LES ZONES DE PROGRAMMES DE WELTHUNGERHILFE EN HAÏTI

- Capitale et bureau régional
- Zones des projets
- ▨ Analyse d'impact 2000–2011

Sources : Welthungerhilfe et cartes officielles.

Comment expliquer le manque de résilience en Haïti ?

UNE PAUVRETÉ ENDÉMIQUE ET UNE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE PERSISTANTE.

En Haïti, la pauvreté est généralisée et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est chronique depuis plusieurs décennies. De 1990 à 2001, son GHI n'a que très peu progressé, passant d'un score de 33,9 à 25,8. En dépit de quelques améliorations récentes, Haïti reste confiné dans le groupe des pays dont le score GHI est jugé « alarmant » (en 2013, son score est de 23,3), principalement à cause de la pauvreté endémique qui limite fortement l'accès des ménages à une alimentation suffisamment nourrissante. Plus de 50% des ménages haïtiens sont plongés dans l'extrême pauvreté et vivent avec moins d'un dollar par jour (Glaeser, Horjus et Strother, 2011).

LES CHOCS NATURELS ET LES FACTEURS DE TENSIONS SOCIO-POLITIQUES.

En 2012, Haïti était classé comme le pays le plus soumis aux risques liés au changement climatique (Maplecroft Global Risk Analytics, 2011). En 2011, Haïti avait subi 34 chocs majeurs en seulement dix ans (Glaeser, Horjus, et Strother 2011, 23). Outre ces catastrophes à grande échelle, des sécheresses localisées, des inondations, des glissements de terrain et d'autres chocs mineurs à intervalles réguliers érodent la résilience des communautés et des ménages. Plus de la moitié des ménages touchés par le séisme de 2010 étaient déjà endettés et 95% de ces dettes avaient été contractées pour faire face à des dépenses alimentaires (Haiti, 2010). Par ailleurs, aux risques environnementaux s'ajoutent les défis politiques : on constate une mauvaise gouvernance dans les quatre domaines généralement utilisés pour identifier les Etats fragiles – la sécurité, le système social, le droit constitutionnel et la promotion du développement économique (Radtke, 2010).

UNE ÉCONOMIE DE L'URGENCE.

La communauté internationale est sans doute passée à côté d'une occasion de contribuer au renforcement du secteur public, qui aurait pu jouer un rôle de premier plan dans la mise en place d'un cadre politique axé sur le renforcement de la résilience. L'expérience d'Haïti et d'autres pays montre que l'aide au renforcement des institutions publiques est plus efficace lorsqu'elle transite par ces institutions. Cette idée est tout à fait cohérente avec les droits humains et les principes de l'efficacité de l'aide. Pourtant, seul 1% de l'aide d'urgence post séisme et 12% de l'aide à la reconstruction ont été directement affectés au gouvernement à travers des systèmes nationaux (Nations Unies, 2013^a). Au vu des enveloppes considérables allouées après chaque catastrophe et de l'absence – semble-t-il – d'une solution alternative en Haïti, les ONG internationales et les consultants en

¹ L'Enquête Démographique et Sanitaire (EDS) 2012 en Haïti n'a pas été prise en compte dans le GHI 2013, le rapport n'étant pas encore disponible pendant la collecte des données. L'enquête fait état d'améliorations tangibles par rapport à l'EDS Haïti 2005-2006 (Cayemittes et al. 2007, 2013). Les données de la FAO concernant la sous-alimentation et l'apport énergétique alimentaire par habitant montrent également une tendance positive au cours des dernières années.

ENACDRÉ 4.1 WELTHUNGERHILFE EN HAÏTI

Welthungerhilfe est présent en Haïti depuis près de 40 ans. L'organisation soutient des partenaires et des projets dans le domaine de l'agroforesterie et de la gestion des bassins versants, l'amélioration des infrastructures rurales (irrigation et routes), la préparation aux catastrophes et le renforcement de la société civile. En 2011, elle a commandité une évaluation d'impact externe de 10 années de programmation dans le département du Nord-Ouest d'Haïti, l'une des régions où l'insécurité alimentaire est la plus criante.

développement continuent d'accepter de prendre en charge la prestation de services publics et la création d'emploi. Au lieu de renforcer le gouvernement et la société civile haïtienne, ils ont contribué à saper leur légitimité, à enfermer le pays dans une « logique humanitaire » et à le rendre dépendant à l'aide (Haiti Grassroots Watch, 2010).

Le rôle de l'agriculture pour la résilience communautaire

La plupart des populations démunies et dans une situation d'insécurité alimentaire vivent dans des zones rurales. Les petits agriculteurs, confrontés à des difficultés structurelles, sont encore obligés d'acheter la majorité de la nourriture qu'ils consomment (Glaeser, Horjus, et Strother 2011, 10).² C'est pourquoi, les politiques agricoles doivent jouer un rôle clé pour renforcer la résilience communautaire aux enjeux de sécurité alimentaire.

UNE MAUVAISE PRODUCTIVITÉ, UNE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE FRAGMENTÉE ET DES PRATIQUES NON VIABLES. Bien que le pays jouisse d'un climat propice à l'agriculture, les rendements céréaliers moyens sont bien plus faibles en Haïti que dans ses voisins des Caraïbes tels que Cuba et la République Dominicaine (tableau 4.1).

Pourquoi les rendements céréaliers des agriculteurs haïtiens sont-ils plus bas que dans les pays voisins ?

La plupart des petits agriculteurs haïtiens cultivent sur les hauteurs et ne disposent que d'exploitations réduites, constituées de lopins de terre dispersés. En vertu du droit de succession haïtien, plusieurs héritiers se partagent les terres, ce qui conduit à une fragmentation progressive des propriétés foncières et à des incertitudes quant au régime d'occupation des terres. Cette situation a permis aux gros agriculteurs, ainsi qu'aux sociétés industrielles et minières, d'acquérir des terres fertiles (Cadre de Liaison Inter-ONG Haïti, 2013).

Du fait de la qualité médiocre de leurs terres et de l'exposition constante aux aléas climatiques et environnementaux, la plupart des petits agriculteurs misent sur la réduction des risques, et non sur l'augmentation leur production, comme stratégie de survie pour protéger leur sécurité alimentaire. Afin de mieux gérer les risques et d'échelonner les moissons, ils adoptent une stratégie de diversification de leur portefeuille foncier et de leurs systèmes de cultures.

² Sur 100 individus qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins fondamentaux, 77 sont originaires de zones rurales, 9 viennent de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et 14 d'autres zones urbaines. Selon l'Évaluation Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire, en 2007 les ménages ruraux ont acheté 68% de leurs denrées alimentaires, ce qui représente 59% de leurs dépenses totales (Glaeser, Horjus et Strother, 2011, 10).

TABLEAU 4.1 RENDEMENTS CÉRÉALIERS MOYENS À CUBA, EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET EN HAÏTI 1993–2011

Pays	Rendements céréaliers moyens (kilogrammes/hectare)			
	1993–1997	1998–2002	2003–2007	2008–2011
Cuba	1859	2632	2874	225
République Dominicaine	3832	4073	4052	3299
Haïti	947	912	947	941

Source : Banque mondiale (2013a).

Notes : le rendement céréalier, mesuré en kilogrammes par hectare de terre récolté, inclut le blé, le riz, le maïs, l'orge, l'avoine, le seigle, le millet, le sorgho, le sarrasin et les grains mélangés. Les données sur la production céréalière portent sur les récoltes de grains secs uniquement. Les cultures de céréales récoltées comme le foin ou la pelouse utilisée comme nourriture, aliment pour animaux ou ensilage ainsi que les céréales utilisées comme pâturage sont exclues du calcul. La FAO alloue des données de production sur une année civile au cours de laquelle a lieu la majorité des récoltes. La plupart des récoltes réalisées en fin d'une année seront utilisées au cours de l'année suivante.

Alozio Businge

District de Kabarole, Ouganda



« Avant, je travaillais comme surveillant pour Health, Water and Sanitation (HEWASA), une organisation non gouvernementale. En 2002, j'ai eu un accident de voiture en me rendant au travail. J'ai été alité durant une année entière et j'ai évidemment perdu mon emploi. Je suis handicapé et sans activité. Je ne peux plus subvenir aux besoins de ma famille comme auparavant. La vie est très difficile pour moi... »

« Le gouvernement et les ONG devraient sensibiliser les gens en âge de travailler sur leur attitude trop exclusive envers le travail salarié et commencer à promouvoir le travail indépendant comme une alternative pour leur avenir. Le gouvernement doit prendre des mesures strictes afin de contrôler la croissance de la population (par exemple, trois enfants maximum par famille). Dans le cas contraire, la situation deviendra rapidement incontrôlable. »

Guillermo Pacotaype

District de Chuschi, Pérou



« Afin de garantir mes récoltes et d'éviter d'éventuels dégâts causés par le climat, le projet ECOCLIMA m'a formé à la gestion des risques. J'ai commencé à cultiver mes plantes sur des parcelles séparées dans des zones écologiques différentes. Ainsi, si je perds les récoltes dans une parcelle, je peux encore faire une bonne récolte dans les autres. »

Parallèlement, la pression démographique et la pauvreté obligent les populations rurales à se tourner vers des pratiques qui augmentent les risques auxquels elles sont exposées, notamment la déforestation qui dégrade l'environnement, participe à l'érosion des sols et provoque des pénuries hydriques. De surcroît, à cause de la pénurie de terres agricoles, les agriculteurs cultivent de plus en plus sur des versants escarpés dont le sol est particulièrement fragile – une pratique qui aggrave l'érosion et la dégradation des terres.

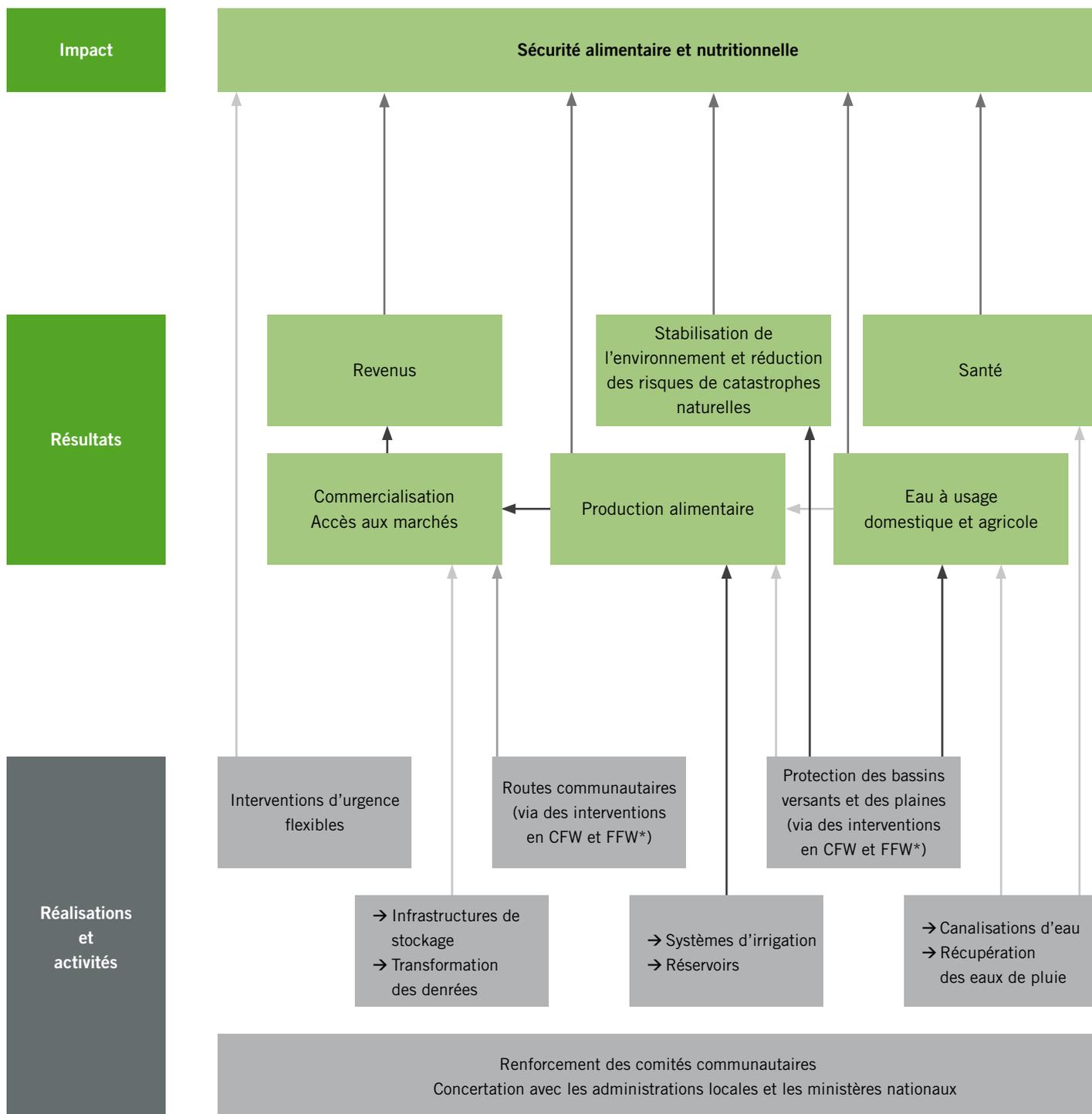
Outre le déclin de la taille de leur exploitation et le niveau élevé de risque auquel ils sont exposés, les petits exploitants font face à des contraintes supplémentaires, notamment l'absence d'investissements qui se traduit par un faible développement des techniques agricoles et des infrastructures inadaptées, un fort exode rural, un accès difficile aux marchés appropriés et une sous-représentation dans les débats politiques.

DES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES DÉFAVORABLES AUX PETITS PRODUCTEURS. Après l'ouragan Sandy qui a ravagé le pays en 2012, le gouvernement haïtien a réaffirmé son engagement en faveur d'une réforme agraire, annonçant des plans d'action pour augmenter les capacités en vue de fournir 60 à 70% des besoins alimentaires de la population haïtienne en 2017 (AlterPresse, 2012 ; Joseph, 2013). Or, pour le moment, seul le soutien à l'industrie agro-alimentaire à grande échelle est patent alors que les investissements dans la régénération de l'environnement haïtien et dans l'agriculture durable – qui profite aux petits agriculteurs et permet de nourrir les communautés locales – restent limités.

Certains observateurs affirment que les bailleurs, en particulier le Fond Monétaire International, la Banque mondiale et les États-Unis continuent d'encourager activement un développement tiré par l'industrie agro-alimentaire et axé sur l'exportation (Kennard, 2012), conception lancée dans les années 1980 avec les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Or, ces programmes n'ont pas stimulé une croissance généralisée de l'agriculture haïtienne ; au contraire, ils ont avantagé une élite et entraîné une dépendance aux importations. Cette dépendance a ensuite été accentuée par les vastes programmes de distribution alimentaire qui ont fait entrer des denrées supplémentaires sur le marché haïtien sans prendre en compte la production locale et les capacités d'auto-assistance des communautés. Par ailleurs, certaines politiques préjudiciables – les droits de douane à l'importation de riz sont notamment très bas³ – empêchent les agriculteurs locaux de

³ Au milieu des années 1990, le président américain Bill Clinton a soutenu des réductions considérables des droits de douane sur les importations de riz provenant des États-Unis. Le 10 mars 2010, il s'est exprimé devant le Comité des Relations Étrangères du Sénat dans les termes suivants : « Cette mesure a peut-être bénéficié à certains agriculteurs de l'Arkansas mais elle n'a pas fonctionné. C'était une erreur. » (Democracy Now 2011).

GRAPHIQUE 4.1 CHAÎNE D'IMPACT DU PROGRAMME DÉPLOYÉ DEPUIS 10 ANS DANS LE DÉPARTEMENT NORD-OUEST D'HAÏTI



Source : adapté de Kundermann (2012).

Notes : CFW = Programme de travail contre paiement (cash for work). FFW = Programme de vivres contre travail (food for work) Ces programmes fournissent également un revenu temporaire. La taille de la flèche reflète le degré d'incidence réelle.

concurrer les importations bon marché. Cette dépendance aux importations rend les Haïtiens particulièrement sensibles aux fluctuations des prix alimentaires sur le marché mondial et aggrave l'insécurité alimentaire des plus démunis.

Par ailleurs, une approche transversale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle fait encore défaut, ce qui représente un défi supplémentaire : le Ministère de l'Agriculture s'occupe de la sécurité alimentaire alors que le Ministère de la Santé est responsable de la nutrition. Pour le moment, nul ne sait si la décision d'Haïti de rejoindre l'initiative internationale Renforcement de la Nutrition (Scaling Up Nutrition – SUN), recevra le soutien politique nécessaire dans tous les secteurs pour lutter contre la malnutrition.

Le programme de Welthungerhilfe et son impact

En Haïti, le département du Nord-Ouest est l'une des zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire structurelle. Plus de 90% de ses habitants dépendent d'une agriculture de subsistance pour subvenir à leurs besoins. Welthungerhilfe travaille dans la région depuis 1993, en particulier sur la problématique de la sécurité alimentaire intégrée et, depuis 2003, sur l'utilisation durable des ressources en eau pour garantir la sécurité alimentaire et améliorer les conditions de vie. Étant donné le contexte régional, Welthungerhilfe, à travers son programme de travail, a concentré ses efforts sur l'amélioration de la disponibilité des denrées alimentaires, laissant les questions liées à la nutrition au second plan. Au total, 21 projets financés par différents bailleurs ont été exécutés entre 2000 et 2011, permettant de toucher 37 000 ménages.

Le travail de Welthungerhilfe dans cette région permet de tirer d'importants enseignements. Même si son objectif déclaré n'était pas de renforcer la résilience communautaire à la sous-alimentation, il a permis d'augmenter la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en s'attaquant de manière cohérente à ses causes structurelles et, parallèlement, en faisant un usage réfléchi des instruments d'urgence tels que les programmes de « vivres contre travail » ou de « travail contre paiement ». L'analyse de nos projets à travers le prisme de la résilience permet d'identifier les facteurs de résilience essentiels afin d'améliorer la programmation de demain.

Le programme mis en œuvre dans le département du Nord-Ouest comprenait plusieurs volets pour protéger, de manière globale, un bassin versant donné, assurer l'accès aux zones reculées et fournir un système d'irrigation et d'approvisionnement en eau aux ménages de ces zones. Dès son lancement, le programme prévoyait des mécanismes de financement flexibles destinés à des interventions rapides afin de répondre aux besoins urgents en cas de catastrophe naturelle (Kundermann, Excéus et Almqvist, 2012).

Le graphique 4.1 illustre les objectifs et les résultats du programme. Il montre que les différents types d'intervention et les niveaux de programmation sont intrinsèquement liés.

L'évaluation externe du programme a mis à jour les impacts directs et indirects suivants entre 2000 et 2011 :

- En dépit des nombreux chocs et crises pendant cette période, 4800 ménages ont pu renforcer durablement leur sécurité alimentaire, en particulier grâce à l'accès aux systèmes d'irrigation et d'approvisionnement en eau ainsi qu'à des zones de culture protégées à fort rendement.
- Les revenus des ménages ont augmenté grâce à la croissance de 50 à 200% des rendements agricoles. Une telle hausse des rendements a notamment été possible grâce aux systèmes d'irrigation, aux mesures de protection des sols, à l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et à un meilleur accès aux marchés du fait de la construction de pistes rurales.
- Outre une meilleure disponibilité et un accès facilité aux denrées alimentaires, nombre de ménages consomment également des denrées de meilleure qualité. La consommation de légumes a progressé grâce à l'irrigation et la diversification des cultures. En outre, l'accès à une eau potable a amélioré la nutrition et la santé des populations (le taux d'incidence de la diarrhée a chuté de 20%).
- Au cours de cette période, on estime que les pénuries alimentaires pendant des crises aiguës ont diminué de 30 à 50%, surtout grâce à l'introduction des programmes de « vivres contre travail » et de « travail contre paiement » bien ciblés et flexibles dans des situations d'urgence. Par conséquent, les ménages ont pu éviter des stratégies de survie dommageables telles que la vente d'animaux, la perte d'actifs, ou encore la production de charbon de bois qui ne ferait qu'aggraver la déforestation.

Les ingrédients de la résilience

En analysant les programmes d'actions à l'aune du concept de résilience on constate que plusieurs éléments permettent d'augmenter la résilience des communautés à la sous-alimentation.

- Le programme, en s'attaquant à plusieurs des facteurs structurels sous-jacents de la vulnérabilité (notamment l'inadéquation des infrastructures et des techniques ainsi que la difficulté d'accéder aux marchés), multiplie les chances que les populations s'affranchissent durablement de la pauvreté et de la faim. Pour continuer à renforcer la sécurité nutritionnelle, une analyse détaillée spécifiquement axée sur la vulnérabilité doit être menée au niveau local.
- Même si l'objectif principal était de garantir une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, les interventions visaient également à atténuer les risques de catastrophes et à anticiper les chocs et facteurs de stress – glissements de terrains, inondations ou séismes –, d'y répondre et de les surmonter. L'action à long terme et la continuité de ce programme, en

particulier concernant le plan stratégique et le personnel en place ont permis de réagir à une crise aiguë avec des projets axés sur le développement. L'une des clés du succès a été une analyse en profondeur des capacités d'auto-assistance après chaque crise, assortie d'une stratégie de soutien lorsque ces capacités faisaient défaut. Un financement d'urgence souple et bien ciblé visant à combler les lacunes a aidé la communauté à poursuivre ses objectifs de développement à long terme. Il est fort probable que les risques naturels dans le département du Nord-Ouest d'Haïti se perpétuent. Dans ce contexte, l'aide humanitaire judicieusement ciblée revêt une importance particulière mais la protection sociale et l'assurance contre les risques doivent être prises en charge à un niveau plus élevé, par les institutions nationales, la société civile et les grands bailleurs, sans quoi les interventions d'urgence – si elles sont réalisées de manière inadéquate – risquent de miner les capacités d'auto-assistance, enfermant Haïti dans le piège de l'assistance humanitaire.

- Le programme a favorisé l'émergence de comités locaux, notamment des associations de gestion de l'eau qui peuvent, à moyen ou long terme, fédérer une société civile rurale plus organisée et donc mieux à même d'atténuer les risques collectivement. Les comités demeurent encore aujourd'hui fragiles mais une collaboration prolongée avec le gouvernement sera essentielle, même après la fin du programme, afin de leur garantir un soutien institutionnel.
- Le programme s'alignait sur les politiques nationales dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, de l'eau potable, de l'hygiène, de la sécurité alimentaire, de la protection de l'environnement et de la réduction des risques naturels. Grâce à une étroite collaboration avec les structures nationales et les administrations communautaires, la capacité de planification des mesures d'urgence et l'efficacité s'en trouvent renforcées.

Tous ces éléments ont permis de renforcer la résilience communautaire à la sous-alimentation dans le Nord-Ouest d'Haïti. Fort de son engagement durable et soutenu dans la région, Welthungerhilfe est désormais convaincu que les projets qui permettent de développer des politiques axées sur le renforcement de la résilience et le suivi de la mise en œuvre de ces politiques devraient être utilisés pour renforcer la responsabilité et le rôle moteur du gouvernement, ce qui peut être réalisé en partenariat avec d'autres ONG et en soutenant les organisations de la société civile haïtienne. La conférence organisée par Welthungerhilfe, « Haïti au-delà de l'urgence : les Haïtiens, acteurs de leur propre développement », qui s'est tenue à Port-au-Prince en décembre 2012 a permis un dialogue entre la société civile haïtienne et le gouvernement. Il s'agit d'un premier pas en avant qui permettra à la population de peser davantage sur les choix de développement de leur pays. Cette conférence a souligné que la société haïtienne devait être le principal moteur de son propre développement durable et de la consolidation d'un environnement résilient.

ENCADRÉ 4.2 QUELQUES PRINCIPES POUR ÉLABORER DES PROGRAMMES DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE

Quelques principes pour élaborer des programmes de renforcement de la résilience :

- Pour chaque projet, réaliser une étude relative aux risques assortie d'une analyse et d'un plan d'action qui prennent en compte les incertitudes à venir et le scénario le plus pessimiste.
- Réduire les causes de vulnérabilité en consolidant les actifs des communautés et en soutenant les moyens de subsistance durables.
- Lutter contre les facteurs d'inégalité.
- Développer les capacités d'absorption et d'adaptation des communautés, notamment en améliorant l'accès aux filets de sécurité et à la protection sociale.
- Soutenir le déploiement de capacités supplémentaires pour des interventions d'urgence efficaces et opportunes.
- Encourager la bonne gouvernance institutionnelle et instiller une culture de l'innovation et de l'apprentissage.

La résilience communautaire au Sahel et dans la Corne de l'Afrique

Concern estime que les populations extrêmement démunies disposent de peu d'actifs ou en tirent un bénéfice limité. À cause des inégalités structurelles, des risques et vulnérabilités, elles ne réussissent pas à s'affranchir de la pauvreté. Pour résoudre ces problèmes et surmonter ces obstacles, des mesures s'imposent : il s'agit de renforcer et entretenir les actifs, soutenir l'égalité et la résilience. Ce sont là des conditions sine qua non pour aider les populations à sortir de l'extrême pauvreté et éliminer la faim.

Tirer des leçons de l'expérience de la région de Tahoua au Niger

Concern travaille depuis plus de dix ans au Niger où plus de 300 000 enfants suivent un traitement contre la malnutrition. Par ailleurs, en moyenne 1 à 3 millions de personnes sont dans une situation d'insécurité alimentaire chaque année. Les moyens de subsistance des plus démunis sont soumis à une forte pression du fait de la dégradation environnementale continue, l'état avancé de désertification, les invasions de nuisibles et

les réponses inadaptées aux cycles des sécheresses de plus en plus courts. Les chocs répétés ont appauvri les ménages ruraux. La malnutrition chronique, en augmentation depuis 20 ans, est devenue endémique. En moyenne, une récolte sur trois s'avère médiocre. Les agriculteurs et les populations agro-pastorales sont les plus touchés. Souvent, ils sont incapables de répondre à leurs besoins en alimentation pendant la période de soudure qui dure cinq mois, de mai à septembre. Entre avril 2010 et septembre 2012, Concern a dû intervenir dans plusieurs crises nutritionnelles dans la région, et a mené en parallèle trois projets de recherche pendant trois périodes de famine : avril à décembre 2010 (Aker et al.), mai à décembre 2011 (Aker et Nene, 2012) et juillet à septembre 2012 (Bliss, 2012). Ces interventions et études ont surtout analysé l'incidence des transferts monétaires sur la nutrition et sur d'autres marqueurs de pauvreté. On peut tirer les conclusions suivantes des recherches menées au Niger sur la question :

1. À court terme, les transferts d'argent semblent avoir des conséquences positives sur le plan nutritionnel : ils permettent aux populations d'augmenter la fréquence des repas des enfants et de consommer davantage de légumineuses. Une grande partie des transferts monétaires sert à l'achat de denrées alimentaires mais, les dépenses alimentaires dépendent essentiellement de la disponibilité des denrées. Selon les conditions locales, il faut donc privilégier soit la distribution de nourriture soit les transferts d'argent.

2. Si l'objectif du programme est d'améliorer ou de préserver l'état nutritionnel, les transferts financiers doivent s'accompagner d'autres interventions qui s'attaquent aux causes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire.

3. Le développement et le suivi d'indicateurs de nutrition et de sécurité alimentaire tels que le nombre de jours de famine, l'indice de diversité des régimes alimentaires, les taux de malnutrition aiguë globale peuvent contribuer au suivi des différents usages des transferts financiers et à mesurer la réussite du programme.

Ces conclusions ont à leur tour montré que les transferts financiers et les programmes d'amélioration de la nutrition destinés à répondre aux besoins des populations lors des disettes saisonnières ne suffisent pas pour renforcer la résilience des populations aux famines périodiques. Ils doivent s'accompagner d'interventions ciblées sur le développement à long terme pour améliorer la capacité d'absorption et les stratégies de survie. Ces données contribuent à perfectionner nos programmes et notre pratique au Niger et dans d'autres pays.

Les enseignements tirés de la région du Wollo et du Wolaita en Éthiopie

Dans le Dessie Zuria woreda (le district de Dessie Zuria), situé au sud de la province du Wollo, dans la région Amhara, 54% de la population



présentent un retard de croissance, contre 44% en moyenne en Ethiopie. Dans ce district où environ 40% de la population dépend des filets de sécurité sociaux, l'insécurité alimentaire est chronique. Selon les enquêtes annuelles, entre 2000 et 2010 la prévalence de la malnutrition aiguë globale n'est passée qu'une seule fois sous la barre des 10%.

Les moyens de subsistance des populations rurales, surtout les plus démunies, sont souvent soumis aux risques et sont vulnérables aux chocs. La variabilité du climat, les pathologies affectant les hommes et le bétail, les nuisibles, les inondations et les glissements de terrain représentent des risques qui peuvent ébranler la capacité des populations à subvenir à leurs besoins. En 2011, 86 359 ménages ruraux dans la zone de Wolaita (Région des Nations, Nationalités et Peuples du Sud – SNNPR) ont dû faire face à des pénuries alimentaires pendant plus de six mois et nombre d'entre eux se sont trouvés dépendants du Programme de filet de sécurité productif lancé par le gouvernement. Outre ce programme, les communautés vulnérables avaient recours à d'autres stratégies de survie telles que la mendicité, la consommation de baies sauvages et le travail journalier.

Depuis plusieurs années, Concern réalise un éventail de projets en Ethiopie (dans le domaine de l'aide humanitaire et/ou du développement), allant des interventions d'urgence aux programmes de renforcement du système de santé. Au fil du temps, le personnel de Concern en Ethiopie a compris qu'il était essentiel de garantir la résilience des communautés par le biais d'interventions multisectorielles alignées sur les stratégies du gouvernement éthiopien. Cette approche intégrée a permis de renforcer la capacité d'adaptation des communautés vulnérables face aux chocs brutaux et aux stress qui débouchent sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à court terme ; en outre, elle leur a permis de faire face aux tendances et aux changements durables, tels que la dégradation environnementale qui provoque la famine chronique et la malnutrition.

Notre travail en Ethiopie nous a enseigné qu'il est essentiel de :

- Recourir à une approche multisectorielle pour maximiser les relations entre la nutrition et d'autres secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'eau et l'assainissement ainsi qu'avec les questions de genre.
- Passer par la coordination institutionnelle et les arrangements administratifs existants pour promouvoir la durabilité et permettre à toutes les parties prenantes de se sentir impliquées dans le projet.
- Cartographier en temps réel les conséquences des interventions sur la résilience des populations pour produire des données. Cela permet de créer de nouveaux programmes plus efficaces, de développer la recherche et l'innovation et de disséminer les découvertes afin d'influencer le changement de politiques.
- Promouvoir des moyens de subsistance résilients en s'attaquant aux facteurs de risques environnementaux et en ayant recours aux

technologies et aux pratiques de réduction des risques naturels pour encourager une production alimentaire durable.

- S'attaquer aux inégalités hommes-femmes qui entravent le développement de la résilience. N'oublions pas, par exemple, que les femmes sont plus exposées aux catastrophes que les hommes (Neumeyer et Plümper, 2007) et qu'elles jouent un rôle différent pour ce qui est d'encourager une culture de la résilience aux catastrophes.
- Mettre en place un programme d'urgence et définir les capacités de déploiement rapide permettant de réagir à des catastrophes à petite échelle et de fournir une réponse initiale aux catastrophes plus graves. Soutenir les collectivités locales en mettant en place des systèmes d'alerte précoce et en communiquant, même lors de catastrophes mineures, afin de s'assurer que la sécurité alimentaire n'est pas menacée par les effets cumulatifs de chocs et facteurs de stress moins préoccupants.

Mettre en place un programme d'urgence et définir les capacités de déploiement rapide permettant de réagir face à des catastrophes à petite échelle et de fournir une réponse initiale aux catastrophes plus graves. Soutenir les collectivités locales en mettant en place des systèmes d'alerte précoce et en communiquant, même lors de catastrophes mineures, afin de s'assurer que la sécurité alimentaire n'est pas menacée par les effets cumulatifs de chocs et facteurs de stress moins préoccupants.

L'expérience du district de Moyale au Kenya

Depuis 2006, Concern a lancé plusieurs séries d'initiatives intégrées pour renforcer la résilience des communautés pastorales du district de Moyale, au nord du Kenya. Les sécheresses ont par le passé rogné les actifs des ménages, notamment en 2006 et 2009, réduisant la taille des cheptels et laissant des traces sur la santé des individus. De ce fait, les pasteurs de Moyale ont vu leurs capacités d'adaptation drastiquement réduites. Or, l'évaluation du programme de Concern a révélé que les taux de malnutrition aiguë sévère ont chuté de 50% au début de l'année 2011 alors que dans les zones voisines ils avaient plus que triplés (tableau 4.2) (Erasmus, Mpoke et Yishak, 2012). En outre, le taux de malnutrition aiguë global a augmenté bien plus lentement que dans les districts alentours.

Plusieurs facteurs ont permis de réduire le taux de malnutrition aiguë sévère dans le district de Moyale entre 2010 et 2011 :

- 1. Le renforcement progressif de la résilience communautaire** grâce à des interventions multisectorielles et adaptées au contexte, par exemple l'introduction de cultures sèches (parallèlement au pastoralisme) ; la production de choux frisés, d'oignons, de tomates et de fruits ; l'introduction d'espèces résistant à la sécheresse telles que le manioc ; le perfectionnement des systèmes d'irrigation ; la

diversification des cheptels ; la gestion des grands pâturages ; l'apaisement des conflits liés à l'accès aux prairies ; et un meilleur accès à l'eau.

2. Le renforcement des capacités du gouvernement à répondre aux crises nutritionnelles en soutenant l'Équipe de Gestion Sanitaire du District par le biais de formations techniques du personnel ; la mise en place de protocoles techniques et de systèmes de suivi de la qualité des soins ; la mise en place de mesures ayant les retombées les plus substantielles sur la mortalité ; l'amélioration de la gestion budgétaire ; l'établissement de seuils, stratégies et protocoles facilitant l'intensification et la réduction progressive des activités ; et le suivi de la situation pour identifier les points charnières et savoir quand intensifier le travail.

3. Une intensification rapide des interventions touchant à la nutrition dès que les systèmes d'alerte l'exigent.

4. Une coordination entre Concern, les services locaux du gouvernement kenyan, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et World Vision (qui fournit une ration alimentaire essentielle destinée aux enfants souffrant de malnutrition).

Le développement de la résilience communautaire au Tchad

L'intérêt pour la mise en place de systèmes résilients au niveau communautaire n'est plus à démontrer mais les données rigoureuses sur les meilleurs types d'interventions sont malheureusement rares. Afin de combler ce déficit de connaissances, Concern a constitué un partenariat avec le Feinstein International Centre (FIC) de l'Université de Tufts pour évaluer scrupuleusement son programme « Résilience

Communautaire à la Malnutrition Aiguë » (Community Resilience to Acute Malnutrition - CRAM) mis en œuvre à l'est du Tchad. Il s'agit, par ailleurs, de recueillir des données pour contribuer aux débats internationaux sur le concept de résilience.

En s'appuyant sur des connaissances acquises grâce à d'autres programmes, Concern a conçu au début de l'année 2012, un plan d'action sur trois ans comprenant des interventions axées sur l'eau, la nutrition, la réduction des risques de catastrophes, la protection des moyens de subsistance et la lutte contre les inégalités. L'objectif du programme était d'améliorer la santé globale, la nutrition et d'assurer les moyens de subsistance des populations rurales du Dar Sila à l'est du Tchad tout en renforçant leur résilience aux chocs.

Entre 2005 et 2010, une partie de la population de la région du Sila a été déplacée à cause des conflits qui faisaient rage de part et d'autre de la frontière tchado-soudanaise. La région est à présent plus sûre mais l'insécurité alimentaire reste présente, notamment à cause du régime imprévisible des précipitations, des flambées des prix du marché, les actifs limités des communautés et des ménages. De surcroît, les communautés n'ont pas véritablement de solutions alternatives pour subvenir à leurs besoins. La population est vulnérable aux chocs : elle a enduré de mauvaises récoltes en 2009, des inondations ponctuelles en 2010 et des moissons de nouveau considérablement inférieures à la moyenne en 2011, en particulier à cause d'attaques de nuisibles et de pluies erratiques. Ces événements ont participé à l'épuisement des stocks et à des pénuries alimentaires ; les ménages sont donc encore plus vulnérables aux catastrophes à venir.

TABLEAU 4.2 ÉVOLUTION DES TAUX DE MALNUTRITION DANS TROIS DISTRICTS AU KENYA, 2010–2011

District	Malnutrition aiguë globale			Malnutrition aiguë sévère		
	Taux en 2010 (%)	Taux en 2011 (%)	Évolution en %	Taux en 2010 (%)	Taux en 2011 (%)	Évolution en %
Marsabit	13,4	27,1	102	1,3	5,0	285
Nord Wajir	19,8	27,9	41	1,4	6,8	386
Moyale	12,3	13,7	11	3,0	1,5	-50

Source : Erasmus, Mpoke et Yishak, 2012.

Notes : la malnutrition aiguë globale (MAG) est définie par le pourcentage d'enfants âgés de 6 à 56 mois qui souffrent d'une émaciation grave ou modérée (selon le ratio poids/taille normalisé), en présence ou non d'un œdème d'origine nutritionnel. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, lorsque la prévalence de la MAG chez les enfants de 6 à 56 mois atteint ou dépasse 15%, la situation est généralement considérée comme « critique ». La malnutrition aiguë sévère (MAS) est définie par le pourcentage d'enfants de 6 à 59 mois qui souffrent d'émaciation grave. Les enquêtes sur la nutrition 2010 et 2011 ont été menées entre avril et juin.

Concern cherche à mener à bien un certain nombre de projets, qui répondent à plusieurs besoins, en adoptant une démarche intégrée. Il s'agit d'encourager la coordination intersectorielle afin d'atteindre des objectifs communs. Les résultats seront mesurés en termes de richesse des ménages, par le truchement d'indicateurs intermédiaires tels que le nombre de têtes de bétail ou encore les actifs du ménage. L'augmentation des ressources des ménages leur permet de diversifier leur alimentation, d'être moins dépendant de stratégies de survie négatives et de renforcer leur sécurité alimentaire. Les améliorations en termes de santé et de nutrition seront mesurées à l'aune de l'évolution des pratiques liées à la santé et aux comportements infantiles alors que les indicateurs utilisés pour les progrès concernant l'eau et l'assainissement seront le niveau d'accès à l'eau potable et à des latrines. L'impact global du programme sera mesuré à la lumière des progrès réalisés dans le domaine de la nutrition infantile et de la santé maternelle.

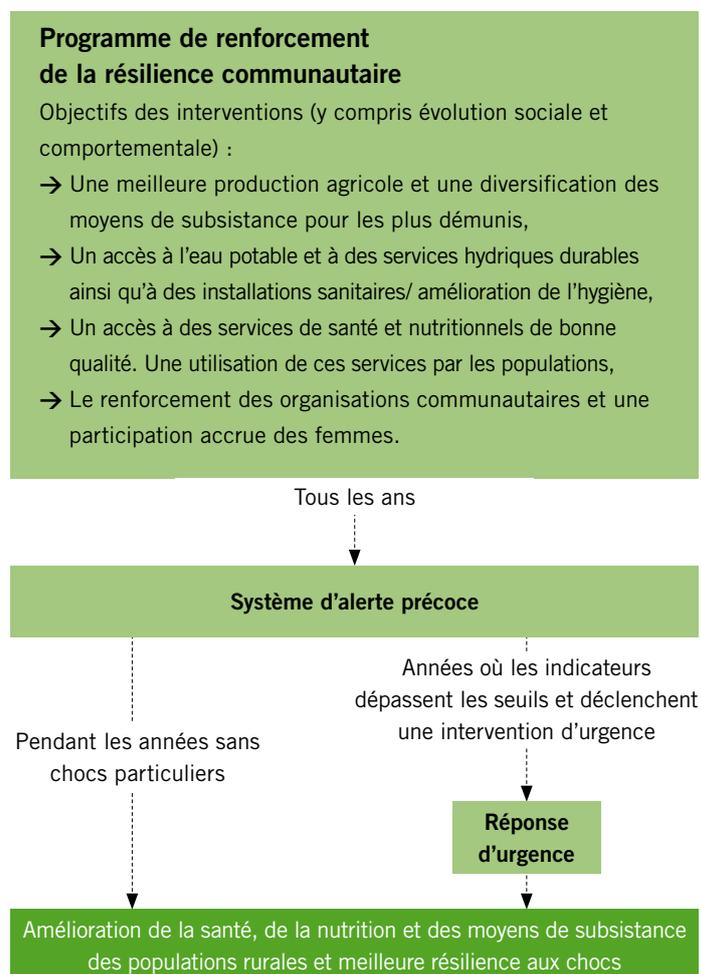
La première partie du programme propose un train de mesures intégrées visant à renforcer la résilience communautaire à long terme. Elle se concentre sur quatre domaines d'intervention (graphique 4.2) où l'évolution sociale et comportementale est un ingrédient essentiel. Certaines des actions permettant de renforcer la résilience sont :

1. **L'accroissement de la production agricole ainsi que la diversification des moyens de subsistance et des actifs** (promotion de l'agriculture de conservation et des potagers familiaux, enrichissement des sols, soutien à la vulgarisation agricole et aux agents de santé animale communautaires, promotion des liens entre les agriculteurs et les marchés).
2. **Un meilleur accès aux services sanitaires** grâce à la promotion de la santé au niveau communautaire, la gestion communautaire des pathologies et l'organisation de groupes de soin, la gestion efficace de la malnutrition aiguë modérée et une gestion plus efficace du système de santé officiel.
3. **Un accès accru à l'eau potable** et le développement des systèmes d'assainissement et des mesures d'hygiène au niveau communautaire.
4. **Un travail avec les groupes communautaires à tous les niveaux**, notamment par le biais de l'institution d'organes centraux par exemple les Comités de Développement Villageois pour améliorer la gouvernance, renforcer les capacités et garantir une pleine participation des femmes. Cela implique d'œuvrer en étroite collaboration avec les chefs des communautés et tenter de faire évoluer les attitudes et les comportements. Il s'agira notamment de mettre sur pied un programme de gestion des catastrophes.
5. **La promotion du changement social et comportemental chez tous les acteurs** avec lesquels Concern collabore, à toutes les étapes du programme. Cela comprend l'évolution des pratiques d'alimentation infantile, la promotion de meilleures techniques de lavage des mains, la modification des pratiques agricoles pour prendre en compte les techniques d'agriculture de conservation.

La deuxième partie du programme s'appuie sur un système d'alerte précoce global qui identifie les seuils pour des indicateurs clés et indique lorsqu'il est impératif de déclencher une réponse d'urgence. Dans un premier temps, la communauté active ses propres plans de gestion des catastrophes. Dans un second temps, le programme amorce sa réponse ; il s'agit de renforcer les capacités pour mener à bien une étude de marché et des enquêtes sur la nutrition, de mettre en place des systèmes pour intensifier l'aide financière, de distribuer rapidement des biens de première nécessité, d'identifier sur une carte du village les populations les plus vulnérables aux chocs et de formuler une stratégie pour accroître les ressources humaines.

Le système d'alerte précoce associe des données touchant les ménages et les marchés locaux et régionaux à des informations relatives

GRAPHIQUE 4.2 **ASSOCIER LES PROGRAMMES HUMANITAIRES ET DE DÉVELOPPEMENT DE MANIÈRE INTÉGRÉE**



Source : Concern Worldwide

à la pluviométrie et à la végétation. Ces dernières proviennent du Réseau des Systèmes d'Alerte Précoce pour la Famine (FEWSNET) qui fournit des données sur la sécurité alimentaire. Les indications comprennent les Estimations Pluviométriques et l'Indice Différentiel Normalisé de Végétation (FEWSNET 2013), actualisé tous les 10 jours. Les données fournies par les établissements de santé telles que l'incidence de certaines maladies ou les taux d'admission, sont également prises en compte.

Des données primaires relatives aux prix des denrées alimentaires de base seront collectées auprès d'un éventail de marchés et sur la base d'un Indice des Stratégies de Survie, alimenté par un échantillon de ménages. Cet indice se fondera sur quatre types de stratégies pertinentes dans la région (Maxwell et Caldwell, 2008) : (1) les modifications du régime alimentaire ; (2) les mesures à court terme permettant d'accroître la disponibilité alimentaire du ménage ; (3) les mesures à court terme telles que le placement nourricier, la prise en charge des enfants par d'autres membres de la famille afin de réduire le nombre de bouches à nourrir dans le ménage ; (4) le rationnement ou la gestion des manques.

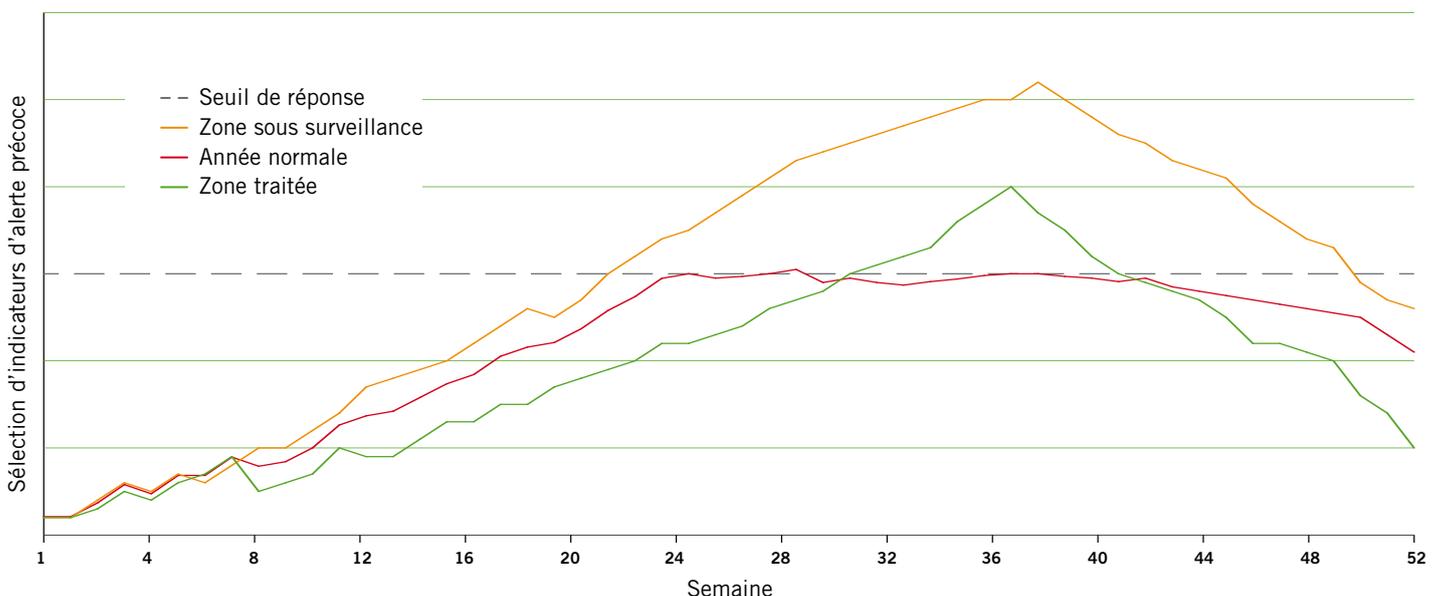
Ce programme sera mis en œuvre dans 53 des 88 villages de Kimiti. Trente-cinq de ces communautés recevront les mêmes services et feront l'objet d'un suivi rigoureux afin de mesurer les résultats. Dans 18 d'entre elles le programme sera légèrement allégé – dans certains cas cela s'inscrit dans un projet pilote pour préparer de nouvelles interventions. Les 35 villages restants pourront profiter du système de

santé public perfectionné dans la région et seront intégrés dans le système d'alerte précoce. Des enquêtes seront également réalisées pour montrer le succès de l'intervention. Si le seuil d'intervention d'urgence est dépassé dans ces villages, Concern apportera son assistance.

Lorsque la valeur de certains indicateurs d'alerte précoce, tels que la pluviométrie et les indices de végétation, surpassent un certain niveau, l'intervention d'urgence est déclenchée. L'objectif du programme de renforcement de la résilience de Concern est de minimiser l'impact d'un choc en réduisant le nombre de jours de famine, le nombre de personnes souffrant de malnutrition aiguë globale et en raccourcissant la période de récupération. La mise en œuvre de ce programme intégré devrait avoir des incidences positives sur la nutrition maternelle et infantile au cours des années « normales » mais également les années où la région subit des traumatismes climatiques, c'est-à-dire environ une année sur trois.

Le graphique 4.3 montre les incidences prévues de ce programme. La courbe mauve représente les valeurs de l'un des indicateurs d'alerte précoce de Concern pour une année normale. Cet indicateur fluctue sur une base saisonnière et peut se rapprocher du seuil d'intervention illustré par la ligne verte horizontale. Une fois le seuil dépassé (sans doute environ une fois tous les cinq ans), une intervention d'urgence est envisagée. La valeur de l'indicateur peut également franchir le seuil dans la zone contrôle (ligne rouge), mais le programme de renforcement de la résilience de Concern a pour objectif de réduire l'amplitude et la durée du pic dans la zone cible (ligne bleue).

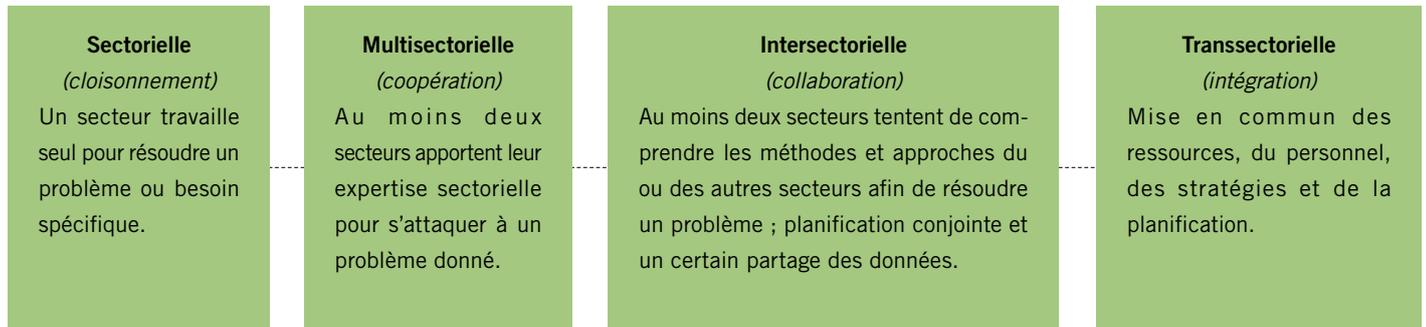
GRAPHIQUE 4.3 L'APPROCHE DE CONCERN WORLDWIDE POUR RENFORCER LA RÉILIENCE COMMUNAUTAIRE



Source : auteurs

Note : les indicateurs d'alerte précoce peuvent être, par exemple, les catalogues de stratégies de réponse ou les prix des denrées essentielles.

GRAPHIQUE 4.4 CONTINUUM DANS LES COLLABORATIONS PROGRAMMATIQUES



Source : adapté de Harris et Drimie (2012).

La programmation collaborative sensible à la résilience

Dans l'élaboration de programmes visant à améliorer la résilience communautaire à la sous-alimentation, le contexte revêt une importance fondamentale. Il s'agit d'utiliser un cadre ou une série de principes qui peuvent s'adapter à tous les contextes afin que les interventions prennent en compte les spécificités environnementales et les particularités culturelles. Concern a pris conscience que les administrateurs de programmes se concentrent davantage sur les questions pratiques et tangibles au détriment de sujets plus profonds et délicats liés notamment aux procédures, au pouvoir, aux inégalités et plus largement, aux transformations des institutions.

On ne peut pas consolider la résilience en agissant de manière isolée : cela requiert une approche pluridisciplinaire et multisectorielle. Il est également impératif d'œuvrer à plusieurs niveaux, de jeter des ponts entre les institutions et les organisations communautaires et les organes de gouvernance du district. À leur tour, les politiques et stratégies nationales doivent être en relation avec les prestataires de services.

Énoncer clairement ce que signifie cette démarche « intégrée » s'impose. En Zambie, les efforts de Concern en vue de soutenir la collaboration entre les différents ministères pour réduire le retard de croissance se sont heurtés à une véritable inertie institutionnelle. Ici, il s'avère essentiel de clarifier les corrélations entre la résilience communautaire et les plans sectoriels si l'on souhaite qu'une entité assume la responsabilité des projets de nutrition et de leurs retombées. Aider les différents ministères à appréhender ce lien et à s'accorder sur un mode de collaboration (graphique 4.4) est un élément clé. Les objectifs nutritionnels, énoncés dans le cadre d'un plan d'action national pour la nutrition et cohérent avec les directives de l'initiative Renforcement de la Nutrition devraient être le principal moteur du travail collaboratif (SUN, 2013).

Conclusion

La résilience communautaire est le résultat d'un processus. Il s'agit de la capacité ou de l'aptitude de la communauté à anticiper, répondre à, faire face à et se remettre des effets de chocs ou de traumatismes sans avoir recours à des comportements qui affectent négativement ou qui sapent les perspectives à long-terme de s'affranchir de la pauvreté et de la faim. La prévention des crises alimentaires et nutritionnelles exige que les communautés analysent leurs causes profondes et s'impliquent dans la conception et la mise en œuvre d'initiatives visant résoudre ces problèmes (encadré 4.2).

L'approche adoptée à l'heure actuelle pour lutter contre les crises alimentaires chroniques au Sahel et dans la Corne de l'Afrique demeure fragmentée, dysfonctionnelle et inefficace même en prenant en compte des initiatives récentes dans les deux régions comme le programme Soutenir la Résilience dans la Corne de l'Afrique (Supporting the Horn of Africa's Resilience - SHARE) et l'Initiative pour l'Alliance Mondiale en faveur de la Résilience (Global Alliance for Resilience Initiative - GIR). Jusqu'à présent, ces crises n'ont pas été suffisamment analysées à l'aune du concept de résilience. Dans des pays tels qu'Haïti, détruits à intervalles réguliers par des catastrophes naturelles, on commence tout juste à parler de ce cadre d'intervention.

En encourageant une approche systémique, le concept de résilience pourrait transformer radicalement le travail cloisonné des acteurs de l'humanitaire et du développement. Consolider la résilience exige une approche intégrée, reliant différentes questions, secteurs et disciplines. Cette approche collaborative et multisectorielle, ainsi que la création d'un environnement propice à ce type de réflexion et de pratique, sont deux étapes importantes afin d'améliorer notre travail collectif de lutte contre la sous-alimentation dans les contextes les plus difficiles.



Le développement de la résilience et la réduction des inégalités doivent devenir des priorités nationales et être intégrées dans les plans de développement nationaux.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations décrites dans le présent chapitre s'adressent aux acteurs ayant une influence directe sur les politiques et les programmes en matière de résilience. La société civile et les médias doivent suivre et évaluer l'intégration du concept de résilience par les principaux acteurs dans leurs activités et recueillir des données sur les résultats obtenus.

Recommandations pour la communauté internationale des bailleurs de fonds, des acteurs du développement et des humanitaires

La résilience n'est pas une panacée. Sa définition et son application supposeront d'effectuer des choix. Certains de ces choix ne bénéficieront pas toujours aux plus démunis et vulnérables. La communauté internationale de développement et de bailleurs de fonds doit clarifier ses propres définitions, doit s'efforcer de trouver un consensus avec les autres acteurs, et doit également approfondir son analyse de l'importance d'une approche basée sur la résilience permettant une meilleure réalisation de ses objectifs humanitaires et de développement. Une fois cette vision conjointe sur la politique et la programmation relative à la résilience convenue pour un contexte particulier, les bailleurs de fonds doivent soutenir et appliquer cette même vision.

1. Le prisme de la résilience met en lumière les occasions manquées et la séparation parfois contreproductive de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Les cloisonnements institutionnel, financier et conceptuel séparant les domaines de l'aide humanitaire et de l'aide au développement au sein des agences onusiennes et des bailleurs doivent être abattus afin de favoriser de plus grandes synergies dans les stratégies et la mise en œuvre.
2. Le renforcement de la cohérence des politiques de développement est une condition essentielle pour renforcer la résilience. Les politiques nuisant à la résilience doivent être révisées. Afin de renforcer la résilience à la sous-alimentation, les politiques doivent être conçues en vue d'améliorer les résultats en matière de nutrition et de concrétiser le droit à une alimentation suffisante.
3. Soutenir une approche de la résilience en faveur des pauvres ; créer des mécanismes et des financements flexibles et pluriannuels qui facilitent les approches multisectorielles pour lutter contre les crises alimentaires chroniques et nutritionnelles ; s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national et régional.
4. Communiquer avec les principales parties prenantes et avec le grand public sur l'efficacité (le rapport coût/efficacité) potentielle du renforcement de la résilience et de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier dans des contextes fragiles.

5. Soutenir une approche coordonnée en matière de suivi des mesures de renforcement de la résilience dans des contextes différents, et constituer une base de données sur l'impact et l'efficacité de ces mesures. Dans cette optique, les indicateurs de la résilience doivent permettre de capter des informations adéquates à des instants et des fréquences appropriées.

→ Investir dans la collecte de données systématique en temps réel, à différents niveaux (individu, foyer, communauté, environnement) et parmi différents groupes ethniques et socio-économiques.

→ Etablir des sites sentinelles dans les pays les plus pauvres, dépendant de l'aide humanitaire et sujets aux chocs, afin d'y collecter, tous les un à trois mois, des données sur la nutrition, la sécurité alimentaire et les mécanismes d'ajustement.

6. Réviser l'efficacité des systèmes d'alerte précoce afin d'identifier et de s'attaquer aux principaux obstacles institutionnels, et en particulier les obstacles politiques, avec des actions en amont. Mettre en place des réponses politiques aux enseignements tirés de ces révisions.

7. Les bailleurs de fonds doivent augmenter la part des fonds de développement allouée à la réduction des risques de catastrophes et aux interventions visant à renforcer la résilience - comme par exemple des filets de sécurité productifs mieux ciblés -, en établissant des objectifs en pourcentage précis ou en appliquant d'autres critères d'allocation des financements.¹ Les interventions visant à renforcer les capacités ainsi que les coûts dans les pays fragiles et touchés par les conflits doivent être prises en considération.

¹ Cette recommandation est également promue par le Groupe de personnalités de haut niveau chargé de l'Agenda de développement Post-2015 dans son rapport A New Global Partnership (Nations Unies 2013b).



Rose Akech

District de Lira, Ouganda

« A mon avis, tous les ménages devraient se mettre à cultiver des plants résistants à la sécheresse tels que le manioc, le sorgho, et les pois, afin de minimiser les effets de la sécheresse sur le court et moyen terme. Je pense également que le gouvernement et les ONG devraient former les agriculteurs à des techniques de récupération des eaux de pluie et d'irrigation simples et abordables ; en effet, cela aiderait les agriculteurs à faire face à ces catastrophes. »

Adrona Kyalimpa

District de Kabarole, Ouganda



« Après le décès de mon mari, ma belle-famille s'est partagée les terres, et ils ne m'ont donné qu'une petite parcelle alors même que je dois subvenir aux besoins de mes huit enfants... Mes belles-sœurs ont vendu leurs parts et sont retournées chez elles car elles sont toutes mariées. Les deux dernières saisons ont été mauvaises. Mes cultures ont été détruites par la saison sèche et mes plantations de bananes ont été durement touchées par les fortes précipitations... »

« Le gouvernement devrait avoir une tolérance zéro à l'égard de la corruption. Les subventions ne sont jamais distribuées équitablement. Des biens comme des vaches ou des chèvres sont donnés aux riches et aux amis des personnes en charge des distributions, et en particulier aux hommes politiques. Tout cela m'agace beaucoup car ce sont les gens comme moi qui méritent de recevoir ces biens. »

Jonathan Nturo

Employé de Welthungerhilfe,
Rwanda



« Avant la mise en place de la politique du riz, le prix était élevé – 300 francs rwandais (RWF) par kilo – mais maintenant le prix est fixé par le Ministère du commerce à 225 RWF par kilo. De plus, les formations sur la planification et la préparation des budgets et des business plans dans toutes les coopératives bénéficiaires sont très importantes pour augmenter le rendement par hectare et gérer le prix du marché. »

Recommandations pour les décideurs politiques au niveau national des pays touchés par l'insécurité alimentaire

8. Développer des approches nationales en sécurité alimentaire et nutritionnelle plus résistantes aux chocs et aux stress. S'assurer que les acteurs externes et internationaux adhèrent à ces approches et les soutiennent. Les acteurs externes doivent travailler avec les acteurs nationaux afin de développer des outils d'analyse, de mesure et d'évaluation de la résilience appropriés au contexte local.
9. Encourager et faciliter une approche multisectorielle de la résilience (par exemple, à l'instar du Mouvement SUN - Renforcement de la nutrition – qui promeut une approche multisectorielle de la nutrition), en coordonnant plans et programmes entre les ministères compétents. Evaluer les stratégies sectorielles nationales et les plans d'actions sous l'angle du renforcement de la résilience et de la protection contre les désastres.
10. Mettre en place des politiques renforçant la résilience à la sous-alimentation, comme par exemple la sécurité foncière pour les petits agriculteurs ; ajuster les politiques et les stratégies qui nuisent à la résilience des groupes vulnérables et pauvres, tels que par exemple des droits de douane à l'importation peu élevés ou la négligence structurelle des petites exploitations agricoles en Haïti.
11. Garantir que les politiques et les programmes s'appuient sur un large éventail d'expertises collaboratives, interinstitutionnelles et d'analyses multisectorielles des problèmes. Les gouvernements nationaux doivent soutenir l'émergence de plateformes multipartites et exploiter activement ces forums. Les personnes vulnérables aux chocs et aux stress affectant leur sécurité alimentaire et nutritionnelle devront être particulièrement consultées. Autant que faire se peut, il faut veiller à ce que les efforts visant à renforcer la résilience s'appuient sur les mécanismes d'autonomisation ainsi que sur les institutions suggérées par les populations consultées.

Recommandations pour les opérateurs du domaine humanitaire et du développement

12. La perspective de résilience peut contribuer à favoriser la définition de programmes de développement qui tiennent compte de l'incertitude et de la volatilité, ainsi qu'une programmation humanitaire qui poursuit un objectif de développement durable. Certains programmes peuvent intégrer ces deux objectifs en : (1) fournissant dans un premier temps une assistance, pour ensuite renforcer progressivement les capacités des individus, des ménages et des communautés à se constituer des actifs ; ou bien en

(2) accompagnant la constitution d'actifs en temps normal, tout en intégrant une flexibilité financière et opérationnelle dans les programmes afin de permettre un basculement rapide vers l'aide d'urgence à la suite de chocs externes.

13. Les programmes de développement visant à améliorer la résilience doivent toujours inclure des composantes qui renforcent les capacités et les structures locales. Ce sont d'ailleurs ces structures qui sont les plus à même de fournir l'aide la plus opportune et la plus efficace lorsque se produisent des chocs et des stress. Les programmes d'urgence doivent alors travailler de concert avec ces structures locales (et non pas travailler en parallèle, dans le but d'éviter tout risque de maintien de ces pays et communautés dans une logique d'aide humanitaire).
14. Soutenir les mécanismes d'ajustement positifs auxquels les populations ont déjà recours. A titre d'exemple, renforcer les réseaux d'épargne au niveau communautaire ou les banques qui jouent un rôle important dans la promotion du développement et apportent un soutien à la suite des chocs.
15. Les organisations non gouvernementales et leurs partenaires nationaux doivent exploiter de manière plus proactive leur expérience acquise au fil des ans dans la programmation du développement afin de plaider en faveur d'un changement de politiques pour renforcer la résilience.
16. Une nutrition insuffisante durant la petite enfance (particulièrement pendant les 1000 jours s'écoulant entre la conception et le deuxième anniversaire) réduit la résilience. En effet, cette nutrition insuffisante peut avoir des effets irréversibles à long terme sur le développement physique et intellectuel d'une personne, et par conséquent sur ses revenus potentiels futurs. Les communautés humanitaires et du développement doivent donc se concentrer sur l'amélioration de la nutrition maternelle et infantile dans les régions en développement, à la fois grâce à des programmes spécifiques de nutrition afin de faire face aux conséquences immédiates de la sous-alimentation, et également grâce à des programmes visant à améliorer la nutrition dans le but de s'attaquer à ses causes sous-jacentes. Les indicateurs de nutrition, tels que spécifiés par les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé, doivent être utilisés pour évaluer les programmes de nutrition évoqués ci-dessus ainsi que les mécanismes de financement.²

² Ces recommandations font suite aux résultats présentés dans un numéro spécial de The Lancet sur la nutrition maternelle et infantile (Lancet juin 2013 - Bhutta et al. 2013, Ruel et Alderman 2013).



Ernestina Amwon

District de Lira, Ouganda

« A mon avis, le gouvernement devrait mettre l'accent sur le contrôle de la croissance de la population car elle a un effet direct sur la quantité de terre pouvant être cultivée et sur la quantité d'aliments disponibles en temps de crise alimentaire. Les ménages de 4 à 5 membres sont plus gérables lors des crises alimentaires que ceux de 8 à 15 membres. »



Muhammad Amin

Village Old Mankial Swat, Pakistan

« Afin que nos enfants aient un meilleur avenir, nous devons les sensibiliser et les éduquer à la gestion et à l'atténuation des désastres. Je pense que les conflits communautaires sur les forêts, les terres agricoles et le mauvais usage des ressources naturelles ont entraîné des désastres, comme par exemple les inondations. Je veux résoudre ces conflits et montrer mon engagement envers le contrôle de la déforestation. »

Source des données et mode de calcul des scores GHI de 1990, 1995, 2000, 2005 et 2013

Les trois indicateurs sont exprimés en pourcentage avec une pondération équivalente. Un GHI élevé signifie une forte prévalence de faim. Ce calcul aboutit à une échelle allant de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire, même si aucun de ces extrêmes n'est atteint en réalité. Un score égal à 100 ne serait atteint que si tous les enfants décédaient avant l'âge de cinq ans, l'ensemble de la population était sous-alimentée et tous les enfants de moins de cinq ans souffraient d'insuffisance pondérale. Un score égal à 0 correspondrait à un pays où personne ne serait sous-alimenté, aucun enfant de moins de cinq ans ne souffrirait d'insuffisance pondérale et aucun enfant ne décéderait avant son cinquième anniversaire. Le tableau ci-dessous offre un aperçu des sources de données de l'Indice de la faim dans le monde.

LE CALCUL DE L'INDICE DE FAIM DANS LE MONDE (GHI) :

$$\text{GHI} = (\text{PPS} + \text{PIP} + \text{TM}) / 3$$

Avec **GHI**: Global Hunger Index

PPS: proportion de la population sous-alimentée (en %)

PIP: prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (en %)

TM: taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %)

COMPOSANTES DU GLOBAL HUNGER INDEX (GHI) DE 1990, 1995, 2000, 2005 ET 2013

GHI	Nombre de pays avec un GHI	Indicateurs	Années de référence	Source des données
1990	97	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1990–1992 ^b	FAO, 2013 ^a et estimations des auteurs
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	1988–1992 ^c	OMS, 2013 et estimations des auteurs
		Mortalité des moins de 5 ans	1990	IGME, 2012
1995	117	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1994–1996 ^b	FAO, 2013 ^a et estimations des auteurs
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	1993–1997 ^d	OMS 2013, UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2012 ^e et estimations des auteurs
		Mortalité des moins de 5 ans	1995	IGME, 2012
2000	117	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1999–2001 ^b	FAO, 2013 ^a et estimations des auteurs
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	1998–2002 ^f	OMS, 2013 et estimations des auteurs
		Mortalité des moins de 5 ans	2000	IGME, 2012
2005	118	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	2004–2006 ^b	FAO 2013 ^a et estimations des auteurs
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	2003–2007 ^g	WHO, 2013, UNICEF, 2013 ^b , UNICEF, 2010 ^e et estimations des auteurs
		Mortalité des moins de 5 ans	2005	IGME, 2012
2013	120	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	2010–2012 ^b	FAO, 2013 ^a et estimations des auteurs
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	2008–2012 ^h	OMS, 2013, UNICEF, 2013 ^{a,b} , MEASURE DHS, 2013, UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2012 ^e et estimations des auteurs
		Mortalité des moins de 5 ans	2011	IGME, 2012

^a Proportion de la population ayant un apport calorique insuffisant.

^b Moyenne pour la période des trois ans.

^c Données de l'année la plus proche de 1990 ; si les données de 1988 et 1992, ou 1989 et 1991, étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée. Les estimations des auteurs concernent l'année 1990.

^d Données de l'année la plus proche de 1995 ; si les données de 1993 et 1997, ou 1994 et 1996, étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée. Les estimations des auteurs concernent l'année 1995.

^e Les données de l'OMS 2013 sont des données primaires, celles de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale 2012, UNICEF 2013^{a,b}, UNICEF 2010 et MEASURE DHS 2013 sont secondaires.

^f Données de l'année la plus proche de 2000 ; si les données de 1998 et 2002, ou 1999 et 2001, étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée. Les estimations des auteurs concernent l'année 2000.

^g Données de l'année la plus proche de 2005 ; si les données de 2003 et 2007, ou 2004 et 2006 étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée. Les estimations des auteurs concernent l'année 2005.

^h Les dernières données recueillies pendant cette période

DONNÉES BRUTES POUR LE CALCUL DES INDICES DE LA FAIM DANS LE MONDE GHI 1990, 1995, 2000, 2005 ET 2013

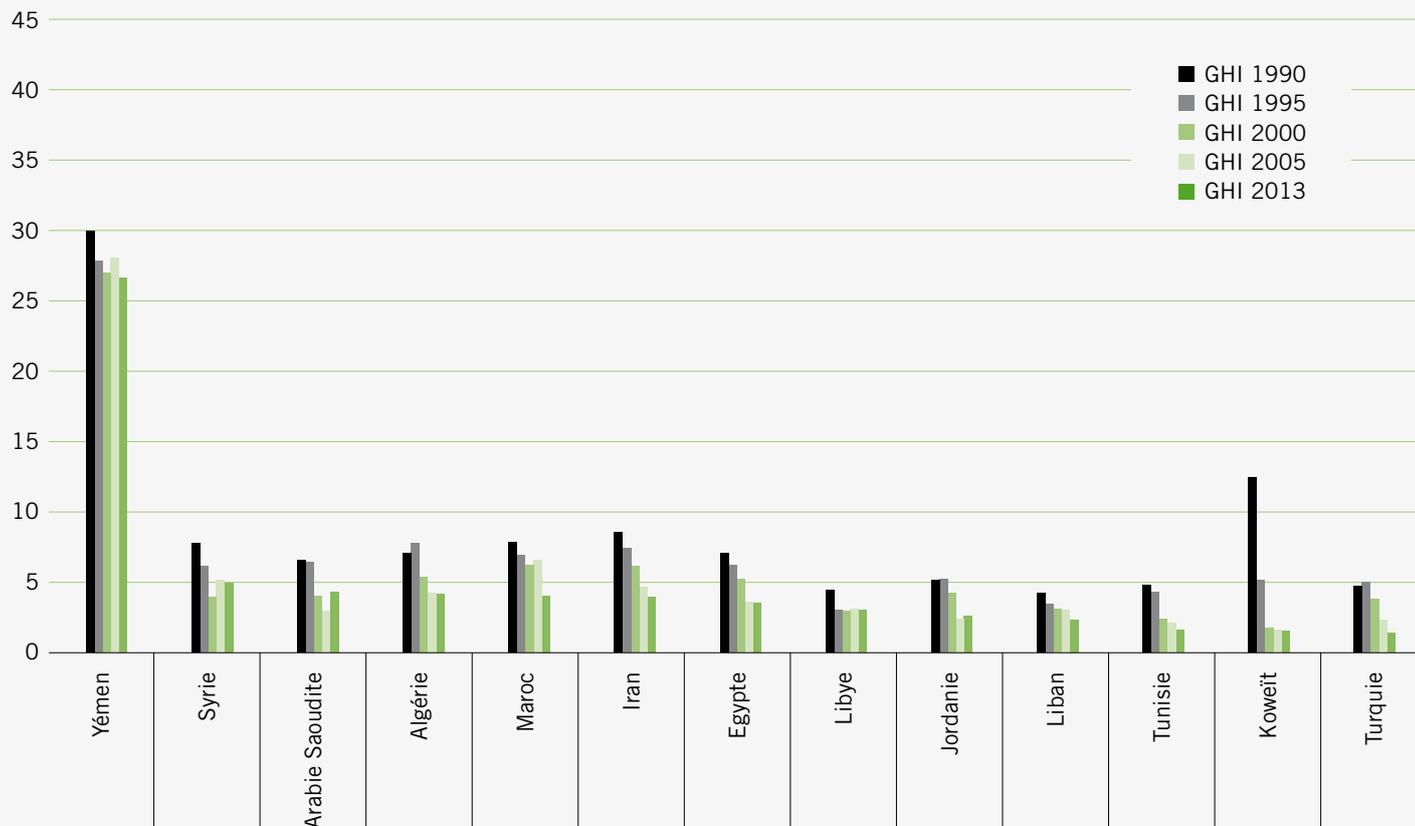
Pays	Pourcentage de la population sous-alimentée (%)					Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans (%)					Mortalité des moins de 5 ans (%)					GHI				
	'90-'92	'94-'96	'99-'01	'04-'06	'10-'12	'88-'92	'93-'97	'98-'02	'03-'07	'08-'12	1990	1995	2000	2005	2011	1990	1995	2000	2005	2013
Afghanistan	-	-	-	-	-	-	44,9	31,3 *	32,8	25,0	19,2	15,8	13,6	11,9	10,1	-	-	-	-	-
Albanie	9,0 *	2,4 *	3,8 *	9,7 *	7,8 *	14,5 *	12,1 *	17,0	6,6	6,3	4,1	3,5	2,6	2,0	1,4	9,2	6,0	7,8	6,1	5,2
Algérie	5,2	6,4	5,8	5,0 *	3,7 *	9,2	11,3	5,4	3,7	5,7 *	6,6	5,5	4,6	3,8	3,0	7,0	7,7	5,3	<5	<5
Angola	63,9	56,4	47,5	35,1	27,4	30,4 *	37,0	27,5	15,1	14,1 *	24,3	22,2	19,9	17,9	15,8	39,5	38,5	31,6	22,7	19,1
Argentine	2,1 *	1,2 *	0,9 *	1,9 *	4,0 *	3,5 *	3,2	2,3 *	2,3	1,8 *	2,8	2,3	2,0	1,7	1,4	<5	<5	<5	<5	<5
Arménie	-	21,3	19,0	5,4	3,0 *	-	5,4 *	2,6	4,2	5,3	-	3,8	3,0	2,3	1,8	-	10,2	8,2	<5	<5
Azerbaïdjan	-	26,3	14,7	2,2 *	1,5 *	-	8,8	14,0	8,4	3,3 *	-	8,4	6,9	5,7	4,5	-	14,5	11,9	5,4	<5
Bahreïn	-	-	-	-	-	6,3	7,6	5,6 *	6,3 *	6,6 *	2,1	1,6	1,2	1,1	1,0	-	-	-	-	-
Bangladesh	34,6	36,3	18,4	15,1	16,8	61,5	58,0	45,3	39,2	36,8	13,9	11,1	8,4	6,4	4,6	36,7	35,1	24,0	20,2	19,4
Biélorussie	-	1,1 *	2,3 *	2,8 *	0,4 *	-	1,5 *	1,0 *	1,3	0,9 *	-	1,7	1,4	0,9	0,6	-	<5	<5	<5	<5
Bénin	22,4	18,7	16,4	13,1	8,1	27,3 *	26,8	21,5	20,2	21,2 *	17,7	15,9	14,0	12,3	10,6	22,5	20,5	17,3	15,2	13,3
Bhoutan	-	-	-	-	-	34,0	26,1 *	14,1	14,6 *	12,8	13,8	11,2	8,9	7,1	5,4	-	-	-	-	-
Bolivie	34,6	30,7	28,7	29,1	24,1	9,7	10,0	5,9	5,9	4,5	12,0	10,0	8,1	6,5	5,1	18,8	16,9	14,2	13,8	11,2
Bosnie Herzégovine	-	6,4 *	6,3 *	2,1 *	2,8 *	-	4,1 *	4,2	1,6	1,6	-	1,3	1,0	0,9	0,8	-	<5	<5	<5	<5
Botswana	27,4	29,3	34,5	32,9	27,9	17,8 *	15,1	10,7	11,4 *	11,2	5,3	6,5	8,1	4,6	2,6	16,8	17,0	17,8	16,3	13,9
Brésil	14,9	13,5	12,1	8,7	6,9	5,3	4,5	3,6 *	3,0	3,0 *	5,8	4,8	3,6	2,5	1,6	8,7	7,6	6,4	<5	<5
Bulgarie	3,5 *	7,8 *	7,0 *	7,9 *	6,9 *	2,1 *	2,6 *	2,3 *	2,2	1,6 *	2,2	2,3	2,1	1,6	1,2	<5	<5	<5	<5	<5
Burkina Faso	22,9	18,6	26,4	25,8	25,9	36,9 *	29,6	33,7	37,6	26,2	20,8	19,9	18,2	16,5	14,6	26,9	22,7	26,1	26,6	22,2
Burundi	49,0	58,4	63,0	67,9	73,4	34,2 *	38,3 *	38,9	35,2	29,1	18,3	17,7	16,5	15,3	13,9	33,8	38,1	39,5	39,5	38,8
Cambodge	39,9	37,7	33,8	27,4	17,1	44,9 *	42,6	39,5	28,4	29,0	11,7	11,9	10,2	6,9	4,3	32,2	30,7	27,8	20,9	16,8
Cameroun	38,7	37,3	29,1	19,5	15,7	18,0	20,0 *	17,8	15,9	15,1	14,5	14,1	14,0	13,6	12,7	23,7	23,8	20,3	16,3	14,5
Rép. Centrafricaine	49,5	50,6	45,1	40,6	30,0	25,7 *	20,4	21,8	28,0	23,5	16,9	17,3	17,2	17,0	16,4	30,7	29,4	28,0	28,5	23,3
Tchad	61,1	50,5	41,0	37,3	33,4	34,6 *	34,3	29,4	33,9	30,3	20,8	19,8	18,9	18,0	16,9	38,8	34,9	29,8	29,7	26,9
Chili	8,1	5,6	4,4 *	3,2 *	3,7 *	1,0 *	0,8	0,7	0,6	0,5	1,9	1,4	1,1	0,9	0,9	<5	<5	<5	<5	<5
Chine	21,4	15,9	14,4	13,1	11,5	12,6	10,7	7,4	4,5	3,4	4,9	4,6	3,5	2,4	1,5	13,0	10,4	8,4	6,7	5,5
Colombie	19,1	14,7	13,0	13,6	12,6	8,8	6,3	4,9	5,1	3,4	3,4	2,9	2,5	2,1	1,8	10,4	8,0	6,8	6,9	5,9
Comores	43,5	49,1	64,8	58,1	70,0	16,2	22,3	25,0	22,1	22,8 *	12,2	11,0	10,0	9,1	7,9	24,0	27,5	33,3	29,8	33,6
R.D.C.	-	-	-	-	-	21,4 *	30,7	33,6	28,2	24,2	18,1	18,1	18,1	18,1	16,8	-	-	-	-	-
République du Congo	42,8	44,7	30,1	32,9	37,4	16,4 *	15,8 *	17,0 *	11,8	14,1 *	11,9	11,3	10,9	10,4	9,9	23,7	23,9	19,3	18,4	20,5
Costa Rica	4,0 *	5,0	4,4 *	5,0 *	6,5	2,5	3,2	1,6 *	1,3 *	1,1	1,7	1,5	1,3	1,1	1,0	<5	<5	<5	<5	<5
Croatie	-	14,6 *	11,6 *	2,1 *	1,5 *	-	0,5	0,5 *	0,3 *	0,3 *	-	1,0	0,8	0,7	0,5	-	5,4	<5	<5	<5
Cuba	11,5	16,1	2,8 *	1,1 *	0,6 *	3,6 *	5,0 *	3,4	3,5	3,3 *	1,3	1,1	0,9	0,7	0,6	5,5	7,4	<5	<5	<5
Côte d'Ivoire	13,7	14,0	19,9	19,6	21,4	20,0 *	20,9	18,2	16,7	15,4	15,1	14,6	13,9	12,8	11,5	16,3	16,5	17,3	16,4	16,1
Djibouti	68,0	58,1	47,1	32,6	19,8	20,2	16,0	25,4	29,6	29,8	12,2	11,3	10,6	9,8	9,0	33,5	28,5	27,7	24,0	19,5
Rép. Dominicaine	30,4	25,7	21,6	18,6	15,4	8,4	4,7	3,5	4,6	3,1 *	5,8	4,7	3,9	3,2	2,5	14,9	11,7	9,7	8,8	7,0
Equateur	24,5	18,5	20,9	21,4	18,3	12,2 *	12,0 *	12,5	6,2	5,0 *	5,2	4,2	3,4	2,8	2,3	14,0	11,6	12,3	10,1	8,5
Egypte	2,0 *	1,6 *	1,5 *	2,2 *	1,6 *	10,5	10,8	9,8	5,4	6,8	8,6	6,2	4,4	3,2	2,1	7,0	6,2	5,2	<5	<5
Salvador	15,6	14,2	9,2	10,6	12,3	11,1	7,2	9,6	6,1	6,6	6,0	4,7	3,4	2,4	1,5	10,9	8,7	7,4	6,4	6,8
Erythrée	-	71,8	76,2	74,8	65,4	-	38,3	34,5	34,8 *	32,8 *	-	11,6	9,8	8,3	6,8	-	40,6	40,2	39,3	35,0
Estonie	-	6,4 *	4,3 *	4,3 *	3,2 *	-	1,0 *	1,0 *	0,9 *	2,3 *	-	1,5	1,1	0,7	0,4	-	<5	<5	<5	<5
Ethiopie	68,0	67,2	55,3	47,7	40,2	39,2	43,9 *	42,0	34,6	29,2	19,8	17,0	13,9	10,7	7,7	42,3	42,7	37,1	31,0	25,7
Fidji	6,2	5,7	4,8 *	2,9 *	3,8 *	8,1 *	6,9	5,6 *	4,0 *	5,8 *	3,0	2,6	2,2	2,0	1,6	5,8	5,1	<5	<5	<5
Gabon	10,1	7,5	6,3	5,8	6,5	9,7 *	7,8 *	8,8	7,2 *	8,6 *	9,4	8,7	8,2	7,7	6,6	9,7	8,0	7,8	6,9	7,2
Gambie	19,5	23,2	19,8	19,3	14,4	21,3 *	23,2	15,4	15,8	17,4	16,5	14,7	13,0	11,6	10,1	19,1	20,4	16,1	15,6	14,0
Géorgie	-	42,3	21,5	28,9	24,7	-	3,5 *	2,7	2,3	1,1	-	4,0	3,3	2,6	2,1	-	16,6	9,2	11,3	9,3
Ghana	40,5	22,7	16,6	9,5	3,4 *	24,0	25,1	20,3	13,9	13,4	12,1	10,9	9,9	8,8	7,8	25,5	19,6	15,6	10,7	8,2
Guatemala	16,2	20,5	26,5	29,9	30,4	21,1 *	21,7	19,6	17,3 *	13,0	7,8	6,0	4,8	3,9	3,0	15,0	16,1	17,0	17,0	15,5
Guinée	18,4	22,1	20,6	17,0	17,3	23,0 *	21,2	29,1	22,5	20,8	22,8	20,2	17,5	15,0	12,6	21,4	21,2	22,4	18,2	16,9
Guinée-Bissau	22,0	23,1	21,4	18,5	8,7	22,0 *	19,4 *	21,9	17,4	18,1	21,0	19,9	18,6	17,3	16,1	21,7	20,8	20,6	17,7	14,3
Guyane	19,7	11,9	7,9	9,0	5,1	17,0 *	13,2	11,9	10,8	11,1	6,3	5,6	4,9	4,3	3,6	14,3	10,2	8,2	8,0	6,6
Haïti	63,5	59,1	53,0	53,5	44,5	23,7	24,0	13,9	18,9	18,4 *	14,3	12,1	10,2	8,6	7,0	33,8	31,7	25,7	27,0	23,3
Honduras	21,4	18,6	16,3	14,2	9,6	15,8	17,7	12,5	8,6	12,1 *	5,5	4,4	3,5	2,8	2,1	14,2	13,6	10,8	8,5	7,9
Inde	26,9	25,2	21,3	20,9	17,5	59,5	45,9	44,4	43,5	40,2 *	11,4	10,1	8,8	7,5	6,1	32,6	27,1	24,8	24,0	21,3
Indonésie	19,9	15,2	17,8	15,1	8,6	31,0	28,9	23,3	24,4	18,6	8,2	6,5	5,3	4,2	3,2	19,7	16,9	15,5	14,6	10,1
Iran	3,4 *	3,5 *	4,3 *	5,8	5,0 *	16,0 *	13,8	9,5	4,6	4,1 *	6,1	4,9	4,4	3,4	2,5	8,5	7,4	6,1	<5	<5
Irak	-	-	-	-	-	10,4	-	12,9	7,6	8,5	4,6	4,5	4,3	4,1	3,8	-	-	-	-	-
Jamaïque	9,0	8,1	6,9	7,0	8,7	5,2	4,0	3,8	3,4	3,2	3,5	3,0	2,6	2,2	1,8	5,9	5,0	<5	<5	<5
Jordanie	6,7	8,6	6,1	2,9 *	3,7 *	4,8	3,8	3,6	1,9 *	1,9	3,7	3,2	2,8	2,4	2,1	5,1	5,2	<5	<5	<5
Kazakhstan	-	0,8 *	8,0	1,0 *	0,5 *	-	6,7	3,8	4,9	3,7	-	5,1	4,2	3,5	2,8	-	<5	5,3	<5	<5
Kenya	35,6	31,9	32,8	32,9	30,4	18,7 *	19,8	17,5	18,4	16,4	9,8	11,2	11,3	9,4	7,3	21,4	21,0	20,5	20,2	18,0
Koweït	28,7	4,8 *	1,6 *	0,9 *	1,6 *	6,7 *	9,2	2,2	2,7	1,7	1,7	1,4	1,3	1,2	1,1	12,4	5,1	<5	<5	<5
Kirghizistan	-	13,8	15,8	9,4	6,4	-	8,2	5,8 *	2,7	3,5 *	-	5,8	4,7	3,9	3,1	-	9,3	8,8	5,3	<5
Laos	44,6	44,1	39,5	33,4	27,8	40,9 *	35,9	36,4	31,6	24,2 *	14,8	11,0	8,1	6,0	4,2	33,4	30,3	28,0	23,7	18,7
Lettonie	-	2,0 *	5,6 *	3,2 *	4,1 *	-	0,7 *	1,2 *	1,0 *	2,6 *	-	2,3	1,7	1,3	0,8	-	<5	<5	<5	<5
Liban	3,5 *	4,0 *	3,5 *	3,3 *	3,1 *	5,9 *	3,5	4,0 *	4,2	2,8 *	3,3									

DONNÉES BRUTES POUR LE CALCUL DES INDICES DE LA FAIM DANS LE MONDE GHI 1990, 1995, 2000, 2005 ET 2013

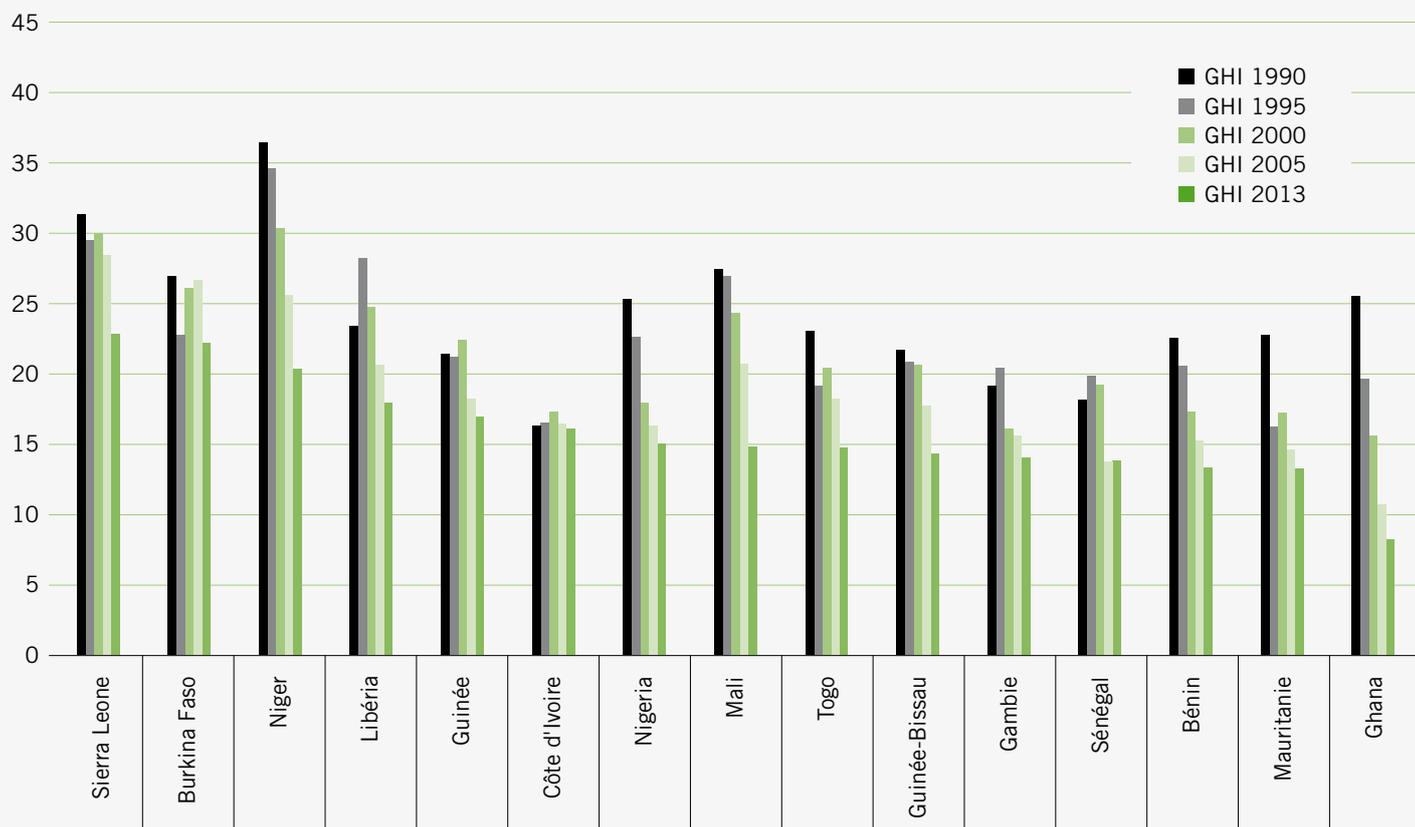
Pays	Pourcentage de la population sous-alimentée (%)					Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans (%)					Mortalité des moins de 5 ans (%)					GHI				
	'90-92	'94-96	'99-01	'04-06	'10-12	'88-92	'93-97	'98-02	'03-07	'08-12	1990	1995	2000	2005	2011	1990	1995	2000	2005	2013
	avec les données de 1988-92 1993-97 1998-02 2003-07 2008-12																			
Lesotho	16,9	18,0	17,1	16,3	16,6	13,8	16,4	15,0	16,6	13,5	8,8	9,4	11,7	11,9	8,6	13,2	14,6	14,6	14,9	12,9
Liberia	32,9	39,2	34,9	29,6	31,4	13,3 *	23,4 *	22,8	20,4	14,4	24,1	21,9	16,4	11,7	7,8	23,4	28,2	24,7	20,6	17,9
Libye	1,0 *	1,2 *	1,6 *	1,4 *	1,8 *	7,7 *	4,3	4,5 *	5,6	5,7 *	4,4	3,5	2,7	2,2	1,6	<5	<5	<5	<5	<5
Lituanie	-	4,0 *	2,3 *	1,5 *	1,1 *	-	1,1 *	0,8 *	0,8 *	2,4 *	-	1,6	1,2	0,9	0,6	-	<5	<5	<5	<5
Macedoine	-	12,3 *	6,8 *	4,5 *	4,7 *	-	2,5 *	1,9	1,8	1,3	-	2,5	1,6	1,3	1,0	-	5,8	<5	<5	<5
Madagascar	24,8	30,3	32,4	28,1	33,4	35,5	30,4	35,0 *	36,8	36,0 *	16,1	13,2	10,4	8,2	6,2	25,5	24,6	25,9	24,4	25,2
Malawi	44,8	35,8	26,8	24,7	23,1	24,4	26,5	21,5	18,4	13,8	22,7	20,4	16,4	12,9	8,3	30,6	27,6	21,6	18,7	15,1
Malaisie	4,6 *	2,2 *	2,9 *	3,5 *	3,0 *	22,1	17,7	16,7	12,9	12,7 *	1,7	1,3	1,1	0,9	0,7	9,5	7,1	6,9	5,8	5,5
Mali	25,3	26,1	21,5	14,7	7,9	31,2 *	31,0	30,1	27,9	18,9	25,7	23,5	21,4	19,6	17,6	27,4	26,9	24,3	20,7	14,8
Mauritanie	12,4	10,5	9,4	8,9	9,3	43,3	25,9 *	30,4	23,2	19,0	12,5	12,1	11,8	11,6	11,2	22,7	16,2	17,2	14,6	13,2
Ile Maurice	8,6	7,5	6,5	5,9	5,7	14,4 *	13,0	11,2 *	10,1 *	8,3 *	2,4	2,2	1,9	1,6	1,5	8,5	7,6	6,5	5,9	5,2
Mexique	3,3 *	3,2 *	3,1 *	0,1 *	2,1 *	13,9	10,3	6,0	3,4	2,8	4,9	3,9	2,9	2,2	1,6	7,4	5,8	<5	<5	<5
Moldavie	-	15,4 *	19,8 *	16,6 *	23,3 *	-	4,7 *	4,3 *	3,2	2,6 *	-	2,9	2,4	2,0	1,6	-	7,7	8,8	7,3	9,2
Mongolie	37,5	48,5	37,6	32,5	24,2	10,8	13,8 *	11,6	5,3	5,0	10,7	8,4	6,3	4,6	3,1	19,7	23,6	18,5	14,1	10,8
Monténégro	-	-	-	-	2,8 *	-	-	-	-	1,5 *	-	-	-	-	0,7	-	-	-	-	<5
Maroc	7,1	6,5	6,2	5,2	5,5	8,1	7,7	7,0 *	9,9	3,1	8,1	6,6	5,3	4,3	3,3	7,8	6,9	6,2	6,5	<5
Mozambique	57,1	51,7	45,3	40,3	39,2	28,3 *	23,9	23,0	21,2	14,9	22,6	20,5	17,2	13,9	10,3	36,0	32,0	28,5	25,1	21,5
Birmanie	-	-	-	-	-	28,8	38,7	30,1	29,6	22,6	10,7	9,5	8,4	7,3	6,2	-	-	-	-	-
Namibie	37,5	37,2	24,9	26,8	33,9	21,5	21,6 *	20,3	17,5	17,2 *	7,3	6,8	7,4	6,9	4,2	22,1	21,9	17,5	17,1	18,4
Népal	25,9	27,1	24,5	21,7	18,0	44,6 *	44,1	43,0	38,8	29,1	13,5	10,6	8,3	6,5	4,8	28,0	27,3	25,3	22,3	17,3
Nicaragua	55,1	44,9	34,3	26,7	20,1	10,5 *	9,6	7,8	4,3	5,8 *	6,6	5,3	4,2	3,4	2,6	24,1	19,9	15,4	11,5	9,5
Niger	36,9	36,3	25,8	20,0	12,6	41,0	40,7 *	43,6	39,9	35,7	31,4	26,7	21,6	16,9	12,5	36,4	34,6	30,3	25,6	20,3
Nigéria	19,3	11,7	10,2	6,8	8,5	35,1	35,1	24,7	26,5	24,2	21,4	21,1	18,8	15,6	12,4	25,3	22,6	17,9	16,3	15,0
Corée du Nord	25,4	33,1	37,0	36,1	32,0	26,4 *	27,1 *	24,7	20,6	18,8	4,5	7,6	5,8	3,2	3,3	18,8	22,6	22,5	20,0	18,0
Oman	-	-	-	-	-	21,4	10,0	11,3	11,6 *	8,6	4,8	3,3	2,2	1,4	0,9	-	-	-	-	-
Pakistan	26,4	23,2	24,0	22,8	19,9	39,0	34,2	31,3	32,4 *	30,9	12,2	11,0	9,5	8,4	7,2	25,9	22,8	21,6	21,2	19,3
Panama	22,8	23,3	25,7	19,7	10,2	8,8 *	6,3	5,9 *	5,1	3,9	3,3	2,9	2,6	2,3	2,0	11,6	10,8	11,4	9,0	5,4
Papouasie-Nlle-Guinée	-	-	-	-	-	19,2 *	17,8 *	17,9 *	18,0	14,5 *	8,8	7,9	7,2	6,5	5,8	-	-	-	-	-
Paraguay	19,7	15,3	13,0	12,6	25,5	2,8	2,9 *	2,9 *	3,4	2,6 *	5,3	4,3	3,5	2,9	2,2	9,3	7,5	6,5	6,3	10,1
Pérou	32,6	25,7	22,5	21,4	11,2	8,8	5,7	5,2	5,4	3,4	7,5	5,5	3,9	2,8	1,8	16,3	12,3	10,5	9,9	5,5
Philippines	24,2	21,3	20,9	18,0	17,0	29,9	26,3	28,3	20,7	20,2	5,7	4,7	3,9	3,2	2,5	19,9	17,4	17,7	14,0	13,2
Qatar	-	-	-	-	-	-	4,8	-	0,9 *	0,7 *	2,0	1,6	1,3	1,0	0,8	-	-	-	-	-
Roumanie	2,2 *	2,1 *	1,3 *	0,4 *	0,4 *	5,0	4,6 *	3,7	3,0 *	2,0 *	3,7	3,2	2,7	2,1	1,3	<5	<5	<5	<5	<5
Russie	-	5,0 *	4,7 *	2,0 *	1,7 *	-	2,6	2,3 *	0,8 *	1,2 *	-	2,5	2,1	1,7	1,2	-	<5	<5	<5	<5
Rwanda	52,6	60,1	46,5	42,1	28,9	24,3	24,2	22,2	18,0	11,7	15,6	27,5	18,3	10,8	5,4	30,8	37,3	29,0	23,6	15,3
Arabie Saoudite	3,0 *	3,4 *	1,3 *	2,0 *	2,6 *	12,3 *	12,9	8,5 *	5,3	9,3 *	4,3	3,0	2,1	1,4	0,9	6,5	6,4	<5	<5	<5
Sénégal	21,7	25,7	24,2	16,9	20,5	19,0	19,6	20,3	14,5	14,4	13,6	14,2	13,0	9,7	6,5	18,1	19,8	19,2	13,7	13,8
Serbie	-	-	-	-	4,9	-	-	-	-	1,6	-	-	-	-	0,7	-	-	-	-	<5
Sierra Leone	41,9	36,2	41,1	35,5	28,8	25,4	26,1 *	24,7	28,3	21,1	26,7	26,2	24,1	21,4	18,5	31,3	29,5	30,0	28,4	22,8
Slovaquie	-	3,5 *	5,3 *	5,4 *	4,5 *	-	1,3 *	1,1 *	1,0 *	2,1 *	-	1,4	1,2	1,0	0,8	-	<5	<5	<5	<5
Somalie	-	-	-	-	-	-	-	22,8	32,8	-	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	-	-	-	-	-
Afrique du Sud	5,0 *	5,2	4,8 *	3,8 *	2,9 *	10,4 *	8,0	10,1	11,6	8,7	6,2	6,2	7,4	7,8	4,7	7,2	6,5	7,4	7,7	5,4
Sri Lanka	33,9	31,3	28,7	27,9	24,0	30,1 *	28,3	22,8	21,1	21,6	2,9	2,4	1,9	1,6	1,2	22,3	20,7	17,8	16,9	15,6
Soudan	42,1	32,7	31,7	32,0	39,4	36,7 *	31,8	38,4	31,7	32,2	14,5	12,7	11,6	10,5	9,4	31,1	25,7	27,2	24,7	27,0
Suriname	17,7	15,5	17,9	15,7	11,4	10,9 *	9,8 *	11,4	7,5	5,8	5,2	4,5	4,0	3,5	3,0	11,3	9,9	11,1	8,9	6,7
Swaziland	16,1	22,6	17,7	18,7	27,0	6,9 *	7,1 *	9,1	6,1	5,8	8,3	9,1	11,4	12,8	10,4	10,4	12,9	12,7	12,5	14,4
Syrie	4,8 *	4,1 *	3,5 *	3,4 *	3,2 *	14,6 *	11,3	6,0	10,0	10,1	3,6	2,8	2,3	1,9	1,5	7,7	6,1	<5	5,1	<5
Tadjikistan	-	34,0	40,8	34,3	31,7	-	18,4 *	17,5 *	14,9	11,0 *	-	11,1	9,5	7,9	6,3	-	21,2	22,6	19,0	16,3
Tanzanie	29,4	38,5	40,4	35,1	38,8	25,1	26,9	25,3	16,7	16,2	15,8	15,3	12,6	9,8	6,8	23,4	26,9	26,1	20,5	20,6
Thaïlande	43,8	33,7	19,6	11,2	7,3	16,6 *	15,4	9,1 *	7,0	9,0 *	3,5	2,3	1,9	1,6	1,2	21,3	17,1	10,2	6,6	5,8
Timor-Oriental	-	-	-	28,5	38,2	-	-	40,6	41,5	45,3	-	-	-	7,9	5,4	-	-	-	26,0	29,6
Togo	32,8	26,8	25,2	20,4	16,5	21,5	16,7	23,2	22,3	16,6	14,7	13,7	12,8	12,0	11,0	23,0	19,1	20,4	18,2	14,7
Trinidad & Tobago	13,6	14,8	13,0	13,3	9,3	7,9 *	7,6 *	4,4	4,6 *	2,6 *	3,7	3,4	3,2	3,0	2,8	8,4	8,6	6,9	7,0	<5
Tunisie	0,9 *	1,0 *	0,7 *	0,9 *	0,9 *	8,5	8,1	3,5	3,3	2,3	5,1	3,9	3,0	2,2	1,6	<5	<5	<5	<5	<5
Turquie	0,5 *	0,6 *	0,9 *	1,0 *	0,9 *	6,4 *	9,0	7,0	3,5	1,7	7,2	5,3	3,5	2,4	1,5	<5	5,0	<5	<5	<5
Turkménistan	-	10,2	8,1	5,5	3,4 *	-	12,4 *	10,5	8,0	5,5 *	-	8,2	7,1	6,2	5,3	-	10,3	8,6	6,6	<5
Ouganda	26,6	30,6	26,5	27,9	34,6	19,7	21,5	19,0	16,4	14,1	17,8	16,6	14,1	11,6	9,0	21,4	22,9	19,9	18,6	19,2
Ukraine	-	3,9 *	4,2 *	1,3 *	0,9 *	-	2,1 *	4,1	0,8 *	1,2 *	-	1,9	1,9	1,4	1,0	-	<5	<5	<5	<5
Uruguay	7,3	5,1	4,3 *	4,6 *	5,0 *	6,8 *	3,9	5,2	6,0	4,5	2,3	2,0	1,7	1,4	1,0	5,5	<5	<5	<5	<5
Ouzbékistan	-	2,8 *	14,7	9,8	6,1	-	15,3	7,1	4,4	5,0 *	-	6,7	6,1	5,5	4,9	-	8,3	9,3	6,6	5,3
Vénézuela	13,5	16,4	15,5	9,7	2,7 *	6,7	4,1	3,9	4,1	2,9	3,1	2,6	2,2	1,9	1,5	7,8	7,7	7,2	5,2	<5
Vietnam	46,9	30,6	22,0	15,6	9,0	40,7	40,6	28,9	22,7	12,0	5,0	4,1	3,4	2,8	2,2	30,9	25,1	18,1	13,7	7,7
Yémen	28,6	31,0	30,4	31,7	32,4	48,1 *	40,9	40,5 *	43,1	39,3 *	12,6	11,2	9,9	8,8	7,7	29,8	27,7	26,9	27,9	26,5
Zambie	34,3	35,5	43,9	48,3	47,4	21,2	19,6	19,6	14,9	16,7 *	19,3	18,4	15,4	12,7	8,3	24,9	24,5	26,3	25,3	24,1
Zimbabwe	44,1	44,8	43,1	38,2	32,8	8,0	11,7	11,5	14,0	10,1	7,9	9,4	10,6	9,4	6,7	20,0	22,0	21,7	20,5	16,5

* estimations de l'IFPRI.

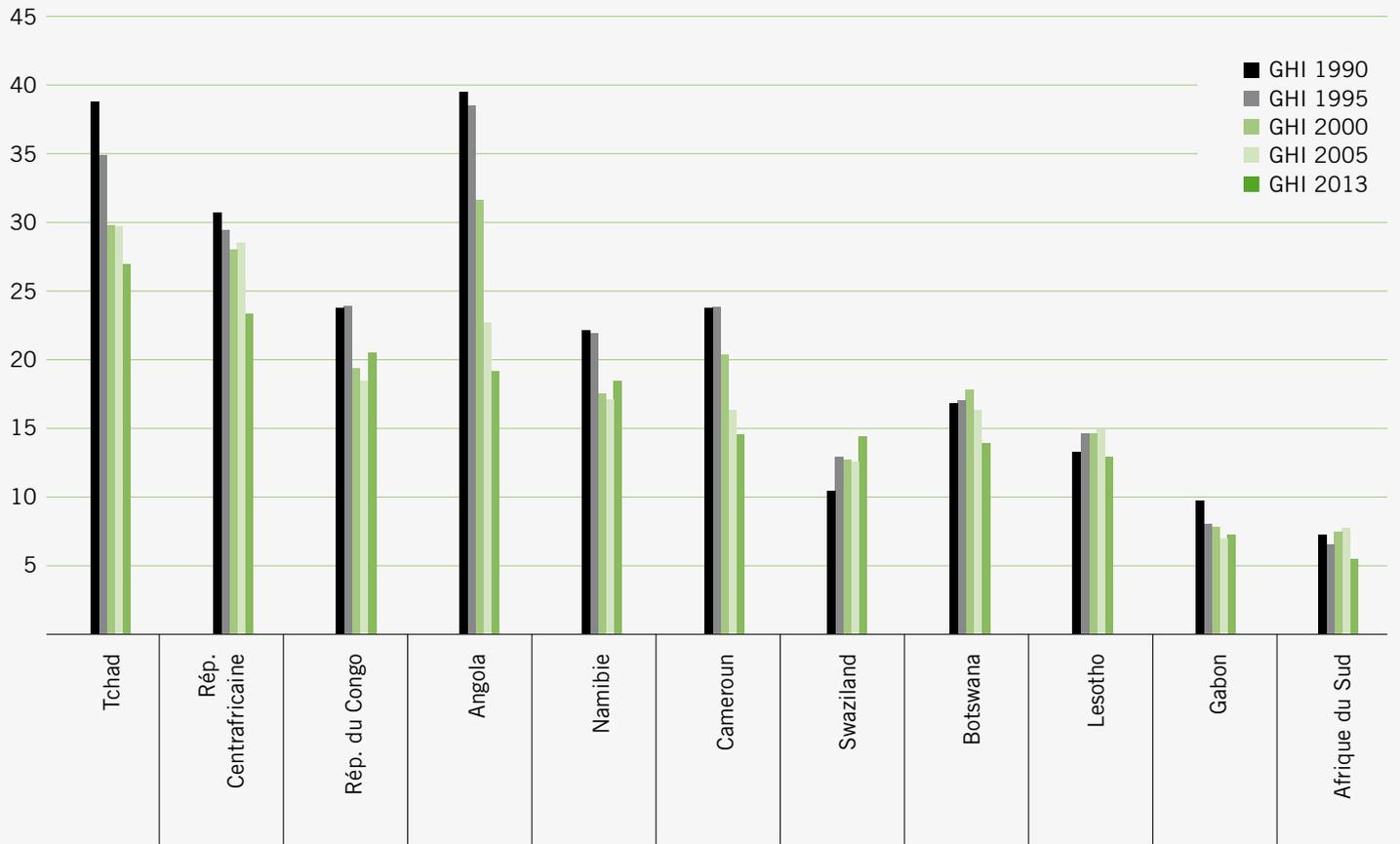
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



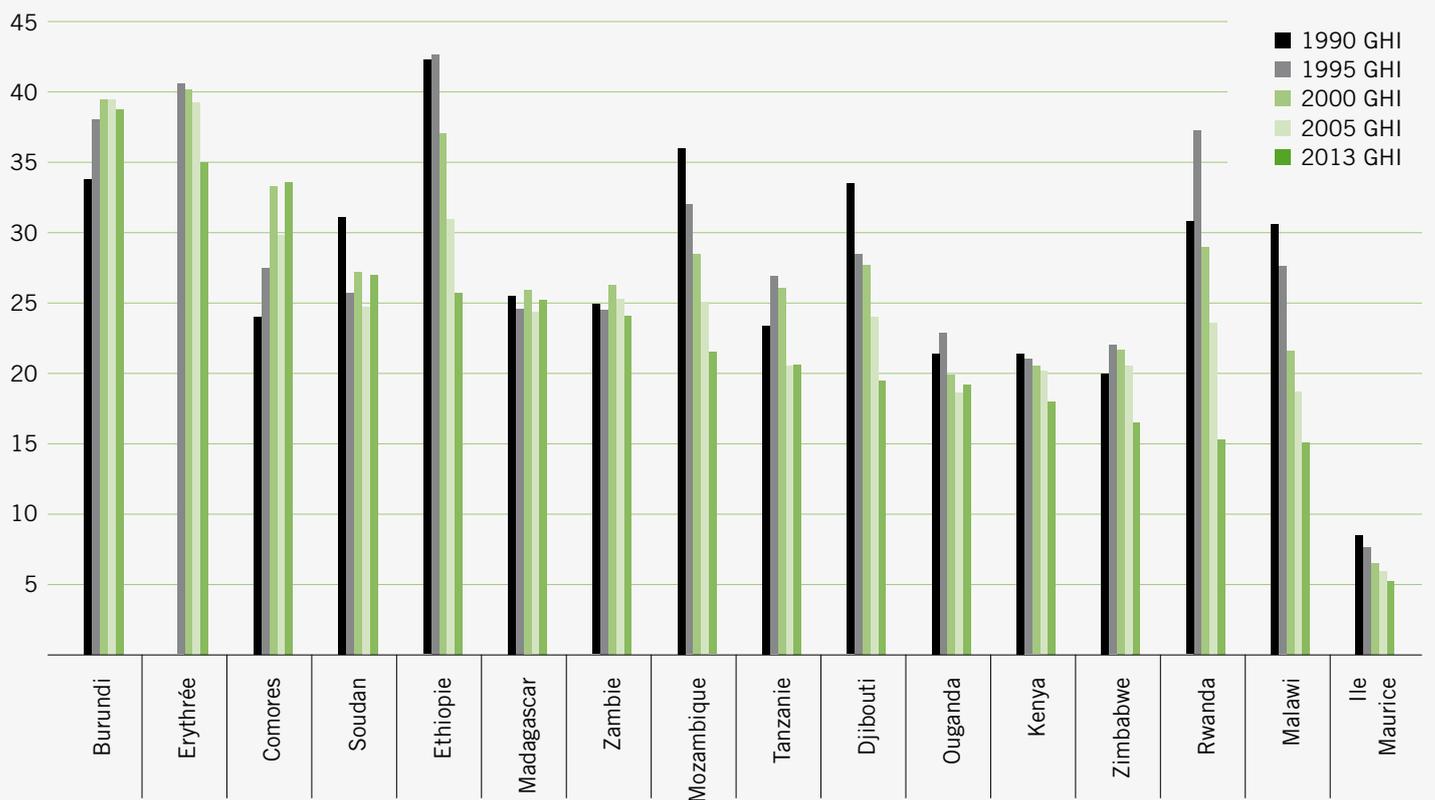
AFRIQUE DE L'OUEST



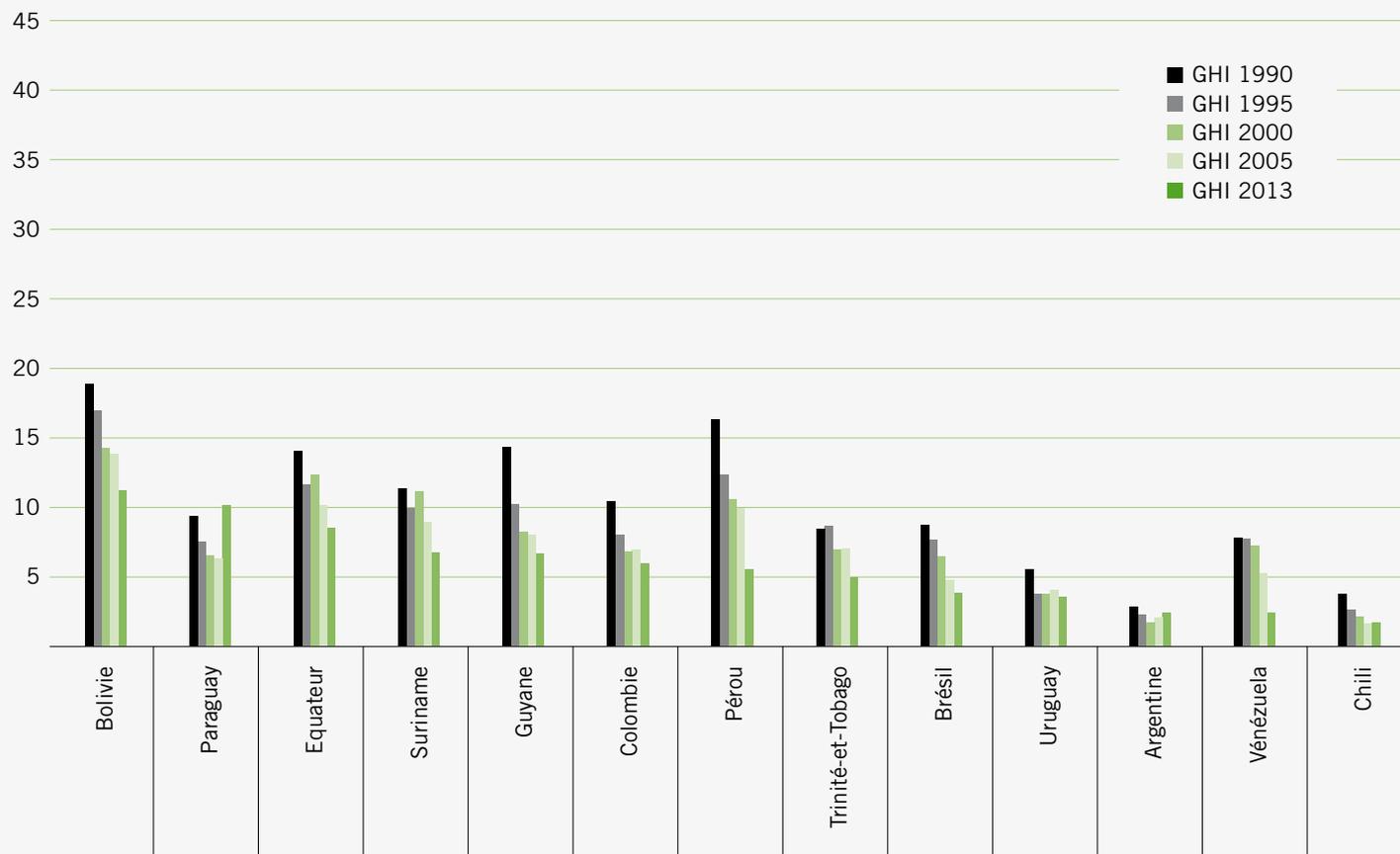
AFRIQUE CENTRALE ET AUSTRALE



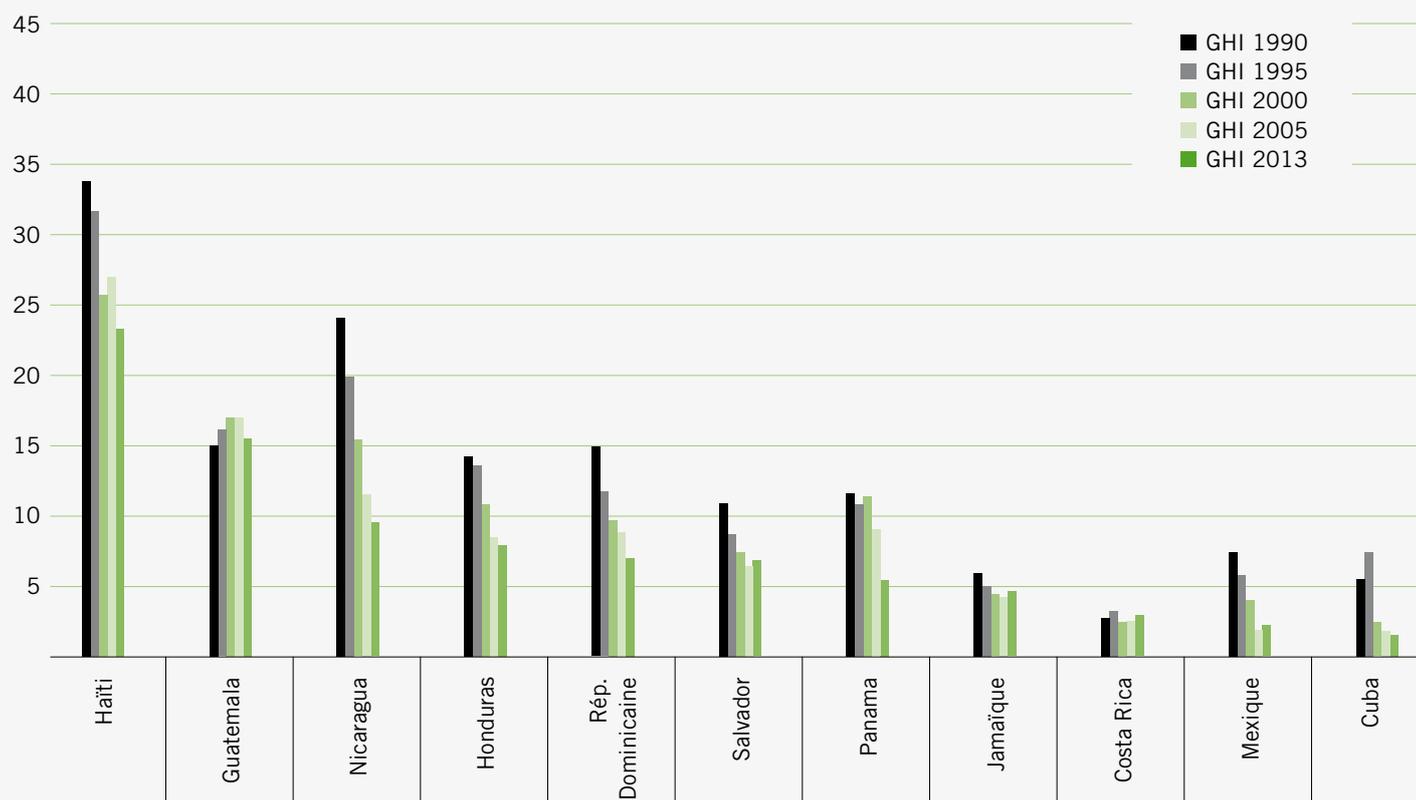
AFRIQUE DE L'EST



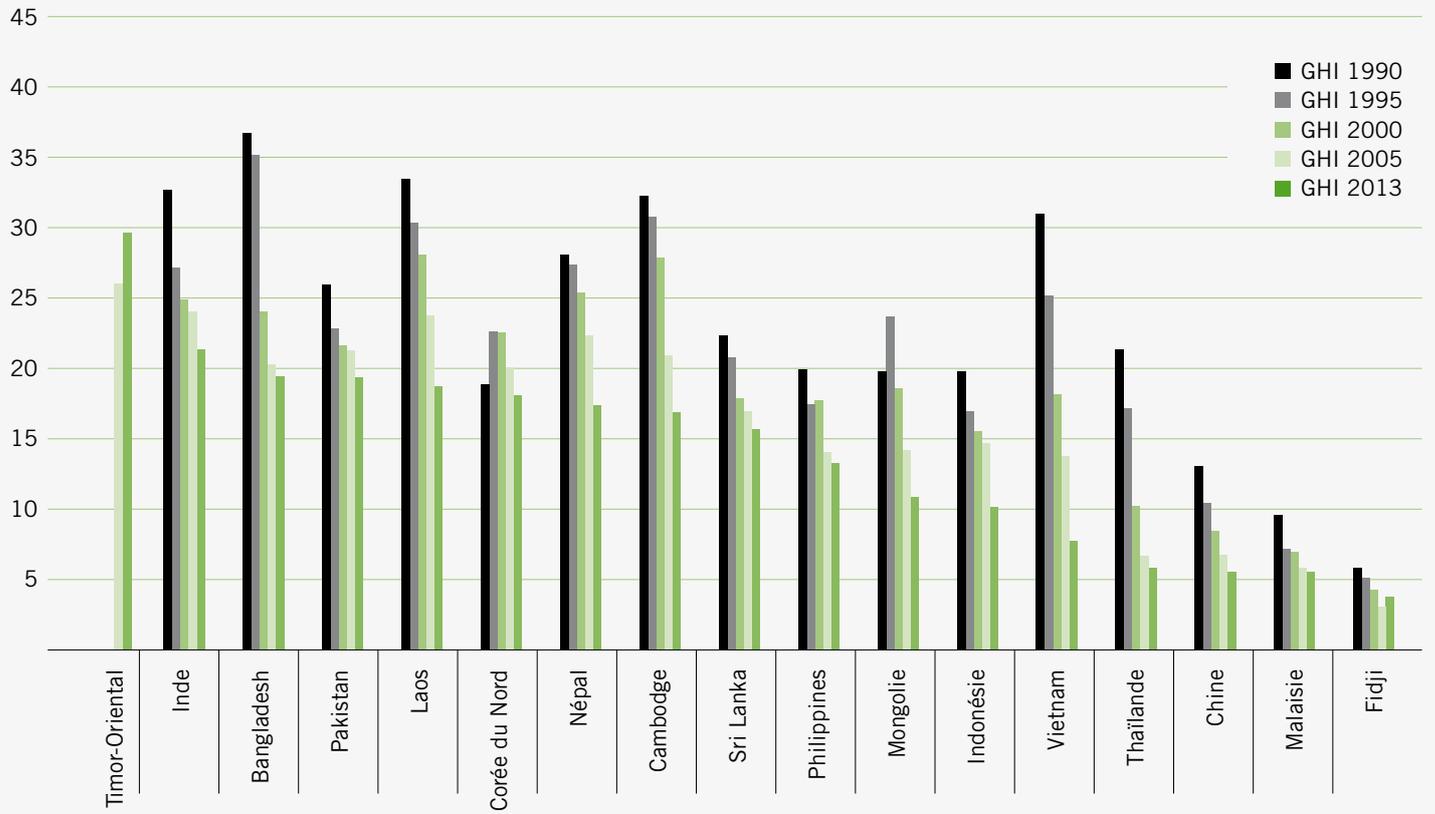
AMÉRIQUE DU SUD



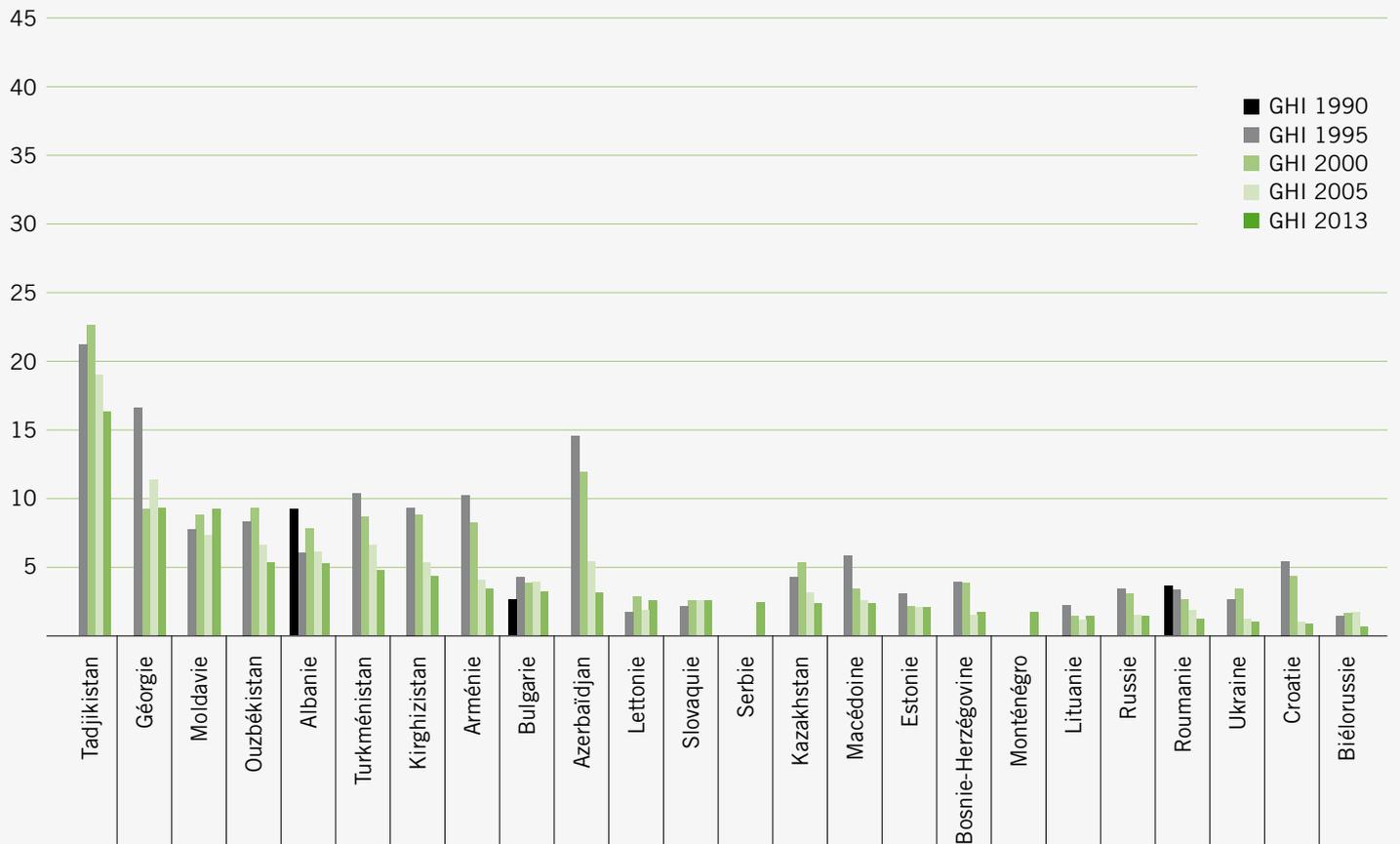
AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES



ASIE DU SUD, DE L'EST ET DU SUD-EST



EUROPE DE L'EST ET COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS



BIBLIOGRAPHIE

A

Aker, J. C., et M. Nene. 2012. **Cash Transfers, Nutrition and Household Well-Being in Niger**. Programme de recherche opérationnelle pour Concern Worldwide. Dublin et Medford, MA, Etats-Unis : Concern Worldwide et Université Tufts.

Aker, J. C., R. Boumnijel, A. McClelland, et N. Tierney. 2011. **Zap It to Me: The Short-Term Impacts of a Mobile Cash Transfer Program**. CGD Working Paper 268. Washington : Center for Global Development.

Alinovi, L., M. D'Errico, E. Mane, et D. Romano. 2010. **Livelihoods Strategies and Household Resilience to Food Insecurity : An Empirical Analysis to Kenya**. Document présenté dans le cadre d'une conférence organisée par l'European Report of Development, Dakar, Sénégal, juin 28–30.

Alkire, S., et M. E. Santos. 2010. **Multidimensional Poverty Index: 2010 Data**. Oxford, Royaume-Uni : Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford. www.ophi.org.uk/policy/multidimensional-poverty-index/.

AlterPresse. 2012. **Haiti-Agriculture: Martelly, de retour du Japon, affirme disposer d'un nouveau plan d'autosuffisance alimentaire**. 12 décembre. <http://www.alterpresse.org/spip.php?article13824#.UfZdhqxOYrg>.

B

Banque mondiale. 2006. **Repositioning Nutrition as Central to Development: A Strategy for Large-Scale Action**. Washington.

———. 2013a. **"Cereal Yield (kg per hectare)"**. Consulté le 18 juillet. <http://data.worldbank.org/indicator/AG.YLD.CREL.KG>.

———. 2013b. **World Development Indicators Online**. <http://data.worldbank.org/products/wdi>.

Barrett, C. B. 2010. **Measuring Food Insecurity**. *Science* 327 (5967): 825–828.

Barrett, C. B., et M. Constanas. 2012. **Resilience to Avoid and Escape Chronic Poverty: Theoretical Foundations and Measurement Principles**. Document présenté lors d'une table ronde sur la résilience organisée par CARE, Washington, 11 décembre.

Béné, C., R. Godfrey-Wood, A. Newsham, et M. Davies. 2012. **Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes**. IDS Working Paper 405. Brighton, Royaume-Uni : Institute of Development Studies.

Berhane, G., J. Hoddinott, N. Kumar, et A. S. Taffesse. 2011. **The Impact of Ethiopia's Productive Safety Nets and Household Asset Building Programme: 2006–2010**. IFPRI Discussion Paper 839. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

Berkes, F., et C. Folke, ed. 1998. **Linking Social and Ecological Systems Management Practices and Social Mechanisms for Building Resilience**. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.

Bhutta, Z. A., J. K. Das, A. Rizmi, M. F. Gahhey, N. Walker, S. Horton, P. Webb, A. Lartey, R. E. Black, the Lancet Nutrition Interventions Review Group, and the Maternal and Children Nutrition Study Group. 2013. **Evidence-Based Interventions for Improvement of Maternal and Child Nutrition: What Can Be Done and at What Cost?** *The Lancet* (juin): 452–477.

Bliss, J. R. 2012. **The Impact of Cash Transfers on Nutrition and Dietary Practices of Children 6–24 Months of Age in the District of Tahoua, Niger**. Concern Worldwide et Université Cornell, Département des Sciences Nutritionnelles, Dublin et Ithaca, NY, Etats-Unis. Non publié.

Black, R. E., C. G. Victora, S. P. Walker, Z. A. Bhutta, P. Christian, M. de Onis, M. Ezzati, S. Grantham-McGregor, J. Katz, R. Martorell, R. Uauy, et le Groupe d'Etude de Nutrition Maternelle et Infantile. 2013. **Maternal and Child Undernutrition and Overweight in Low-Income and Middle-Income Countries**. *The Lancet* (juin) : 15–29.

Bloem, M. W., R. Moench-Pfanner, et D. Panagides, ed. 2003. **Health and Nutritional Surveillance for Development**. Singapour : Helen Keller Worldwide.

Boyd, E., H. Osbahr, P. Ericksen, E. Tompkins, M. C. Lemos, et F. Miller. 2008. **Resilience and 'Climatizing' Development: Examples and Policy Implications**. *Development* 51 (3) : 390–396.

Bündnis Entwicklung Hilft (Alliance Development Works). 2012. **World Risk Report 2012**. Berlin. www.worldriskreport.com/uploads/media/WRR_2012_en_online.pdf.

C

Cadre de Liaison Inter-ONG Haiti. 2013. **Prévenir une Crise Alimentaire Imminente en Haïti : Les Organisations Signataires Encouragent le Gouvernement et ses Partenaires à Prendre des Actions Immédiates et Durables**. <http://bit.ly/15PIIhC>.

Cayemittes, M., M. F. Placide, S. Mariko, B. Barrère, B. Sévère, et C. Alexandre. 2007. **Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, Haïti, 2005–2006**. Calverton, MD, Etats-Unis : Ministère de la Santé Publique et de la Population, Institut Haïtien de l'Enfance, et Macro International Inc.

Cayemittes, M., M. Fatuma Busangu, J. de Dieu Bizimana, B. Barrère, B. Sévère, V. Cayemittes, et E. Charles. 2013. **Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, Haïti, 2012**. Calverton, MD, Etats-Unis : Ministère de la Santé Publique et de la Population, Institut Haïtien de l'Enfance, and ICF International.

CIA (Central Intelligence Agency). 2013. **The World Factbook**. Washington. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>.

Constas, C., and C. Barrett. 2013. **Principles of Resilience Measurement for Food Insecurity: Metrics, Mechanisms, and Implementation Plans**. Document présenté lors de l'Expert Consultation on Resilience Measurement Related to Food Security co-parrainé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme Alimentaire Mondial, Rome, février 19–21.

D

Davidson, D. J. 2010. **The Applicability of the Concept of Resilience to Social Systems : Some Sources of Optimism and Nagging Doubts**. *Society and Natural Resources* 23 (12) : 1135–1149.

Democracy Now. 2011. **Dr. Paul Farmer on Bill Clinton's Apology for Devastating Haitian Rice Farming: A Great Relief**. Consulté le 31 juillet, 2013. www.democracynow.org/2011/7/14/dr_paul_farmer_on_bill_clintons.

Demombynes, G., et S. F. Trommlerová. 2012. **What Has Driven the Decline of Infant Mortality in Kenya?** World Bank Policy Research Working Paper 6057. Washington : Banque mondiale.

Duit, A., V. Galaz, et K. Eckerberg. 2010. **Governance, Complexity, and Resilience**. *Global Environmental Change* 20 (3) : 363–368.

E

Economist. 2012. **Bangladesh and Development : The Path through the Fields**. 3 novembre.

EM-DAT (Emergency Events Database). 2013. **EM-DAT : The International Disaster Database**. Consulté le 5 juillet. www.em-dat.net.

Erasmus, W., L. Mpoke, et Y. Yishak. March 2012. **Mitigating the Impact of Drought in Moyale District, Northern Kenya**. Humanitarian Exchange Magazine. Consulté le 18 juillet, 2013. <http://www.odihpn.org/humanitarian-exchange-magazine/issue-53/mitigating-the-impact-of-drought-in-moyale-district-northern-kenya>.

F

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) 2012. **The State of Food Insecurity in the World 2012**. Rome.

———. 2013^a. **Food Security Indicators**. <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/fs-data/en/>.

———. 2013^b. **Situation Update: The Sahel Crisis**. 1^{er} juillet. Rome. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/SITUATION%20UPDATE%20Sahel%201%2007%202013.pdf.

FAO, PAM (Programme Alimentaire Mondial) et UNICEF. 2012. **Building Resilience : Rethinking Aid Strategy for Somalia : A FAO-PAM-UNICEF Joint Strategy on Building Resilience against Shocks for Somalia**. Rome et New York. Non publié.

FEWS NET (Famine Early Warning Systems Network). 2013. **Agro-Climatic Monitoring**. www.fews.net/Pages/imageryhome.aspx?l=en.

Folke, C. 2006. **Resilience : The Emergence of a Perspective for Social-ecological Systems Analyses**. *Global Environmental Change* 16 (3) : 253–267.

Frankenberger, T., et S. Nelson. 2013. **Summary of the Expert Consultation on Resilience Measurement for Food Security**. Document présenté lors de l'Expert Consultation on Resilience Measurement Related to Food Security coparrainé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial, Rome, février 19–21.

G

Gilligan, D., J. Hodinott, et A. Seyoum Taffesse. 2009. **The Impact of Ethiopia's Productive Safety Net Programme and Its Linkages**. *Journal of Development Studies* 45 (10) : 1684–1706.

Glaeser, L. M., P. Horjus, et S. Strother. 2011. **Haiti Prospective Food Security Assessment**. Washington : FANTA-2 Bridge (Food and Nutrition Technical Assistance)/FHI 360. http://www.fantaproject.org/downloads/pdfs/Haiti_Prospective_FoodSecurity_Assessment_Nov2011.pdf.

Glantz, M. D., et J. L. Johnson. 1996. **Resilience and Development**. New York : Kluwer Academic.

H

Haiti. 2010. **Haiti Earthquake PDNA (Post-Disaster Needs Assessment) : Assessment of Damage, Losses, General and Sectoral Needs : Annex to the Action Plan for National Recovery and Development of Haiti**. <http://www.ilo.org/gimi/gess/RessFileDownload.do;jsessionid=9c0846b0167ebc0df8312efdb8846187c31dd48ba4afca288366a40a5affcd9e.e3aTbhuLbNmSe34RbNeRaNamc3n0?ressourceId=18482>.

Haiti Grassroots Watch. 2010. **The Pitfalls of Cash for Work**. Originally published in Haiti Liberté. November 3–9. <http://canadahaitiaction.ca/content/pitfalls-cash-work>.

Harris, J., et S. Drimie. 2012. **Toward an Integrated Approach for Addressing Malnutrition in Zambia: A Literature Review and Institutional Analysis**. IFPRI Discussion Paper 1200. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

Headey, D., et O. Ecker. 2013. **Rethinking the Measurement of Food Security : From First Principles to Best Practice**. *Food Security* 5 (3) : 327–343.

Headey, D., A. Seyoum Taffesse, et L. You. 2012. **Enhancing Resilience in the Horn of Africa: An**

Exploration into Alternative Investment Options. IFPRI Discussion Paper 1176. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

Headey, D., A. Seyoum Taffesse, et L. You. Forthcoming. **Diversification and Development in Pastoralist Ethiopia**. *World Development*.

Holling, C. S. 1973. **Resilience and Stability of Ecological Systems**. *Annual Review of Ecology and Systematics* 4 : 2–23.

Hornborg, A. 2009. **Zero-Sum World : Challenges in Conceptualizing Environmental Load Displacement and Ecologically Unequal Exchange in the World-System**. *International Journal of Comparative Sociology* 50 (3–4) : 237–262. Consulté le 11 août, 2012. www.lucid.lu.se/Hornborg__2009__zero_sum_world.pdf.

Huong, L. T., et V. T. T. Nga. 2013. **Nutritional Practices among Ethnic Minorities and Child Malnutrition in Mountainous Areas of Central Vietnam**. *Food and Nutrition Sciences* 4 (1) : 82–89.

I

IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires)/Welthungerhilfe/Concern. 2007. **The Challenge of Hunger 2007: Global Hunger Index: Facts, Determinants, and Trends**. Washington, Bonn et Dublin.

IGME (Inter-agency Group for Child Mortality Estimation). 2012. **CME Info Database**. New York. www.childmortality.org/index.

J

Joseph, M. V. 2013. **Allocution du Secrétaire d'Etat à la Relance Agricole, M. Vernet Joseph, Chef de la Délégation Haïtienne à la 38^{ème} Session de la Conférence de la FAO**. Consulté le 31 juillet, 2013. www.fao.org/fileadmin/user_upload/bodies/Conference_2013/Statements/Haiti.pdf.

K

Kennard, M. 2012. **Haiti and the Shock Doctrine**. *Open Democracy*, 14 août. www.opendemocracy.net/matt-kennard/haiti-and-shock-doctrine.

Klein, R. J. T., R. J. Nicholls, et F. Thomalla. 2003. **Resilience to Natural Hazards: How Useful Is This Concept?** *Environmental Hazards* 5 (1–2) : 35–45.

Kundermann, B., R. Excéus, et O. Almqvist. 2012. **Etude des Effets et Impacts du Programme Nord-Ouest 2000—2011 de la Welthungerhilfe en Haïti** (Impact Study of the Welthungerhilfe Program in North-Western Haiti from 2000 to 2011). Non publié, Welthungerhilfe, Bonn.

L

Lancet. 2013. **Maternal and Child Nutrition**. <http://www.thelancet.com/series/maternal-and-child-nutrition>.

Leach, M. 2008. **Re-framing Resilience : A Symposium Report**. STEPS Working Paper 13. Brighton, Royaume-Uni : Institute of Development Studies.

Lybbert, T. J., C. B. Barrett, S. Desta, et D. L. Coppock. 2004. **Stochastic Wealth Dynamics and Risk Management among a Poor Population**. *Economic Journal* 114 (498) : 750–777.

M

Maplecroft Global Risk Analytics. 2011. **World's Fastest Growing Populations Increasingly Vulnerable to the Impacts of Climate Change – 4th Global Atlas Reports**. 26 octobre. http://maplecroft.com/about/news/ccvi_2012.html.

Maxwell, D., et R. Caldwell. 2008. **The Coping Strategies Index: A Tool for Rapid Measurement of Household Food Security and the Impact of Food Aid Programs in Humanitarian Emergencies. Field Methods Manual**. 2d ed. Atlanta : CARE International. http://home.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp211058.pdf.

McKay, A. 2009. **Assets and Chronic Poverty: Background Paper**. Working Paper 100. Manchester, Royaume-Uni : Chronic Poverty Research Centre, Université de Manchester.

N

Nations Unies. 2011. **Has Aid Changed ? Channelling Assistance to Haiti before and after the Earthquake**. New York : bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti. http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/has_aid_changed_en.pdf.

———. 2013a. **Analysis Shows 56.0 Percent Disbursement Rate for Haiti Recovery among Public Sector Donors**. Communiqué de presse, 8 janvier. New York : United Nations Office of the Secretary-General's Special Adviser. www.lessonsfromhaiti.org/press-and-media/press-releases/public-sector-disbursement-as-of/.

———. 2013b. **A New Global Partnership : Eradicate Poverty and Transform Economies through Sustainable Development : The Report of the High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda**. New York.

———. 2013c. **World Population Prospects: The 2012 Revision**. CD-ROM. New York : United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.

Neumeyer, E., et T. Plümpner. 2007. **The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981–2002**. *Annals of the Association of American Geographers* 97 (3) : 551–566.

O

ONUSIDA (Programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida). 2010. **Global Report: UNAIDS Report on the Global AIDS Epidemic 2010**. Genève.

Oxfam. 2013. **No Accident: Resilience and the Inequality of Risk**. Oxfam Briefing Paper. Oxford, Royaume-Uni. www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp172-no-accident-resilience-inequality-of-risk-210513-en_1.pdf.

P

PAM (Programme Alimentaire Mondial). 2013. **Food Aid Quantity Reporting Database**. Consulté le 5 juillet. www.wfp.org/fais/quantity-reporting.

R

Radtke, K. 2010. **Welthungerhilfe in Fragile States**. Policy Paper 3. Bonn : Welthungerhilfe.

Ruel, M. T., H. Alderman et le Groupe d'Etude de Nutrition Maternelle et Infantile. 2013. **Nutrition-Sensitive Interventions and Programmes : How Can They Help to Accelerate Progress in Improving Maternal and Child Nutrition?** *The Lancet* (juin) : 536–551.

S

Sapountzaki, K. 2007. **Social Resilience to Environmental Risks: A Mechanism of Vulnerability Transfer?** *Management of Environmental Quality : An International Journal* 18 (3) : 274–297.

Schwarz, A. M., C. Béné, G. Bennett, D. Boso, Z. Hilly, C. Paul, R. Posala, S. Sibiti, et N. Andrew. 2011. **Vulnerability and Resilience of Rural Remote Communities to Shocks and Global Changes : Empirical Analysis from the Solomon Islands**. *Global Environmental Change* 21 (3) : 1128–1140.

Shoham, J., F. Watson, et C. Dolan. 2001. **The Use of Nutritional Indicators in Surveillance**. Londres : Overseas Development Institute.

SUN (Scaling Up Nutrition). 2013. **SUN Countries : Policies and Plans**. Consulté le 18 juillet. <http://scalingupnutrition.org/resources-archive/country-resources/sun-countries-policies-and-plans>.

T

Tontisirin, K., et P. Winichagoon. 1999. **Community-Based Programmes : Success Factors for Public Nutrition Derived from the Experience of Thailand**. *Food and Nutrition Bulletin* 20 (3) : 315–322.

Université Tulane et UEH (Université d'Etat d'Haïti). 2012. **Haiti Humanitarian Assistance Evaluation: From a Resilience Perspective**. Nouvelle-Orléans : Disaster Resilience Leadership Academy, Université Tulane.

Twigg, J. 2007. **Characteristics of a Disaster-Resilient Community : A Guidance Note to the DFID Disaster Risk Reduction Interagency Coordination Group**. Consulté le 5 juillet, 2013. <http://practicalaction.org/reducing-vulnerability/docs/ia1/community-characteristics-en-lowres.pdf>.

U

UNICEF/OMS (Organisation mondiale de la santé)/Banque mondiale. 2012. **Niveaux et tendances de la sous-alimentation infantile : estimations communes de la sous-alimentation infantile UNICEF-OMS-Banque mondiale**. New York, Genève et Washington.

UNICEF. 2013a. **Childinfo Statistics on Child Nutrition**. Consulté le 13 juin. http://www.childinfo.org/malnutrition_nutritional_status.php.

UNICEF. 2013b. **The State of the World's Children 2013**. New York.

USAID (US Agency for International Development). 2012. **Building Resilience to Recurrent Crisis: USAID Policy and Program Guidance**. Washington.

V

Vaitla, B., G. Tesfay, M. Rounseville, et D. Maxwell. 2012. **Resilience and Livelihoods Change in Tigray, Ethiopia**. Somerville, MA : Université Tufts, Feinstein International Center.

VFL (Views from the Front Line). 2011. **If We Do Not Join Hands**. Middlesex, Royaume-Uni : Global Network for Civil Society Organizations for Disaster Reduction.

Von Braun, J., M. Ruel, et A. Gulati. 2008. **Accelerating Progress toward Reducing Malnutrition in India: A Concept for Action**. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

Von Grebmer, K., H. Fritschel, B. Nestorova, T. Olofinbiyi, R. Pandya-Lorch, et Y. Yohannes. 2008. **Global Hunger Index: The Challenge of Hunger 2008**. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

Von Grebmer, K., B. Nestorova, A. Quisumbing, R. Fertziger, H. Fritschel, R. Pandya-Lorch, et Y. Yohannes. 2009. **2009 Global Hunger Index : The Challenge of Hunger: Focus on Financial Crisis and Gender Inequality**. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

Von Grebmer, K., M. T. Ruel, P. Menon, B. Nestorova, T. Olofinbiyi, H. Fritschel, Y. Yohannes, C. von Oppeln, O. Towey, K. Golden, et J. Thompson. 2010. **2010 Global Hunger Index: Relever le défi de la faim : Objectif : Eradiquer la Sous-alimentation Infantile**. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

Von Grebmer, K., M. Torero, T. Olofinbiyi, H. Fritschel, D. Wiesmann, Y. Yohannes, L. Schofield, et C. von Oppeln. 2011. **2011 Global Hunger Index : Relever le défi de la faim : Maîtriser les chocs et la volatilité excessive des prix alimentaires**. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

Von Grebmer, K., C. Ringler, M. W. Rosegrant, T. Olofinbiyi, D. Wiesmann, H. Fritschel, O. Badiane, M. Torero, Y. Yohannes, J. Thompson, C. von Oppeln, et J. Rahall. 2012. **2012 Global Hunger Index : Relever le défi de la faim : Assurer une sécurité alimentaire durable dans un monde sous contraintes en eau, en énergie et en terres**. Bonn, Washington et Dublin: Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

W

Walker, B., C. S. Holling, S. R. Carpenter, et A. Kinzig. 2004. **Resilience, Adaptability and Transformability in Social-ecological Systems**. *Ecology and Society* 9 (2) : 5. OMS (Organisation mondiale de la santé). 2013. Base de données mondiale sur la croissance et la malnutrition de l'enfant. <http://www.who.int/nutgrowthdb/en/>.

Wiesmann, D. 2004. **An International Nutrition Index : Concept and Analyses of Food Insecurity and Undernutrition at Country Levels**. Development Economics and Policy Series 39. Frankfurt : Peter Lang.

———. 2006a. **2006 Global Hunger Index: A Basis for Cross-Country Comparisons**. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

———. 2006b. **A Global Hunger Index: Measurement Concept, Ranking of Countries, and Trends**. Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper 212. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

Wiesmann, D., J. von Braun, et T. Feldbrügge. 2000. **An International Nutrition Index: Successes and Failures in Addressing Hunger and Malnutrition**. ZEF Discussion Papers on Development Policy No. 26. Bonn, Germany : *Zentrum für Entwicklungsforschung* (ZEF, Center for Development Research).

Wiesmann, D., L. Weingärtner, et I. Schöniger. 2006. **The Challenge of Hunger: Global Hunger Index: Facts, Determinants, and Trends**. Bonn et Washington : Deutsche Welthungerhilfe et Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

PARTENAIRES



A propos de l'IFPRI

L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), créé en 1975, développe des solutions de politique publique étayées par la recherche en vue

de réduire de manière durable la pauvreté et d'enrayer la faim et la malnutrition. L'Institut mène des activités de recherche, communique ses résultats, optimise ses partenariats et capitalise ses expériences afin de garantir une production alimentaire durable, de promouvoir des systèmes alimentaires viables, d'améliorer les marchés et les échanges, de transformer l'agriculture, et de renforcer la résilience ainsi que les institutions et la gouvernance. Les questions liées au genre sont intégrées dans l'ensemble des activités de l'Institut. L'IFPRI travaille en lien étroit avec de nombreux partenaires dans le monde entier (opérateurs du développement, institutions publiques, secteur privé et organisations paysannes).

L'IFPRI est membre du Consortium CGIAR.



Notre identité - Qui nous sommes

Concern Worldwide est la plus importante ONG irlandaise, engagée dans la réduction de la souffrance et l'éradication de la

pauvreté extrême. Nous travaillons dans 27 des pays les plus pauvres du monde, grâce à 2900 personnels engagés et compétents.

Notre mission – Ce que nous faisons

Notre mission vise à aider les personnes vivant dans une pauvreté extrême à connaître des améliorations importantes qui dureront et se développeront sans le soutien constant de Concern Worldwide. Ainsi, Concern Worldwide travaille directement avec les populations pauvres, mais également des partenaires locaux et internationaux qui partagent notre vision, afin de créer des sociétés justes et pacifiées, où les populations pauvres peuvent exercer leurs droits fondamentaux. Pour remplir cette mission, nous nous engageons dans des activités de développement de long terme, nous répondons aux situations d'urgence, et nous cherchons à nous attaquer aux causes profondes de la pauvreté via un travail d'éducation au développement et le plaidoyer.

Notre vision – Le changement

Un monde où personne ne vit dans la pauvreté, la peur ou l'oppression ; où nous avons tous accès à des conditions de vie décentes, et des opportunités et choix essentiels pour permettre une vie longue, saine et créative ; un monde où tout le monde est traité dans la dignité et le respect.



Notre identité - Qui nous sommes

Welthungerhilfe a été fondée en 1962 dans le cadre du mouvement pionnier « campagne de libération de la faim » sous l'ombrelle de la FAO.

Aujourd'hui, Welthungerhilfe est l'une des ONG allemandes les plus importantes, indépendante et largement ancrée dans la société civile par son réseau d'organisations membres, de bailleurs et de supporters.

Notre mission – Ce que nous faisons

Nous luttons contre la faim dans le monde avec pour objectif de rendre notre intervention superflue. Notre intervention intégrée et orientée sur l'impact couvre aussi bien les opérations d'urgence en réponse aux catastrophes que la reconstruction et le développement de projets à long terme. En 2012, nos 2250 employés sont intervenus dans 39 pays en soutien à 19 millions de personnes.

Notre approche

Nous soutenons nos organisations partenaires dans nos pays d'intervention, en permettant que ces structures soient renforcées à la base et en garantissant ainsi le succès durable de nos projets. Notre action de plaidoyer vise à contribuer au changement des conditions qui contribuent à la faim et la pauvreté.



A propos de l'Alliance2015

L'Alliance2015 est un partenariat regroupant sept des principales organisations non gouvernementales (ONG) européennes œuvrant dans le domaine de la solidarité internationale et du développement – ACTED (France), CESVI (Italie), Concern Worldwide (Irlande), Hivos (Pays-Bas), IBIS (Danemark), People in Need (République Tchèque) et Welthungerhilfe (Allemagne). Ensemble, les membres de l'Alliance2015 œuvrent en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement définis par l'Organisation des Nations Unies en 2000, en coopérant à différents niveaux dans les pays en développement ainsi que sur des campagnes de plaidoyer pour influencer l'opinion publique et les décisions politiques en Europe.

PARTENAIRES



ACTED est une ONG de solidarité internationale créée en 1993, qui a pour vocation de soutenir les populations vulnérables de par le monde et de les accompagner dans la construction d'un futur meilleur en apportant une réponse adaptée à des besoins précis. Les équipes d'ACTED interviennent dans 34 pays afin de faire face aux situations d'urgence, pour soutenir les projets de réhabilitation et accompagner les dynamiques de développement.

ACTED vient en aide aux populations touchées par les crises grâce à une approche à la fois globale et locale, multidisciplinaire et adaptée à chaque contexte. En assurant le lien entre Urgence, Réhabilitation et Développement, les équipes d'ACTED garantissent que les interventions effectuées en temps de crise soient utiles et pérennes, car seul un soutien sur le long terme - en demeurant sur place après l'urgence et en impliquant les communautés - permet de rompre le cycle de la pauvreté et d'accompagner les populations sur la voie du développement.

Pour ce faire, nos équipes sur le terrain (Afghanistan, Cambodge, République Centrafricaine, République du Congo, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Liban, Libye, Mali, Myanmar, Nicaragua, Niger, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Territoire Palestinien occupé, Philippines, Sénégal, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Yémen) interviennent sur plus de 340 programmes dans les secteurs suivants : aide humanitaire d'urgence, sécurité alimentaire, promotion de la santé, éducation et formation, développement économique, microfinance, soutien institutionnel et dialogue régional, promotion culturelle.

Forte de son expérience au plus près des besoins et des situations auprès des communautés vulnérables à travers le monde, ACTED contribue à l'agenda international en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Associée à de nombreux partenaires français, européens et internationaux, ACTED s'engage pour promouvoir et développer des approches et des initiatives innovantes, les principes humanitaires, les nouvelles solidarités et des convergences entre opérateurs privés, acteurs publics et ONG du Nord et du Sud sur des thèmes tels que la microfinance et le social business, l'accès durable au revenu, la prévention et réduction des catastrophes, la promotion de la gouvernance locale, l'évaluation et l'aide à la coordination de l'urgence humanitaire, la culture et le développement, le développement durable, l'accès à la santé dans le continuum humanitaire, la sécurité alimentaire, etc.



Qui sommes-nous ?

Lancée en 2008, Convergences est la première plateforme de réflexion en Europe destinée à établir de nouvelles convergences entre acteurs publics, privés et solidaires. Elle rassemble plus de 200 partenaires autour d'un objectif commun : promouvoir les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et lutter contre la pauvreté et la précarité dans les pays du Nord et du Sud.

Notre vision

En jetant des passerelles entre les différents acteurs publics, privés et solidaires pour la réduction de la pauvreté, Convergences formule un projet de collaboration à grande échelle indispensable pour une alternative économique et des solutions pertinentes, donnant lieu à des débats d'idées, du plaidoyer et suscitant des actions innovantes.

Notre engagement

Développer les convergences et les partenariats innovants : chaque année, Convergences rassemble à Paris 5000 professionnels et organisations autour de 350 intervenants dans le cadre du Forum mondial pour des partenariats innovants dédiés aux Objectifs du millénaire.



Informer, sensibiliser et mobiliser les jeunes sur les Objectifs du Millénaire et la problématique de la faim

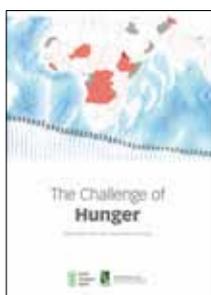
Food Right Now est une campagne européenne de sensibilisation, de mobilisation et d'éducation au développement à destination des jeunes, lycéens et étudiants, et aux enseignants/formateurs. Elle est menée conjointement par plusieurs ONG membres de l'Alliance2015 en Allemagne, en Italie, en Irlande, en République Tchèque et en France.

Mobiliser les jeunes sur l'éradication de la pauvreté et de la faim dans le monde mais aussi sur l'ensemble des enjeux liés au développement

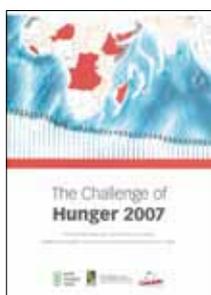
L'objectif est de sensibiliser, informer et mobiliser les jeunes aux réalités des OMD. Au-delà d'une action d'information sur ces enjeux, ce projet veut directement mobiliser les jeunes citoyens européens en faveur d'actions contre la faim, en tant qu'ambassadeurs auprès de leurs réseaux sociaux mais également en tant que porteurs de solutions et d'engagements.

8 ANNEES DE SUIVI DE LA FAIM DANS LE MONDE

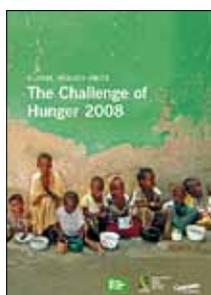
Depuis 2006, le GHI dresse l'état de la faim dans le monde, par région et par pays.



Cas d'études dans les pays post-conflits : Afghanistan et Sierra Leone



Mesures pour réduire la malnutrition aigüe et la faim chronique



Le cercle vicieux de la faim et de la pauvreté



Crise financière et inégalité des genres



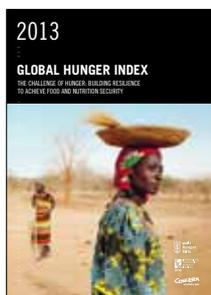
La crise de la sous-nutrition infantile



Hausse et volatilité des prix alimentaires



Assurer une sécurité alimentaire durable dans un monde sous contraintes en eau, en énergies et en terres



Construire la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable

Le GHI sur application mobile

L'Indice et autres supports d'information associés au GHI sont disponibles gratuitement sur l'application mobile IFPRI.

L'Indice de la faim dans le monde est également disponible au téléchargement sur les plateformes Google Play, Google Books, Amazon et iTunes.



Scannez ce code QR pour accéder au GHI 2013 en ligne
<http://www.acted.org/fr/indice-faim-dans-monde-2013>



Welthungerhilfe

Friedrich-Ebert-Str. 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228 2288 0
Fax +49 228 2288 333
www.welthungerhilfe.de

Président et Secrétaire général :

Dr. Wolfgang Jamann

International Food Policy Research Institute (IFPRI)

Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002, USA
Tel. +1 202 862 5600
Fax +1 202 467 4439
www.ifpri.org

Directeur général :

Dr. Shenggen Fan

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1 417 7700
Fax +353 1 475 7362
www.concern.net

Directeur général :

Dominic MacSorley

ACTED

33 rue Godot de Mauroy
75009 Paris, France
Tel. +33 (0) 1 42 65 33 33
www.acted.org
www.foodrightnow.fr
www.convergences.org

Directrice générale :

Marie-Pierre Caley

Editeurs :

Constanze von Oppeln (Politiques sécurité alimentaire, Welthungerhilfe), Marius Labahn (Affaires publiques et relations externes, Welthungerhilfe), Olive Towey (Responsable du plaidoyer – Irlande & EU, Concern Worldwide), Klaus von Grebmer (Chercheur émérite, IFPRI), Adrien Tomarchio (Directeur de la communication, ACTED), Caroline Pasquier (Chargée de plaidoyer, ACTED).

Citation recommandée :

Von Grebmer, K., D. Headey, C. Béné, L. Haddad, T. Olofinbiyi, D. Wiesmann, H. Fritschel, S. Yin, Y. Johannes, C. Foley, C. von Oppeln et B. Iseli. 2013. *Indice de la faim dans le monde 2013. Le défi de la faim : construire la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable*. Bonn, Washington DC et Dublin : Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute et Concern Worldwide.

Conception, mise en page et production :

Tobias Heinrich, Anna-Maria Süß, Anne Dittrich
(muehlhausmoers corporate communications gmbh, Cologne, Germany)
Version française : ACTED

Impression :

Chevillon Imprimeur

Traduction :

Antonia Estrada (Fuego Translations)
Traduit avec la permission de l'International Food Policy Research Institute www.ifpri.org. L'organisation éditrice en France (ACTED) est responsable de la qualité et de l'exactitude de la traduction en français. La version originale en anglais est disponible à l'adresse suivante DOI : <http://dx.doi.org/10.2499/9780896299511>

Auteurs :

International Food Policy Research Institute : Klaus von Grebmer (Chercheur émérite), Derek Headey (Chercheur), Tolulope Olofinbiyi (Analyste), Doris Wiesmann (Consultant indépendant), Heidi Fritschel (Editrice), Sandra Yin (Editrice), Yisehac Yohannes (Analyste)

Institute of Development Studies : Christophe Béné (Chercheur), Lawrence Haddad (Directeur)

Concern Worldwide : Connell Foley (Directeur de la stratégie, du plaidoyer et de l'enseignement)

Welthungerhilfe : Constanze von Oppeln (Politiques sécurité alimentaire), Bettina Iseli (Chargée du desk Haïti)

ISBN version française :

978-0-89629-953-5

DOI:

<http://dx.doi.org/10.2499/9780896299535>

Crédits photographiques :

Couverture : Abbie Trayler-Smith/Panos, Chad, Guerra Region, a woman searches for food in the dry and barren landscape near the village of Luga. With food scarce, women have begun to break apart anthills to look for grain stored by ants, 2012 ; page 2 : Bernhard Huber/Welthungerhilfe, Mozambique, Mabote District, a girl waters a plant as part of a school project that supports hygiene, water, and plant cultivation in Bovanane Village, 2013 ; page 6 : Thomas Lohnes/Welthungerhilfe, Ecuador, in San Andres district, women of the potato platform cook a meal made of cream cheese, broad beans, corn, potatoes, and roasted corn kernels before a meeting of the organization in Huapante Chico. About 150 farmers from the region are part of the platform, a collaborative that helps farmers improve the quality of their potatoes, enhance their negotiating power, and sell directly to bigger markets, instead of through middlemen. The women's experience shows that it is possible to permanently raise a community's living conditions by strengthening livelihoods, 2006. San Andres, in the central highlands of Ecuador, is one of Welthungerhilfe's 15 Millennium villages ; page 10 : Thomas Lohnes/Welthungerhilfe, Sierra Leone, Bo District, a boy takes rice from a newly built storehouse, which protects grain from pests that destroyed half of the rice before in Vengema, 2009 ; page 18 : Matiullah Achakzai/EPA, Pakistan, Punjab Province, after water began to recede, workers repair a road damaged by the floods in Mehmood Kot, 2010 ; page 32: Daniel Rosenthal, Haiti, North-West, a farmer and member of the committee clears an irrigation canal of sediment in Vieille Place. The irrigation canal system helps farmers produce an adequate harvest despite little rain and grow crops like tomatoes and eggplant, 2013 ; page 48 : Florian Kopp/Welthungerhilfe, Pakistan, Punjab Province, Hajran Mai in Moza Sabogat village harvests okra grown from seeds Welthungerhilfe distributed after a flood with support from its partner CADI, 2011 ; page 64 : Gwenn Dubourthoumieu, Camp de Jamam, Soudan du Sud, 2012. Portraits : les portraits ont été pris par les équipes de Welthungerhilfe.

Commentaire :

Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur les cartes de ce rapport ne constituent en aucune façon une reconnaissance ou l'expression d'un soutien officiel de la part de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), Welthungerhilfe, Concern Worldwide ou ACTED.



Le GHI 2013 a été élaboré avec l'aide de l'Union européenne, dans le cadre du projet « Sensibilisation aux enjeux de développement et promotion de l'éducation au développement dans l'Union Européenne. » Son contenu relève de la seule responsabilité d'ACTED et de ses partenaires et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.



Scannez ce code QR pour accéder au GHI 2013 en ligne <http://www.acted.org/fr/indice-faim-dans-monde-2013>



Food Right Now est une campagne de mobilisation et d'éducation au développement pour les jeunes citoyens européens portée par ACTED et l'Alliance2015 avec le soutien de la Commission européenne.

Welthungerhilfe

Friedrich-Ebert-Str. 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228 22 88 0
Fax +49 228 22 88 333
www.welthungerhilfe.de

International Food Policy Research Institute

2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002, USA
Tel. +1 202 862 5600
Fax +1 202 467 4439
www.ifpri.org

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1 417 7700
Fax +353 1 475 7362
www.concern.net

ACTED

33 rue Godot de Mauroy
75009, Paris, France
Tel. +33 1 42 65 3333
www.acted.org
www.foodrightnow.fr

